

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2025



LA POSTE
GROUPE

SOMMAIRE

1

RAPPORT
SEMESTRIEL
D'ACTIVITÉ

Page 3

2

ÉTATS FINANCIERS
CONSOLIDÉS
RÉSUMÉS

Page 53

3

RAPPORT DES COMMISSAIRES
AUX COMPTES SUR
L'INFORMATION FINANCIÈRE
SEMESTRIELLE

Page 107

4

ATTESTATION
DE LA PERSONNE
RESPONSABLE

Page 111

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

Examen de la situation financière et des résultats

SOMMAIRE

1. FAITS MARQUANTS	6
1.1 ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER.....	6
1.2 ENVIRONNEMENT REGLEMENTAIRE.....	7
1.3 DEVELOPPEMENTS, PARTENARIATS ET ACQUISITIONS	12
1.4 PERFORMANCE RESPONSABLE	16
1.5 EMISSIONS OBLIGATAIRES.....	19
2. INDICATEURS ALTERNATIFS DE PERFORMANCE	20
2.1 PROPOS INTRODUCTIF	20
2.2 DEFINITIONS DES IAP	20
3. SYNTHESE DES RESULTATS CONSOLIDES DU GROUPE LA POSTE	22
3.1 PRODUITS OPERATIONNELS.....	23
3.2 RESULTAT D'EXPLOITATION	25
3.3 RESULTAT NET.....	25
3.4 VARIATION DE LA DETTE NETTE	25
4. RESULTATS OPERATIONNELS PAR SECTEUR D'ACTIVITE	26
4.1 SYNTHESE DES RESULTATS OPERATIONNELS PAR SECTEUR D'ACTIVITE.....	26
4.2 SERVICES-COURRIER-COLIS	27
4.3 GEOPOST	29
4.4 LA BANQUE POSTALE	31
4.5 GRAND PUBLIC ET NUMERIQUE	35
4.6 AUTRES SECTEURS	37
5. AUTRES AGREGATS-CLES DU COMPTE DE RESULTAT	39
5.1 RESULTAT FINANCIER	39
5.2 RESULTAT NET PART DU GROUPE	40
6. ENDETTEMENT ET SOLIDITE FINANCIERE	41
6.1 FREE CASH-FLOW	42
6.2 VARIATION DE LA DETTE NETTE	44
6.3 VARIATION DE LA TRESORERIE.....	46
6.4 DETTE BRUTE	47
6.5 DETTE NETTE	48
6.6 CAPITAUX PROPRES ET STRUCTURE FINANCIERE.....	50

6.7	NOTATION FINANCIERE	51
7.	FACTEURS DE RISQUE.....	51
8.	PERSPECTIVES ET EVENEMENTS POST CLOTURE.....	52
8.1	PERSPECTIVES	52
8.2	EVENEMENTS POST-CLOTURE.....	52

NB 1 : Les données financières figurant dans ce document sont issues des comptes consolidés du groupe établis selon les normes IFRS.

NB 2 : Les valeurs figurant dans les tableaux sont généralement exprimées en millions d'euros. Le jeu des arrondis peut dans certains cas conduire à de légers écarts dans les totaux ou les variations.

1. Faits marquants

1.1 Environnement économique et financier

Le groupe est exposé à différents facteurs macroéconomiques qui affectent l'ensemble de ses métiers. L'inflation influe notamment sur l'évolution du coût du travail en France et chez les principaux partenaires européens, ainsi que sur les habitudes de consommation. Par ailleurs, les activités bancaires et assurantielles du groupe sont particulièrement sensibles aux variations des taux d'intérêt en Europe, y compris ceux applicables à l'épargne réglementée en France, ainsi qu'à la dynamique des marchés financiers. Enfin, les fluctuations des taux de change, en particulier vis-à-vis de la livre sterling et du réal brésilien, et des prix du pétrole ont un impact significatif sur les activités logistiques et internationales du groupe.

Morosité européenne

Le contexte macro-économique du premier semestre 2025 est resté assez peu porteur pour les activités du groupe. La tonalité générale du début de l'année 2025 a été marquée par l'incertitude associée à l'arrivée aux affaires d'une nouvelle administration américaine. Celle-ci a entrepris une revue approfondie des droits de douane applicables à ses partenaires commerciaux dans le but d'encourager une relocalisation industrielle et de financer son budget. Début juillet, les Etats-Unis avaient trouvé un accord commercial avec le Royaume-Uni, la Chine et le Vietnam. Des lettres menaçant de fortes hausses des droits de douane ont été envoyées à plusieurs pays d'Asie, dont la Corée du Sud et le Japon. Alors que les discussions avec l'Union européenne semblaient porter leurs fruits, D. Trump a menacé d'élèver à 30 % les droits de douane sur les produits européens importés aux Etats-Unis, faute d'accord avant le 1^{er} août. Les importateurs américains avaient anticipé un volume important de commandes début 2025 ce qui avait entraîné une hausse du commerce international au premier trimestre, notamment des exportations européennes à destination des Etats-Unis. Ces importations ont entraîné une réduction de la production intérieure américaine et le PIB a diminué de 0,1 % sur ce trimestre. Ce rythme de croissance ne correspond cependant pas à la dynamique interne américaine qui opère probablement autour de 1,5 % l'an comme semblent le montrer des créations d'emplois toujours correctes quoiqu'en ralentissement. Le choc de prix issu des nouveaux droits de douane devrait freiner l'économie au second semestre mais dans des proportions qui restent à déterminer. Des interrogations majeures se posent également sur la stratégie de change des Etats-Unis, les déclarations allant dans le sens de l'affaiblissement du dollar, qui a déjà perdu 13 % contre l'euro au premier semestre. Enfin, les Etats-Unis sont soumis à une dérive budgétaire qui fait gonfler leur dette et suscite l'inquiétude des marchés.

Du côté européen, la croissance de la zone euro s'est établie à 0,6 % au premier trimestre. L'interprétation de cette croissance doit intégrer le poids démesuré de celle de l'Irlande (PIB en hausse de +10 % au cours du premier trimestre 2025) en relation avec les ventes de produits pharmaceutiques irlandais aux Etats-Unis en anticipation de la hausse des droits de douane et qui compte pour un près de la moitié de la croissance totale de la zone. Toutefois, l'activité de la zone euro a été soutenue par le rebond allemand (0,4 %), le dynamisme espagnol (0,6 %) et une Italie (0,3 %) portée par la demande intérieure notamment l'investissement en lien avec la mise en place du plan de relance. La France qui a de son côté enregistré une croissance de 0,1 %, a moins profité des exportations vers les Etats-Unis que ses partenaires européens et sa demande intérieure est restée très faible, la consommation se réduisant de 0,2 %. L'investissement est resté atone sur la période. Le taux d'épargne est resté exceptionnellement élevé (18,8 % au premier trimestre 2025) et sa réduction sera une condition de l'accélération de la consommation et de la logistique associée.

L'Italie a particulièrement bien rebondi après les crises sanitaire et inflationniste. Elle a profité du plan de relance européen dans de larges proportions (122 Md€ déjà versés) et de la mise en place du dispositif immobilier « surbonus » favorisant la rénovation des logements, dopant la construction. Elle a également profité de la reprise du commerce mondial pour augmenter ses exportations (excédents de 1,1 % du PIB en 2024). Elle a ramené son déficit public à 3,4 % du PIB en 2024 et devrait

sortir de la procédure pour déficit excessif d'ici 2026. Les agences de notation ont salué ses efforts en améliorant la notation de sa dette publique de BBB à BBB+. L'écart de taux entre la dette française et la dette italienne n'est dorénavant plus que d'environ -20 pb.

Au premier trimestre, le Royaume-Uni a enregistré une progression marquée du PIB de +0,7 %, portée par l'investissement (+0,5 pt) et le commerce extérieur (+0,4 pt), tandis que la consommation stagnait. Après 2,8 % au premier trimestre, l'inflation augmente de nouveau à 3,5 % au deuxième trimestre. La livre est restée quasi stable sur le premier semestre autour de 0,84 contre l'euro. Au Brésil, l'activité a nettement accéléré au premier trimestre (+1,4 %) soutenue par une forte progression de l'agriculture, l'investissement et la consommation. L'inflation reste au-dessus de la cible de la Banque Centrale (5,3 % en juin pour une cible d'inflation maximum de 4,5 %). Les taux directeurs restent exceptionnellement élevés (15 %). Le real brésilien s'est affaibli après un début d'année en hausse notamment en raison de la détérioration du compte courant et d'une inflation toujours vive. Il termine le semestre proche du niveau de début janvier (6,4 real contre l'euro).

La suite de l'année présente de nombreuses incertitudes. Le niveau des droits de douane appliqués par l'administration américaine aux importations reste un déterminant important du commerce et de la croissance mondiale. En Europe, la consolidation budgétaire de plusieurs États, au premier chef la France dont les cibles de déficits de 5,4 % en 2025 et 4,6 % en 2026 sont des défis importants, sera un frein à l'activité. A l'inverse, la décision allemande d'accélérer fortement ses investissements en infrastructure et militaires, et qui entraînera l'augmentation de l'enveloppe d'émission de titres à hauteur de 850 Md€ de dettes sur 5 ans, sera un soutien important à la demande extérieure des autres pays membres. Au regard de la situation géopolitique, le risque d'une volatilité du prix du pétrole et plus généralement de l'énergie ne peut être totalement exclu même s'il semble s'éloigner en fin de premier semestre.

Marchés financiers : conclusion de l'assouplissement monétaire

La Présidente de la BCE a indiqué que la Banque Centrale arrivait au terme de son cycle d'assouplissement monétaire après 8 baisses, même si elle n'a pas exclu une baisse supplémentaire. Cette décision dépendra des niveaux d'inflation et d'éventuels risques récessifs, probablement évalués après l'été. Les taux longs sont soumis à des inducteurs variés : les taux longs américains ont baissé en fin du deuxième trimestre en raison du ralentissement économique américain. Les risques de tension associés à la trajectoire américaine de dépenses publiques (déficit attendu autour de 7 % du PIB) et aux hausses de prix qui pourraient être associées aux droits de douane vont néanmoins perdurer. Les taux longs européens ne seront pas exempts de contagion. Leurs dynamiques propres dépendront également du déroulement financier et politique des plans de consolidation budgétaire dans les pays membres et de l'offre de titres, notamment allemand. Concernant les taux de change, l'évolution du dollar dépendra fortement de l'impact des droits de douane sur les prix et de leurs conséquences en termes de politique monétaire.

1.2 Environnement réglementaire

1.2.1 Reconductionn de La Poste en tant que prestataire du service universel postal

La Poste était désignée prestataire du service universel depuis 2011 et jusqu'au 31 décembre 2025. Elle a été reconduite en tant que prestataire du service universel postal pour une durée de 10 ans à compter du 1^{er} janvier 2026¹.

¹ Décret n° 2025-700 du 25 juillet 2025 relatif à la durée de désignation du prestataire du service universel postal et Décret n° 2025-710 du 26 juillet 2025 relatif à la désignation du prestataire du service universel postal

Ce renouvellement témoigne de la confiance de l'Etat dans la capacité de La Poste à garantir dans la durée un égal accès à l'ensemble des citoyens à un service postal de qualité.

1.2.2 Evolution de l'environnement bancaire

Entrée en vigueur du règlement CRR² sur les nouvelles exigences prudentielles

Le règlement CRR³, entré en application le 1^{er} janvier 2025, est une partie essentielle des réformes réglementaires mises en place pour renforcer la solidité financière des banques en augmentant la quantité et la qualité des fonds propres qu'elles doivent détenir. Publié par la Commission Européenne le 27 octobre 2021, CRR³, en conjonction avec la directive CRD6⁴, constitue le dernier volet des réformes Bâle III⁴. Certaines dispositions de CRR³ seront mises en œuvre progressivement, avec des mesures transitoires pour faciliter l'adaptation des établissements financiers.

L'entrée en vigueur de CRR³ a plusieurs impacts significatifs sur les banques, notamment :

- Augmentation des exigences en capital : Les banques doivent détenir plus de fonds propres de haute qualité pour couvrir les risques, ce qui améliore leur résilience financière ;
- Nouvelles règles de liquidité : Des ratios de liquidité plus stricts sont introduits, obligeant les banques à maintenir un niveau plus élevé d'actifs liquides ;
- Harmonisation des méthodes de calcul des risques : Les méthodes de calcul des risques sont harmonisées pour réduire les divergences entre les différentes juridictions ;
- Révision de l'approche standard du risque de crédit : Cette révision vise à améliorer la sensibilité au risque et à garantir une évaluation plus précise des risques de crédit.

Révision du taux d'intérêt du Livret A et Livret d'épargne Populaire

Le ministère de l'Économie et des Finances a annoncé le 15 janvier 2025 une diminution des taux du Livret A et du LEP à partir du 1^{er} février 2025 (arrêté n° 2025-59 du 28 janvier 2025). Cette décision suit les préconisations du gouverneur de la Banque de France. Ainsi :

- le taux d'intérêt du livret A est fixé à 2,4 % (contre 3 % entre le 1^{er} février 2023 et le 31 janvier 2025) ;
- le taux d'intérêt du livret d'épargne populaire (LEP) est fixé à 3,5 % (contre 4 % entre le 1^{er} août 2024 et le 31 janvier 2025).

Conditions d'octroi du Prêt à Taux Zéro

La Loi de Finances 2025 (loi n° 2025-127 du 14 février 2025) introduit plusieurs modifications importantes pour le Prêt à Taux Zéro (PTZ), notamment :

- élargissement géographique : Le PTZ est désormais accessible pour l'achat de logements neufs sur l'ensemble du territoire français, sans restriction géographique ;
- revalorisation des plafonds de ressources : Les plafonds de ressources pour bénéficier du PTZ ont été augmentés, permettant à un plus grand nombre de ménages d'y accéder ;
- prolongation du dispositif : Le PTZ a été prolongé jusqu'en 2027, assurant ainsi sa pérennité et son efficacité dans la lutte contre l'exclusion sociale ;

² Capital Requirements Regulation 3

³ Capital Requirements Directive 6

⁴ Bâle III est un ensemble de réformes réglementaires internationales mises en place par le Comité de Bâle sur la surveillance bancaire (CBCB) en réponse à la crise financière de 2007-2008, pour renforcer la résilience des banques face aux chocs économiques et garantir qu'elles disposent de fonds propres suffisants pour absorber les pertes imprévues

- augmentation de la quotité financée : La part du projet immobilier pouvant être financée par le PTZ a été augmentée à 50 %, offrant ainsi une aide plus substantielle aux futurs acquéreurs.

Ces modifications, entrées en application le 1^{er} avril 2025, visent à faciliter l'accession à la propriété et à soutenir le marché immobilier, tout en répondant aux enjeux environnementaux et économiques actuels.

Révision des taux directeurs de la BCE⁵

Au premier semestre 2025, la BCE a procédé à deux baisses de ses trois taux directeurs. La première baisse a eu lieu le 6 mars 2025 et la seconde le 5 juin 2025, marquant la huitième baisse en un an. Chaque fois, les taux ont été réduits de 25 points de base. Les nouveaux taux sont effectifs depuis le 11 juin 2025. Concrètement, le taux de rémunération des dépôts est abaissé à 2,00 %, le taux des opérations de refinancement à 2,15 % et le taux de prêt marginal à 2,40 %. Ce cycle de baisses vise à assouplir la politique monétaire pour soutenir l'économie de la zone euro face aux incertitudes mondiales et faciliter l'accès au crédit pour les ménages et les entreprises.

1.2.3 Evolution de la gamme de services d'envois de courrier et de colis

La gamme de services d'envois de courrier et de colis n'a pas connu d'évolution significative depuis l'entrée en vigueur de la Nouvelle Gamme Courrier au 1^{er} janvier 2023.

1.2.4 Evolution des tarifs du courrier et du colis

L'Arcep a fixé l'encadrement des tarifs postaux pour la période 2026-2029⁶ après consultation publique menée entre le 15 avril et le 13 mai 2025. Il prévoit une évolution tarifaire annuelle moyenne de + 7,5 % en termes nominaux sans possibilité de dépasser un plafond de 10 % de hausse tarifaire par an. En application de cet encadrement, La Poste a déterminé les tarifs du service universel postal pour 2026 et l'Arcep a rendu un avis n° 2025-1354 en date du 22 juillet 2025.

La Lettre verte est le cœur de la gamme courrier pour les particuliers. En 2026, la hausse moyenne des tarifs du courrier égrené affranchi au moyen de timbres-poste s'élèvera à + 7,4 % (vs + 7,7 % en 2025). Le tarif de la Lettre verte affranchie au moyen de timbres-poste est fixé à 1,52 euro pour la première tranche de poids. Le tarif de la Lettre Services Plus est fixé à 3,47 euros sur la première tranche de poids et le tarif de la e-Lettre rouge, à 1,60 euro pour le format S (tarif du premier format – small).

La grille tarifaire des offres de courrier en nombre et industriel croît en moyenne de + 6,2 % sur l'ensemble des offres G2, G3 et G4⁷. Sur la tranche 0-50g, l'offre G2 est positionnée à 1,488 euro, l'offre G3 à 0,794 euro et l'offre G4 à 0,672 euro. Les tarifs du courrier publicitaire augmentent de + 5,5 %.

L'évolution tarifaire de l'offre Colissimo France est limitée à + 4,5 %. Le tarif d'entrée de gamme (Colissimo France de moins de 250g) est fixé à 5,49 euros.

Les évolutions tarifaires du courrier et du colis pour la métropole, l'outre-mer et l'international interviendront le 1^{er} janvier 2026.

⁵ Banque Centrale Européenne

⁶ Arcep : Décision n° 2025-1143 du 10 juin 2025 relative aux caractéristiques d'encadrement pluriannuel des tarifs des prestations du service universel postal sur la période 2026-2029

⁷ Offres de courriers en nombre principalement émis par les entreprises et distribués en J+2 (G2), J+3 (G3) et J+4 (G4)

1.2.5 Evolution de l'offre de la presse

L'offre de services proposée dans le cadre de la mission de service public de transport et de distribution de la presse n'a pas connu d'évolution significative depuis l'entrée en vigueur, le 1^{er} janvier 2023, du protocole d'accord relatif à la réforme du transport de la presse signé le 14 février 2022 entre l'État, les organisations représentatives des familles de presse, La Poste et l'Arcep.

1.2.6 Evolution tarifaire de la presse

Pour l'année 2025, La Poste a fait application des termes du protocole d'accord du 14 février 2022 qui plafonnent à + 2 % l'augmentation des tarifs des prestations de transport et de distribution de la presse assurées dans le cadre de la mission de service public de La Poste pour toutes les familles de presse titulaires d'un certificat d'inscription à la Commission Paritaire des Publications et Agences de Presse (CPPAP).

Les tarifs proposés ont été homologués par un arrêté du ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie du 20 décembre 2024, pris après l'avis de l'Arcep⁸.

1.2.7 Le contrat d'entreprise 2023-2027

Les engagements de La Poste et de l'État (dont les montants de la compensation publique) sont définis dans un contrat d'entreprise pluriannuel.

Après qu'ils ont signé le 18 mai 2022 un avenant au contrat d'entreprise 2018-2022, l'Etat et La Poste ont signé un nouveau contrat d'entreprise pour la période 2023-2027, au terme de plusieurs mois d'échanges et de discussions.

Ce nouveau contrat prend notamment en considération les éléments suivants : le groupe La Poste s'est doté d'un nouveau plan stratégique « La Poste 2030, engagée pour vous », avec des objectifs ambitieux de développement, de transformation et de participation à quatre transitions majeures de la société ; l'Etat a conforté son soutien aux quatre missions de service public, concrétisé dans l'avenant signé le 18 mai 2022 et conforté par trois récentes décisions de la Commission européenne ; la désignation de La Poste par la loi de 2010 comme opérateur du service universel pour une durée de 15 ans arrive à échéance fin 2025.

Ce contrat est structuré autour de trois objectifs : entériner la consolidation récente et significative des missions de service public ; acter une méthode et un calendrier pour évaluer et si besoin envisager des évolutions des missions de service public afin qu'elles continuent de répondre aux besoins des citoyens ; exposer les contributions que La Poste peut apporter au déploiement des politiques publiques majeures autour de quatre thématiques (autonomie à domicile, mobilité, confiance numérique et cohésion territoriale).

Ce contrat d'entreprise a fait l'objet de consultation le 19 janvier 2023 auprès de la Commission Supérieure du Numérique et des Postes (CSNP) et le 23 janvier 2023 auprès de l'Arcep, qui ont chacune rendu un avis public.

Le conseil d'administration du groupe La Poste a autorisé, le 23 février 2023, le Président-Directeur général du groupe à le signer. La signature du contrat d'entreprise par les ministres concernés et le Président-Directeur Général de La Poste est intervenue le 26 juin 2023.

Les principales dispositions de ce contrat d'entreprise sont les suivantes :

Service universel postal

La Poste met en œuvre depuis le 1^{er} janvier 2023 la nouvelle gamme courrier du service universel postal. Elle réalise un haut niveau de qualité de service conformément aux objectifs fixés par arrêté ministériel. L'Etat compense une partie du coût net de cette mission, au travers d'une dotation

⁸ Avis du 19 décembre 2024, n°2024-2827

annuelle de 520 millions d'euros⁹, modulée en fonction de la qualité de service de la Lettre verte en J+3.

Taux de Lettres vertes distribuées en J+3	< 94,5 %	≥94,5 % et < 95,5 %	≥ 95,5 %
Compensation publique versée à La Poste	500 M€	510 M€	520 M€

Au titre de 2022, La Poste a perçu en 2023 une compensation de 520 millions d'euros. La loi de finances 2024 a prévu une compensation de 500 millions d'euros au titre de l'année 2023, bien que le taux de Lettres vertes distribuées en J+3 a été supérieur à 95,5 %.

En 2024, La Poste a acheminé 95,0 % des Lettres vertes en J+3, justifiant ainsi une compensation de 510 millions d'euros. Toutefois, la loi de finances 2025 a prévu 500 millions d'euros au titre de la compensation de l'année 2024.

Transport et distribution de la presse

L'Etat et La Poste mettent en œuvre à compter du 1^{er} janvier 2023 le protocole du 14 février 2022 réformant le régime des aides à la presse, à la suite de la décision de compatibilité de la Commission européenne du 5 décembre 2022¹⁰. La Poste réalise un haut niveau de qualité de service. Elle participe au comité de suivi de l'Observatoire de la qualité de la distribution de la presse abonnée constitué par l'Arcep.

L'Etat compense une partie du coût net de la mission de transport et distribution de la presse. En 2025, cette compensation s'élève à 39 millions d'euros.

L'Etat a souhaité donner mandat à La Poste, qui l'a accepté, d'assurer la liquidation et le paiement, en son nom et pour son compte, de l'aide à l'exemplaire pour les titres de presse postés versée aux éditeurs. A cette fin, l'Etat met préalablement à disposition de La Poste les sommes nécessaires correspondantes.

La clause de rendez-vous prévue en 2024 par le Protocole a permis d'établir un bilan de sa mise en œuvre au terme. La non-réalisation de certaines hypothèses clés qui avaient fondé l'accord ont contribué à la dégradation du compte de la mission en 2023 et en 2024.

Aménagement du territoire

L'Etat et La Poste confirment leur engagement pour l'exercice de cette mission, dans des conditions qui s'adapteront aux attentes des citoyens en concertation avec les élus. La Poste conforte et adapte la présence territoriale de son réseau, avec le soutien de l'Etat et en concertation avec les élus locaux. La mutualisation des offres de services au sein des points de contact postaux est recherchée et promue.

La Poste perçoit une compensation annuelle maximale de 177 millions d'euros. Cette compensation est financée, à hauteur de 174 millions d'euros maximum par an, par des abattements prévus par la loi sur les bases de taxes locales dues par La Poste, par une dotation budgétaire et, en tant que de besoin, par tout autre dispositif. Un financement complémentaire de 3 millions d'euros maximum par an peut être mis en œuvre. Il est issu d'un abattement sur les bases de taxes foncières dues au titre des immeubles consacrés aux activités postales et détenus par des filiales de La Poste.

⁹ Cette aide a été déclarée compatible avec le marché intérieur par la Commission européenne dans sa décision du 7 décembre 2023 : Aide d'Etat SA 100746 (2023/N)

¹⁰ Aide d'État SA.102817 (2022/N)

La loi de finances pour 2025 a fixé à 120 millions d'euros la dotation budgétaire pour 2025, en complément de la valeur prévisionnelle de l'abattement de 55 millions d'euros, soit une compensation totale de 175 millions d'euros.

Accessibilité bancaire

L'État et La Poste constatent que l'accessibilité bancaire appuyée sur le livret A, exercée par La Banque Postale demeure un dispositif essentiel de l'inclusion bancaire.

A cette fin, La Banque Postale assure avec le réseau de La Poste un accompagnement humain d'accueil et de conseil pour la réalisation gratuite de toutes les opérations autorisées sur le livret A.

La contribution publique est assurée par une dotation budgétaire¹¹. La compensation annuelle¹² versée par l'Etat à La Banque Postale pour l'année 2025 est fixée à 269 millions d'euros.

Une clause de rendez-vous est prévue pour établir un bilan et, à cette occasion, envisager les conditions du renouvellement de la mission au-delà de 2026 qui est l'échéance de la décision de compatibilité au régime des aides d'Etat rendue par la Commission le 25 juillet 2021 pour la période 2021-2026.

L'évaluation des missions de service public

L'Etat et La Poste s'engagent à mener une évaluation des missions de service public à la lumière de leur utilité sociale, de leurs coûts, de leurs modalités d'exercice et de leurs instruments de mesure.

Des premiers travaux techniques ont été conduits en ce sens avec les services de l'Etat dont les principaux résultats ont donné lieu à une présentation devant les instances de gouvernance de La Poste.

Volet complémentaire au contrat d'entreprise : les contributions de La Poste aux politiques publiques, en appui à la population et aux territoires

Dans son plan stratégique « La Poste 2030, engagée pour vous », le groupe La Poste s'engage pour la réussite de quatre transitions majeures : la transition démographique, la transition écologique, la transition numérique, la transition territoriale.

Dans ce volet complémentaire du contrat d'entreprise, le groupe La Poste propose et indique avoir l'intention de développer à destination de ses clients des solutions innovantes, distinctives et performantes dans les quatre domaines suivants : autonomie à domicile, mobilité durable, confiance numérique, cohésion territoriale.

Chacune de ces thématiques donne lieu à l'expression de propositions concrètes, incarnant les contributions que La Poste et ses filiales peuvent apporter à la réussite des politiques publiques dans ces domaines, et donc à l'intérêt général.

1.3 Développements, partenariats et acquisitions

1.3.1 Services-Courrier-Colis

1.3.1.1 Crédit de l'Alliance SIH

En mai 2025, La Poste Santé & Autonomie, CPage¹³, les Hospices Civils de Lyon et HOPSIS¹⁴, ont créé l'alliance SIH, un partenariat stratégique visant à développer un système d'information hospitalier

¹¹ Cette disposition figure à l'article L221-6 du COMOFI, modifié par la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023.

¹² Sa trajectoire pluriannuelle est précisée par l'arrêté du 9 août 2021 qui fixe la rémunération complémentaire de La Banque Postale au titre des obligations qui lui incombent en matière de distribution et de fonctionnement du Livret A.

¹³ Editeur logiciel qui accompagne les établissements publics de santé dans leur transformation digitale.

¹⁴ Structure de coopération dont l'objet est la promotion et la diffusion d'une offre de logiciels et de services innovants destinés aux établissements de santé et médico-sociaux.

innovant axé sur la gestion des données. Actuellement fragmentés et inefficaces, ces systèmes seront réorganisés autour de standards internationaux ouverts pour améliorer l'efficacité des soins et garantir la souveraineté des données de santé.

1.3.2 Geopost

1.3.2.1 Déploiement de consignes en Pologne

En janvier 2025, DPD Pologne a annoncé avoir installé sa 9 000^e consigne et prévoit d'en ajouter 3 000 supplémentaires cette année.

Cette croissance rapide est due à l'essor du commerce électronique et à l'intérêt croissant des consommateurs pour les services de livraison hors domicile ou au bureau.

1.3.2.2 Investissement de Chronopost dans le hub Nord Ile-de-France

En février 2025, Chronopost a annoncé un agrandissement majeur de son hub Nord Île-de-France situé à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis). Les investissements ont porté sur l'aménagement du site (mécanisation, trieurs...) ainsi que sur les systèmes d'information.

Avec une capacité de tri de plus de 35 000 colis par heure, contre 10 000 auparavant, il peut traiter jusqu'à 600 000 colis par jour en période de pic d'activité, ce qui en fait le site le plus performant de Chronopost.

Cette nouvelle extension répond à la croissance dynamique du secteur du colis en France et à l'international.

1.3.2.3 Expansion du réseau de points de retrait au Royaume-Uni

En avril 2025, DPD UK a annoncé une expansion significative de son réseau de points de retrait hors domicile, avec l'ajout de 8 000 consignes à colis au cours des cinq prochaines années, dans le cadre d'un partenariat stratégique majeur avec YEEP!¹⁵.

Cette initiative permettra à DPD UK de compléter son réseau existant de 12 000 points de retrait et bornes de dépôt à travers le Royaume-Uni.

1.3.2.4 Ouverture par DPD Pologne d'un centre de tri de colis

En avril 2025, DPD Pologne a inauguré un cinquième centre de tri dans le pays, un investissement stratégique visant à rationaliser davantage les processus logistiques et à améliorer l'efficacité du traitement des colis de petit format. La nouvelle installation répond à la croissance dynamique du secteur du commerce électronique et aux attentes croissantes des clients en matière de rapidité de livraison et de qualité de service. Son infrastructure introduit une nouvelle norme pour le tri et le transbordement de petits colis.

Ce nouveau centre répond aux normes environnementales strictes de la certification Building Research Establishment Environmental Assessment Method (BREEAM) « excellente ».

1.3.2.5 Renforcement par SEUR de ses capacités logistiques en Espagne

En juin 2025, SEUR a poursuivi le développement de son offre de transport sous température contrôlée. Son site d'Illescas au sud de Madrid, a doublé sa surface de stockage sous température contrôlée, passant de 700 m² à 1 400 m². Ce renforcement de capacité répond à une demande croissante, notamment dans le e-commerce.

Avec cette infrastructure, SEUR peut accompagner ses clients BtoB et BtoC dans la vente de produits soumis à des réglementations spécifiques, y compris à l'international.

1.3.3 La Banque Postale

1.3.3.1 Lancement par La Banque Postale d'un nouveau fonds de private equity

En janvier 2025, La Banque Postale a annoncé le lancement d'un nouveau fonds de private equity, dette privée et infrastructure, nommé "LBPAM Private Opportunities". Ce fonds, classé article 8 selon

¹⁵ Réseau de consignes de colis multi-transporteurs au Royaume-Uni.

la réglementation SFDR, est accessible aux clients particuliers à partir de 100 euros et vise à diversifier leur patrimoine tout en participant au financement de l'économie réelle. Il est investi en actifs réels et privés et est proposé dans les contrats d'assurance vie (Cachemire 2 et Cachemire 2 Série 2) depuis le 29 janvier 2025, et prochainement dans les contrats d'épargne retraite.

Il s'inscrit dans le cadre de la loi industrie verte, entrée en vigueur en octobre 2024, qui encourage l'épargne privée vers des projets à impact écologique.

1.3.3.2 *Déploiement d'une nouvelle application mobile par La Banque Postale*

En mars 2025, La Banque Postale a annoncé le lancement d'une nouvelle application mobile, développée avec la participation de 800 clients, pour améliorer l'expérience utilisateur. Cette application, disponible sur l'AppStore et le PlayStore, propose une navigation fluide et intuitive, des fonctionnalités de sécurité renforcées, et des options de validation par empreinte digitale ou reconnaissance faciale. Elle intègre également Wero pour des transferts d'argent rapides et sécurisés. Conçue dans une démarche d'éco-conception, elle vise à réduire la consommation énergétique et à être accessible aux personnes en situation de handicap.

1.3.3.3 *Finalisation de la cession de la filiale CNP Cyprus Insurance Holdings à Hellenic Bank Public Company Ltd par CNP Assurances*

Le 16 avril 2025, CNP Assurances a finalisé la vente de 100 % du capital de CNP Cyprus Insurance Holdings (CIH) à Hellenic Bank Public Company Ltd. Cette opération permet à CNP Assurances de recentrer sa présence internationale tout en maintenant son ambition de développement en Europe. Cette cession a un impact marginal sur le ratio de couverture du SCR du groupe CNP Assurances (+0,4 point).

1.3.3.4 *CNP Assurances partenaire d'un nouveau fonds de private equity*

En juin 2025, Tikehau Capital, en partenariat avec Société Générale Assurances, CNP Assurances et le groupe CARAC, ont annoncé le lancement d'un fonds de private equity innovant consacré aux secteurs stratégiques de la défense, de la cybersécurité et de la sécurité européenne. Ce fonds sera accessible en unités de compte au sein des contrats d'assurance-vie et d'épargne-retraite des trois partenaires dès septembre 2025. L'objectif de ce fonds, d'un engagement initial de 150 millions d'euros, est de soutenir le renforcement des capacités industrielles et technologiques françaises et européennes, favoriser la création d'emplois et la dynamique économique en France et en Europe.

1.3.3.5 *Finalisation de la cession des titres détenus par CNP Assurances dans la co-entreprise italienne CNP UniCredit Vita*

Le 20 juin 2025, CNP Assurances a finalisé la vente de l'intégralité de ses titres détenus dans la co-entreprise italienne CNP UniCredit Vita à UniCredit. Cette opération fait suite à la notification par UniCredit, le 1^{er} octobre 2024, de l'exercice de son option d'achat, conformément à l'accord entre les deux partenaires. En 2024, CNP UniCredit Vita, détenue à 51% par CNP Assurances, a réalisé un chiffre d'affaires de 3,5 milliards d'euros (9% du total CNP Assurances) et un résultat consolidé de 43 millions d'euros (2,7% du total CNP Assurances). Cette cession a un impact positif de +4 points sur le ratio de couverture du SCR du groupe CNP Assurances.

Malgré la cession de CNP UniCredit Vita, CNP Assurances reste pleinement engagée en Italie et continue de développer ses projets via CNP Assicura et ses autres succursales.

1.3.3.6 *Création de CNP Assurances Protection Sociale*

CNP Assurances et La Mutuelle Générale ont annoncé le 2 janvier 2025 la création de CNP Assurances Protection Sociale, une société anonyme détenue à 65 % par CNP Assurances Holding et à 35 % par La Mutuelle Générale depuis le 31 décembre 2024.

Avec 1,4 million de personnes protégées et 1 400 collaborateurs, CNP Assurances Protection Sociale a réalisé un chiffre d'affaires de 90 millions d'euros et un résultat consolidé de 20 millions d'euros au premier semestre 2025.

La création de CNP Assurances Protection Sociale marque une étape importante dans la stratégie de développement de CNP Assurances sur le segment de la protection sociale. Cette initiative renforce la position du groupe en tant qu'acteur de référence sur un marché au cœur des enjeux sociétaux actuels.

1.3.3.7 *Lancement d'un nouveau partenariat entre l'Union postale universelle (UPU), Axa et CNP Assurances pour l'accès à l'assurance inclusive*

L'UPU, AXA et CNP Assurances ont annoncé le 9 juillet 2025 le lancement d'un nouveau partenariat pour étendre l'accès à l'assurance pour les populations vulnérables et non bancarisées, en utilisant les réseaux postaux comme vecteurs d'inclusion financière. L'initiative repose sur une étude mondiale sur la finance postale inclusive et sera réalisée grâce au programme PITAF¹⁶.

Les objectifs du PITAF incluent la promotion de l'inclusion financière pour les populations vulnérables, le renforcement de la viabilité des opérateurs postaux, la création d'un environnement favorable à l'assurance inclusive, le soutien des réglementations sur l'assurance postale et la mise en place d'une plateforme de partage des connaissances.

1.3.4 Grand Public et Numérique

1.3.4.1 *Obtention du label Numérique Responsable*

En janvier 2025, Docaposte a obtenu le label Numérique Responsable de niveau 2¹⁷, la plus haute distinction en France, pour son engagement envers un numérique éthique et citoyen. Cette reconnaissance souligne ses efforts pour réduire l'empreinte environnementale, favoriser l'inclusion numérique et garantir la sécurité des données de ses clients. Le label, octroyé pour trois ans, s'inscrit dans une politique RSE visant à mesurer l'impact environnemental, sensibiliser les équipes, améliorer l'accessibilité et innover autour du numérique responsable.

1.3.4.2 *Création de l'entrepôt de données FREiA*

En janvier 2025, Heva, filiale de Docaposte, a obtenu l'autorisation de la CNIL pour établir un entrepôt de données de santé dénommé « FREiA ». Cet entrepôt intégrera des données issues du Système national des données de santé (SNDS) avec une profondeur historique de neuf ans, dans le but d'accélérer les analyses des données de santé en vie réelle pour ses clients du secteur de la santé. L'entrepôt FREiA sera utilisé pour des projets de recherche visant à décrire la population cible, mesurer l'efficacité des traitements et évaluer les risques associés à l'utilisation de produits de santé.

1.3.4.3 *Lancement de la plateforme de services cloud souverain*

En avril 2025, NumSpot, né de la volonté de quatre entreprises françaises (Banque des Territoires, Docaposte, Dassault Systèmes et Bouygues Telecom), a lancé une plateforme de services cloud souverains. Cette solution open source garantit autonomie et réversibilité, tout en protégeant les données sensibles. NumSpot compte déjà une cinquantaine de clients et est référencé par des centrales d'achat du secteur public.

1.3.4.4 *Partenariat entre La Poste et JCDecaux*

En avril 2025, La Poste et JCDecaux ont signé un partenariat pour améliorer l'accessibilité des services postaux en France via le réseau MédiaKiosk composé de 770 kiosques de presse répartis dans 180 villes en France. Ce partenariat vise à diversifier les services offerts par les kiosques et à faciliter l'accès aux services essentiels de La Poste, tels que l'affranchissement et le dépôt de colis tout en étant stratégiquement situés pour maximiser l'accès des habitants.

1.3.5 Immobilier

¹⁶ Postal Insurance Technical Assistance Facility : le programme PITAF a été créé pour soutenir les opérateurs postaux dans le développement de services d'assurance inclusive. Ce programme quinquennal a débuté en 2024 avec une étude mondiale sur les modèles d'assurance postale existants.

¹⁷ Décerné par un comité de labellisation indépendant composé d'experts du numérique responsable.

1.3.5.1 Ouverture de la résidence Services Seniors-Châteauroux

En mai 2025, La Poste Immobilier et les Jardins d'Arcadie ont annoncé l'ouverture de la résidence Service Seniors au cœur de Châteauroux.

L'ancien Hôtel des Postes a été entièrement réhabilité, offrant un cadre de vie alliant histoire et modernité et spécialement conçu pour les seniors. La résidence propose des appartements à la location équipés pour le confort et la sécurité des seniors.

Ce projet s'inscrit dans le cadre du plan stratégique de La Poste Immobilier, qui valorise et transforme 11 sites emblématiques en Résidences Services Seniors à travers toute la France.

1.4 Performance responsable

Le groupe La Poste, une entreprise durablement rentable et responsable, qui agit depuis de nombreuses années : pour la planète ; avec et pour ses collaborateurs ; pour la société et l'avenir des territoires.

1.4.1 Indicateurs extra-financiers

- Réduction de -7%¹⁸ des émissions de GES (vs S1 2024), en ligne avec les engagements SBTi.
- 28,3 milliards d'euros d'encours d'investissements verts¹⁹ (+ 300 millions d'euros vs 31/12/2024 à périmètre constant²⁰, -1 milliard d'euros à périmètre courant).
- 34% de financements citoyens dans la production²¹ de La Banque Postale (+ 3 pts vs S1 2024²²).
- 82,6% des postiers²³ ont bénéficié d'une formation au moins au 30/06/2025 (vs 81,7% au 30/06/2024).

1.4.2 Un engagement et un leadership reconnus

- Le score écologique de La Poste primé aux CX Awards 2025 : dans la catégorie Expérience Client Responsable, le Score Écologique a été salué pour son ambition environnementale lors des CX Awards (Relation Client Magazine). Cet outil permet aux clients d'évaluer l'impact écologique de leurs envois et les sensibilise aux gestes responsables.
- Docaposte label numérique responsable niveau 2 : filiale numérique du groupe La Poste et leader de la confiance numérique en France, Docaposte obtient le label Numérique Responsable de niveau 2, le plus haut niveau du référentiel. Cette distinction témoigne de son engagement à offrir à ses clients, entreprises et organisations publiques, et aux millions d'utilisateurs de ses solutions, un numérique toujours plus responsable, éthique et citoyen.
- CNP Assurances décroche l'Or aux Adwanted Research Awards 2025 : à l'occasion de la cérémonie de remise des prix organisés par The Media Leader FR le 10 juin 2025, CNP Assurances s'est vu remettre le Trophée d'Or au Adwanted Research Awards 2025 (ex « Trophées Etudes & Innovations ») dans la catégorie « Brand Value & Purpose » pour son ambition de rendre l'assurance claire et facile.

¹⁸ Estimation au périmètre groupe sur l'ensemble des catégories de la trajectoire SBTi.

¹⁹ Au périmètre CNP Assurances.

²⁰ Donnée retraitée de l'impact de la cession de CNP UniCredit Vita.

²¹ Dans la production totale de financements moyen long terme à destination des particuliers, des entreprises et des institutionnels en faveur de la transition énergétique, de projets sociaux et territoriaux.

²² La qualification des prêts citoyens crédit consommation a fait l'objet d'un changement méthodologique début 2025.

²³ Périmètre La Poste SA.

- Top Employer 2025 : en janvier, le Top Employer Institute, une autorité indépendante certifiant l'excellence des pratiques RH de plus de 2 100 employeurs dans le monde, a officiellement reconnu La Poste, La Banque Postale et sa filiale La Banque Postale Consumer Finance comme Top Employers 2025 en France.
- Notation Sustainalytics : le 8 avril 2025, CNP Assurances a été désigné premier assureur français et 7e au niveau mondial dans le classement ESG de Sustainalytics, référence internationale en matière d'analyse extra-financière. La note de l'entreprise passe de 15,59 à 12,29, soulignant une progression significative dans ses pratiques ESG.

1.4.3 Agir pour la planète (performance environnementale)

- Après un an de mise en œuvre, le budget carbone est désormais un véritable outil de pilotage de la décarbonation et du plan de transition.
- Geopost a franchi le cap des 10 000 véhicules de livraison électriques en service en Europe.
- La Poste poursuit la décarbonation du transport moyenne et longue distance avec l'ouverture de sa première station d'avitaillement en biogaz, en Occitanie, afin d'approvisionner sa flotte ainsi que celle de ses partenaires de transport. Au niveau national, la part bas carbone du transport représente 18,5% des kilomètres parcourus (10,9% à fin 2024). Par ailleurs, à juin 2025, le taux de colis livrés en mode bas carbone (véhicules électriques et mode doux) est de 78,3% dans les 22 métropoles (71,4% à fin 2024).
- Pour la première fois, La Poste fait appel à un voilier cargo pour acheminer des colis vers la Guadeloupe. Grâce à ce mode de transport innovant, les voiliers-cargos de TOWT sont capables de réduire les émissions jusqu'à 95 %, tout en maintenant des délais de livraison comparables aux standards du marché.
- La Poste met son expertise en mobilité douce et durable au service des opérateurs de vélos, trottinettes et scooters en libre-service. Assurant des prestations sur mesure, comme la recharge sécurisée, le stationnement d'engins mal garés ou encore le rééquilibrage des flottes, La Poste accompagne déjà une dizaine de territoires en France, couvrant 20 000 engins pour des acteurs majeurs tels que Lime, Voi ou Dott.
- La Poste déploie la vente de vélos de facteurs à assistance électrique reconditionnés par sa filiale Nouvelle Attitude dans 150 bureaux de poste répartis sur l'ensemble du territoire. A destination du grand public mais également appréciés des collectivités, ces vélos trouvent une seconde vie grâce à un processus rigoureux de réemploi.

1.4.4 Agir avec et pour les salariés (performance sociale)

- *Agir en entreprise attentive*
 - Accord social majoritaire sur la qualité de vie et les conditions de travail signé avec les Organisations syndicales le 14 avril 2025, avec notamment des actions renforcées sur la santé mentale.
 - Signature par La Poste du 6^e accord égalité professionnelle le 17 juillet 2025 qui renforce les engagements existants et introduit de nouvelles mesures en matière d'inclusion, de santé globale et de lutte contre les discriminations ; maintien de l'égalité salariale entre femmes et hommes salariés de La Poste (0% d'écart depuis 2024).
 - Actions innovantes en faveur de la préservation de la santé des postiers : semaine de la QVCT ; prévention élargie à la santé globale et déployées par toutes les branches : campagne pour prévenir les risques cardio-vasculaires (« agir pour le cœur des femmes », mesure de la rigidité artérielle...).
 - 2^{ème} édition de l'« inclusion week » organisée par Geopost à l'échelle internationale (France, Belgique, Allemagne, Espagne, Grande Bretagne, Etats-Unis, Afrique du Sud...)

sur les sujets de l'égalité professionnelle femmes-hommes et la lutte contre toutes les formes de discriminations.

- *Agir en entreprise qualifiante*
 - Signature d'un 1^{er} accord social majoritaire sur la gestion des Emplois, des Parcours Professionnels, Mixité des Métiers à La Poste le 31 mars 2025, qui renforce notamment les dispositifs d'aide à la mobilité des postiers.
- *Agir en entreprise engagée dans l'innovation sociale et la performance*
 - La Banque Postale a signé le 27 mai 2025 le premier accord social pour faciliter la vie des collaborateurs aidants.
 - La Poste et Action Logement Services renouvellent leur partenariat pour renforcer l'accès au logement des postiers. La Poste a logé 1900 postiers au 1^{er} semestre 2025.

1.4.5 Agir pour la société et l'avenir des territoires (performance sociétale)

- Après 3 ans d'expérimentation et 221 000 foyers recensés par les facteurs, les communes ont désormais la possibilité de confier le recensement de leur population à un prestataire externe (décret n°2024-1124 du 4 décembre 2024). 38 communes ont déjà contractualisé avec La Poste pour l'année 2025.
- Dans le cadre du partenariat avec Chambre d'Agriculture France, poursuite du déploiement des points postaux dans les exploitations agricoles avec 9 sites opérationnels.
- Après avoir facilité en 2024 l'accès à la propriété pour les femmes atteintes d'un cancer du sein, CNP Assurances facilite désormais l'accès à l'assurance emprunteur pour les hommes guéris de cancers de la prostate et du testicule, en supprimant surprimes et restrictions, sans attendre le droit à l'oubli légal.
- CNP Assurances s'associe à AXA et à l'UPU pour élargir l'accès à l'assurance inclusive dans le monde à travers les réseaux postaux.
- Réunis dans le consortium Confiance numérique du quotidien, Docaposte, la Caisse des Dépôts, la Croix-Rouge française, Cybermalveillance.gouv.fr, Inria et Orange ont déployé en janvier 2025 une opération nationale de sensibilisation #PrenezLaConfiance pour renforcer la confiance des citoyens dans l'utilisation quotidienne des outils numériques.
- En juillet 2025, un collectif d'acteurs économiques et d'experts européens, dont la Caisse des Dépôts, RTE et Docaposte, ont annoncé le lancement de l'indice de résilience numérique (IRN), dont l'objectif est de donner à l'Europe une boussole concrète pour reconquérir son autonomie numérique.
- DPD UK prévoit un investissement de 330 millions de livres sterling pour la construction de sept centres de distribution ultramodernes. Ces nouvelles installations, d'environ 6 000 mètres carrés chacune, renforceront un réseau national déjà robuste de plus de 80 centres régionaux. Les travaux débuteront en 2025, avec une mise en service prévue en 2026 et 2027, marquant une étape clé dans l'expansion continue de DPD.
- Louvre Banque Privée franchit une nouvelle étape dans son engagement citoyen en s'associant avec le Cercle Sportif de l'Institution Nationale des Invalides (CSINI) qui joue un rôle crucial dans le soutien aux personnes handicapées en incarnant des valeurs fondamentales telles que la solidarité et l'entraide, la réhabilitation par le sport, l'inclusion et la diversité, la cohésion et le partage, ainsi que le dépassement de soi.

1.5 Emissions obligataires

1.5.1 Emission d'obligations super-subordonnées à durée indéterminée

Le 16 janvier 2025, La Poste a émis de nouvelles obligations super-subordonnées à durée indéterminée (TSSDI), remboursables par la société à partir de la sixième année et demie, pour un montant total de 750 millions d'euros. En janvier 2025, l'entreprise a également procédé au remboursement partiel de 404 millions d'euros sur des titres de dette hybride perpétuelle initialement émis en mai 2018 pour 750 millions d'euros. Au 30 juin 2025, l'encours des titres subordonnés hybrides perpétuels inscrits aux capitaux propres du groupe La Poste, s'élève à 1 086 millions d'euros.

2. Indicateurs alternatifs de performance

2.1 Propos introductif

Le groupe utilise certains indicateurs alternatifs de performance (IAP), c'est à dire ne relevant pas du référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards). Ces IAP sont utilisés par le management du groupe La Poste qui les considère comme pertinents pour mesurer et analyser la performance du groupe. Toutefois ces IAP doivent être considérés comme des compléments n'ayant pas davantage de prééminence que les agrégats GAAP issus des états financiers consolidés et non comme des substituts à ceux-ci. Conformément à la position AMF DOC-2015-12, chaque IAP est défini ci-dessous.

2.2 Définitions des IAP

2.2.1 EBITDA ajusté

L'EBITDA ajusté est composé de l'ensemble des produits opérationnels du périmètre hors La Banque Postale, duquel sont retranchées les charges de fonctionnement et charges de personnel, hors dotations aux dispositifs de fin de carrière, de ce même périmètre hors La Banque Postale. Cet ensemble est complété par les dividendes reçus des sociétés mises en équivalence et dividendes reçus de La Banque Postale au cours de la période au titre des résultats de l'année précédente.

2.2.2 Free cash-flow

Le free cash-flow est constitué des éléments suivants EBITDA ajusté + variation du besoin en fonds de roulement + flux de trésorerie sur achats d'actifs corporels et incorporels nets des cessions d'actifs correspondantes + flux de trésorerie liés aux impôts + intérêts financiers nets versés + remboursement des passifs de location et charges d'intérêt sur passifs de location.

Chacun des agrégats du free cash-flow est additionné pour sa valeur en termes de flux de trésorerie (positif pour les entrées de cash et négatif pour les sorties de cash).

2.2.3 Dette nette

L'endettement financier net comprend l'ensemble des dettes financières courantes et non courantes diminué de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des instruments dérivés liés au financement du groupe. Il comprend également la dette financière née de l'application de la norme IFRS 16 portant sur les contrats de location, les placements financiers court-terme sans risque de changement de valeur significatif mais dont l'échéance à la date de souscription est supérieure à trois mois à l'origine et la créance financière nette envers La Banque Postale.

La dette nette du groupe ne prend pas en compte La Banque Postale pour laquelle l'indicateur n'est pas pertinent.

2.2.4 Evolution à périmètre et change constants (évolution organique)

L'évolution à périmètre et change constants résulte de la différence entre le résultat obtenu au cours de la période et celui d'une période comparative, après avoir retraité l'incidence des acquisitions et cessions survenues entre-temps sur chacune des périodes. Les périodes comparées sont ainsi retraitées à périmètres de consolidation identiques. Les transactions en devises de la période comparative ont été valorisées au taux moyen de la période de référence.

2.2.5 Résultat d'exploitation y compris quote-part des sociétés sous contrôle conjoint

Le résultat d'exploitation est égal au résultat net de l'ensemble consolidé, retraité de la quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence, de la charge d'impôt et du résultat financier.

2.2.6 Dette nette / Capitaux propres

Le ratio dette nette / capitaux propres est obtenu en rapportant la dette nette aux capitaux propres part du groupe.

2.2.7 Dette nette / EBITDA ajusté

Le ratio dette nette / EBITDA ajusté est obtenu en rapportant la dette nette à l'EBITDA ajusté.

2.2.8 Ratio Common Equity Tier 1 (CET1)

Ce ratio est le fruit du calcul des Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) rapportés au montant total d'exposition au risque (i.e. au total des actifs pondérés par les risques – RWA – au titre du risque de crédit et de contrepartie, risque de marché et risque opérationnel).

Le ratio CET1 est la référence permettant au superviseur d'apprecier la solvabilité d'un établissement bancaire.

Ce ratio est calculé pour La Banque Postale et ses filiales (y compris CNP Assurances).

2.2.9 Liquidity Coverage Ratio (LCR)

Le LCR est un ratio mensuel de liquidité à court terme qui mesure la capacité de la banque à résister pendant 30 jours à une dégradation sévère de sa situation dans un contexte de choc systémique. En cible il doit être supérieur à 100 %.

Ce ratio est calculé en divisant la somme des actifs liquides de qualité et libres de tout engagement par le besoin de liquidités sous stress à horizon de 30 jours.

Ce ratio est calculé pour La Banque Postale et ses filiales (hors CNP Assurances).

2.2.10 Net Stable Funding Ratio (NSFR)

Le NSFR garantit que les banques disposent de suffisamment de ressources « stables » (c'est-à-dire des ressources de maturité initiale supérieure à un an) pour financer leurs activités. Ce ratio structurel de liquidité à long terme sur une période d'un an, vise à fournir une structure viable des échéances des actifs et passifs.

Le NSFR correspond au montant du financement stable disponible rapporté au montant du financement stable exigé. Ce ratio devrait, en permanence, être au moins égal à 100 %.

Ce ratio est calculé pour La Banque Postale et ses filiales (hors CNP Assurances).

2.2.11 Coefficient d'exploitation

Le coefficient d'exploitation se calcule en divisant les frais de gestion par le produit net bancaire. Les frais de gestion représentent la somme des charges générales d'exploitation et des dotations nettes aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles.

Ce ratio est calculé pour La Banque Postale et ses filiales (y compris CNP Assurances).

2.2.12 Taux de couverture du SCR (Solvency capital requirement)

Le SCR correspond au niveau de fonds propres éligibles permettant à un assureur d'absorber des pertes significatives, et donnant une assurance raisonnable que les engagements envers les assurés et les bénéficiaires seront honorés lorsqu'ils seront dus.

Le Taux de couverture du SCR se calcule en divisant les fonds propres éligibles à la couverture du SCR par le SCR. Cet indicateur permet de mesurer la solvabilité pondérée par les risques : plus le taux de couverture du SCR est élevé, plus l'assureur est en mesure d'absorber des pertes potentielles.

Ce ratio est calculé pour CNP Assurances et les filiales qu'elle consolide.

3. Synthèse des résultats consolidés du groupe La Poste

Les informations financières présentées sont issues des comptes consolidés au 30 juin 2025 du groupe La Poste.

	Semestre clos le 30 juin					
	2025.06	2024.06	Variation	Evolution à périmètre et change constants		
(en millions d'euros)			vs n-1		vs n-1	
Performance opérationnelle du Groupe						
Produits opérationnels	16 932	16 985	-52	-0,3	-53	-0,3
Résultat d'exploitation (après quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint)	1 509	1 127	+382	+33,9	+383	+36,0
Marge opérationnelle	8,9%	6,6 %	-		-	
Résultat net part du Groupe	719	495	+225	+45,4	+236	+51,9
Marge nette	4,2%	2,9%	-	1,3 pt	-	1,4 pt
Free cash-flow	35	-261	+295	n.s.		
EBITDA ajusté	1 247	1 134	+113	+9,9		
Chiffres clés - La Banque Postale						
Produit Net Bancaire	3 928	3 649	+279	+7,7	+273	+7,5
Coefficient d'exploitation ^(a)	62,5%	67,9 %	-	-5,4 pts		

(a) Ratio rapportant les frais de gestion au PNB sans retraitement des intérêts douteux

	Semestre clos le 30 juin			
	2025.06	2024.12	Variation	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)
Indicateurs financiers clés				
Dette nette	10 118	10 601	-483	-4,6
Dette nette / EBITDA ajusté ^(a)	3,5	3,8		
Capitaux Propres Part du Groupe	24 500	23 373	+1 127	+4,8
Dette nette / CP	41,3 %	45,4%	-	-4,1 pts
Résultat net ^(b) / CP	6,7%	6,0%	-	0,6 pt
Common Equity Tier 1 ^(c)	18,2 %	17,8 %	-	0,4 pt
LCR	178 %	165 %	-	14 pts
NSFR ^(d)	126 %	132 %	-	-6 pts
Ratio crédits sur dépôts	91,4 %	91,9 %	-	-0,5 pt
Taux de Couverture du SCR	242 %	237 %	-	5 pts

(a) EBITDA ajusté calculé sur 12 mois glissants

(b) Résultat net calculé sur 12 mois glissants

(c) Les éléments de solvabilité de l'arrêté de juin 2025 sont provisoires.

Ces éléments validés en interne seront soumis au régulateur.

(d) Donnée estimée

3.1 Produits opérationnels

Les produits opérationnels du groupe La Poste s'établissent à 16 932 millions d'euros à fin juin 2025, en diminution de 52 millions d'euros par rapport à fin juin 2024, soit -0,3 %. Cette légère décroissance s'explique par la poursuite de la baisse d'activité courrier et les mutations en cours du marché colis en Europe (baisse des prix avec le développement du hors domicile et croissance des flux des e-commerçants en provenance de Chine) en grande partie compensées par le rebond du produit net bancaire des activités bancaires et la croissance des activités assurantielles.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin				
	2025.06	2024.06	Variation	Evolution à périmètre et change constants	
			vs n-1	vs n-1	
Services – Courrier – Colis	4 750	4 983	-233	-4,7	-239
Geopost	7 629	7 741	-112	-1,4	-101
La Banque Postale	3 928	3 649	+279	+7,7	+273
Grand Public Numérique	3 060	3 209	-150	-4,7	-150
Autres secteurs et intercos	-2 434	-2 597	+163	-6,3	+163
PRODUITS OPERATIONNELS	16 932	16 985	-52	-0,3	-53
					-0,3

Les effets périmètre s'élèvent à 64 millions d'euros, répartis entre La Banque Postale (+59 millions d'euros), et Services-Courrier-Colis (+5 millions d'euros). Les effets change s'élèvent à -64 millions d'euros dont essentiellement -64 millions d'euros sur le réal brésilien, -23 millions d'euros sur le peso mexicain et +19 millions d'euros sur la livre sterling.

A périmètre et change constants, les produits opérationnels du groupe diminuent de 53 millions d'euros par rapport à fin juin 2024, soit -0,3 %.

Cette évolution est marquée par les éléments suivants :

- Chiffre d'affaires de la branche Services-Courrier-Colis à 4 750 millions d'euros, en baisse organique de 239 millions d'euros, soit -4,8 %. Ce recul s'explique largement par la baisse du courrier traditionnel (chiffre d'affaires du Courrier en recul de -181 millions d'euros) mais également par le recul de Colissimo (en baisse de -36 millions d'euros) impacté par le repli des volumes (-2,1% à jours ouvrés équivalents) et celui des filiales sous l'effet de la baisse du volume d'activité d'EDE ;
- Chiffre d'affaires de la branche Geopost à 7 629 millions d'euros, en décroissance organique de 101 millions d'euros (-1,3%). Cette décroissance s'explique principalement par Asendia en baisse sur ses deux activités : l'activité Logistique est en recul de -81 millions d'euros et l'activité Digitale est en repli de -55 millions d'euros. Le chiffre d'affaires de GEOPOST, lui, est en croissance de +35 millions d'euros dans un contexte macroéconomique peu porteur, caractérisé par une croissance limitée du PIB en Europe et des niveaux d'inflation en ralentissement mais qui demeurent élevés ;
- Produit Net Bancaire de La Banque Postale à 3 928 millions d'euros, en croissance organique de 273 millions d'euros. Cette croissance s'explique notamment par la hausse sur les produits nets bancaires Bancassurance France (+249 millions d'euros) : sur les activités bancaires, la hausse (+160 millions d'euros) est soutenue par le rebond de la MNI lié à la baisse du coût des ressources à la clientèle et à la relution des actifs à taux fixe ; sur les revenus d'assurance, la

hausse est tirée par la croissance de la marge d'assurance et par la bonne dynamique commerciale. Sur la Bancassurance Internationale, les produits nets bancaires progressent également (+106 millions d'euros), notamment en Europe en lien avec l'amélioration de la marge d'assurance du fait notamment d'une meilleure situation en Italie ; en Amérique Latine, la hausse est portée principalement par un effet base favorable (sinistres tardifs sur emprunteur) ;

- Chiffre d'affaires de la branche Grand Public et Numérique à 3 060 millions d'euros, en décroissance organique de 150 millions d'euros (-4,7 %), sous l'effet du recul de -67 millions d'euros des activités commerciales dont -53 millions d'euros au titre des activités Courrier et du repli des activités pour compte de tiers en diminution de -82 millions d'euros.

3.2 Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation du groupe après quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint s'établit à fin juin 2025 à +1 509 millions d'euros. Hors effets périmètre de 34 millions d'euros (dont essentiellement 63 millions d'euros liés à CNP Assurances Protection Sociale, dont -19 millions d'euros liés à la cession Chypre et dont -10 millions d'euros liés à la sortie de La Poste Telecom) et hors effets change de -35 millions d'euros (dont -36 millions sur le réal brésilien et 3 millions d'euros sur la livre sterling), la croissance organique du résultat d'exploitation est de +383 millions d'euros par rapport au 30 juin 2024. Cette évolution intègre un ensemble d'événements non récurrents significatifs dont le détail est présenté en chapitre dédié à l'analyse du Résultat net part du groupe. Retraité de ces éléments, le résultat d'exploitation après quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint du groupe augmente de 265 millions d'euros à périmètre et change constants.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin					
	2025.06	2024.06	Variation vs n-1 (en M€)	Evolution à périmètre et change constants		
				vs n-1 (en %)	(en M€)	(en %)
Services – Courrier – Colis	40	-42	+82	n.s.	+82	n.s.
Geopost	253	333	-80	-24,2	-83	-24,7
La Banque Postale	1 510	1 111	+399	+36,0	+392	+37,2
Grand Public Numérique	66	61	+5	+8,3	+15	+29,3
Immobilier	44	16	+27	n.s.	+27	n.s.
Supports et Structures	-165	-159	-6	+3,8	-6	+3,8
Non affecté et éliminations	-239	-194	-46	+23,5	-45	+23,4
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTROLE CONJOINT	1 509	1 127	+382	+33,9	+383	+36,0

3.3 Résultat net

Le résultat net part du groupe, à +719 millions d'euros, augmente globalement de 225 millions d'euros par rapport au 30 juin 2024. Après retraitement des effets périmètre de 1 million d'euros liés essentiellement à l'intégration de CNP Assurances Protection Sociale, à la sortie de Chypre et à la cession de La Poste Telecom, et des effets change de -12 millions d'euros, le résultat net part du groupe augmente de 236 millions d'euros. Après retraitement des événements comptables significatifs des premiers semestres 2025 et 2024 décrits en chapitre dédié à l'analyse du résultat net part du groupe,

il augmente de 267 millions d'euros par rapport à fin juin 2024 à périmètre et change constants.

3.4 Variation de la dette nette

La dette nette du groupe à 10 118 millions d'euros à fin juin 2025 a diminué de 483 millions d'euros au cours du premier semestre 2025.

La variation de dette du groupe se caractérise par un Free cash-flow généré de 35 millions d'euros, en augmentation de 295 millions d'euros par rapport à 2024, une diminution de la dette de location financement de 125 millions d'euros auquel s'ajoute l'incidence favorable en termes de dette nette et de trésorerie d'une émission de titres super subordonnés à durée indéterminée pour un montant de 745 millions d'euros assorti du remboursement partiel de 404 millions d'un emprunt de même nature émis en 2018 pour 750 millions d'euros. Le versement des dividendes dus en 2025 par le groupe, au titre du résultat 2024, ayant été réalisé sous forme de titres, aucune incidence n'est constatée sur la dette nette.

4. Résultats opérationnels par secteur d'activité

4.1 Synthèse des résultats opérationnels par secteur d'activité

L'information sectorielle est présentée conformément à la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels ».

Un secteur est un sous-ensemble pour lequel une information financière distincte est disponible et régulièrement revue par la Direction Générale du groupe en vue de lui affecter des ressources et d'évaluer sa performance.

Les critères retenus pour déterminer les secteurs d'activité sont notamment les suivants : nature des produits distribués, type ou catégorie de clients auxquels ils sont destinés, processus de production, réseau de distribution et environnement réglementaire. La définition des secteurs opérationnels est basée sur l'organisation existante en matière de pilotage au sein du groupe La Poste.

Publié 2025.06 (en millions d'euros)	Services-Courrier-Colis	Geopost	La Banque Postale	Grand Public Numérique	Immobilier	Supports et Structures	Non affecté	Elim.	TOTAL
CA & PNB Externes	3 814	7 570	3 907	1 524	44	0	72		16 932
CA & PNB Intersecteurs	936	59	21	1 535	423	654	0	-3 628	
Produits opérationnels	4 750	7 629	3 928	3 060	467	654	72	-3 628	16 932
REX avant résultat net des stés sous contrôle conjoint	40	253	1 502	66	44	-165	-239	-0	1 500
Résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	0	-0	9	0	0	0	0	0	9
REX après résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	40	253	1 510	66	44	-165	-239	-0	1 509

Publié 2024.06 (en millions d'euros)	Services-Courrier-Colis	Geopost	La Banque Postale	Grand Public Numérique	Immobilier	Supports et Structures	Non affecté	Elim.	TOTAL
CA & PNB Externes	3 956	7 678	3 625	1 589	59	2	75		16 985
CA & PNB Intersecteurs	1 027	63	23	1 620	411	688	0	-3 832	
Produits opérationnels	4 983	7 741	3 649	3 209	470	690	75	-3 832	16 985
REX avant résultat net des stés sous contrôle conjoint	-42	334	1 097	51	20	-159	-155	-39	1 107
Résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	0	-1	14	10	-3	0	0	0	20
REX après résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	-42	333	1 111	61	16	-159	-155	-39	1 127

4.2 Services-Courrier-Colis

La branche Services-Courrier-Colis regroupe :

- L'activité courrier entreprise de La Poste SA (collecte, tri, distribution de correspondances, de publicité et de presse), l'activité e-PAQ (petits paquets import e-commerce) ainsi que les nouveaux services de proximité (logistique de proximité, économie circulaire) ;
- L'activité colis (Colissimo) de La Poste SA, spécialiste de la livraison rapide et des colis de moins de 30 kg aux particuliers, BtoC en France et à l'export ;
- L'ensemble des activités des filiales intervenant sur les marchés de diversification :
 - Marketing direct et data-marketing (Mediaposte) ;
 - Solutions de logistique et e-logistique (Viaposte) ;
 - Prestation de santé à domicile et prévention de la perte d'autonomie (Santé & Autonomie) ;
 - Efficacité énergétique, économie circulaire (Nouveaux Services).

(en millions d'euros)	2025.06	2024.06	Variation	Evolution à périmètre et change constants		
				vs N-1		vs N-1
				(en M€)	(en %)	
Chiffre d'affaires	4 750	4 983	-233	-4,7	-239	-4,8
dont CA Courrier Maison-Mère	3 174	3 355	-181	-5,4	-181	-5,4
dont CA Colis	1 053	1 088	-36	-3,3	-36	-3,3
dont CA Filiales Services Courrier Colis	523	540	-17	-3,2	-23	-4,2
Charges opérationnelles	-4 710	-5 026	316	-6,3	321	-6,4
Résultat d'exploitation avant quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	40	-42	82	n.s.	82	n.s.
Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	0	0	0	-	0	-
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTROLE CONJOINT	40	-42	82	n.s.	82	n.s.

4.2.1 Activité Courrier

Le chiffre d'affaires s'établit à 3 174 millions d'euros, en baisse de -181 millions d'euros, soit -5,4 % par rapport au 30 juin 2024. Cette évolution s'explique notamment par :

- Un effet volume de -154 millions d'euros sur la base du chiffre d'affaires entreprise donnant lieu à trafic, soit -7,4 %. Cette décroissance est partiellement compensée par la hausse tarifaire entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2025 de +5,9 % en moyenne représentant un impact de +120 millions d'euros sur le chiffre d'affaires donnant lieu à trafic ;
- Une baisse de -49 millions d'euros au titre des élections européennes et du premier tour des élections législatives intervenues au premier semestre 2024 et non renouvelées en 2025 ;
- Une baisse du courrier à l'international de -5 millions d'euros et de -20 millions d'euros sur les nouveaux services.

4.2.2 Activité Colissimo

Le chiffre d'affaires s'établit à 1 053 millions d'euros, en baisse de -36 millions d'euros, soit -3,3 % par rapport au 30 juin 2024. Cette évolution s'explique principalement par la baisse des volumes de -2,1 %

à jours ouvrés équivalents et plus particulièrement les volumes en provenance de Chine. Le volume des colis distribués s'établit à 204²⁴ millions d'objets.

4.2.3 Activité Filiales Branche Services-Courrier-Colis

Le chiffre d'affaires s'établit à 523 millions d'euros, en baisse organique de -23 millions d'euros par rapport au 30 juin 2024 soit -4,2 %.

- Les filiales du pôle Nouveaux Services affichent un chiffre d'affaires en baisse organique de -20 millions d'euros par rapport au 30 juin 2024, en lien avec le recul du volume d'activité de EDE ;
- Les activités du pôle Mediaposte enregistrent une baisse organique de -2 millions d'euros, principalement due au repli de l'activité de Mediaposte International en Roumanie et en Espagne, partiellement compensé par la croissance de l'activité des imprimés publicitaires de Mediaposte France ;
- Le pôle Santé & Autonomie enregistre une croissance organique de +4 millions d'euros, tirée principalement par le développement commercial d'Asten (+7 millions d'euros) ;
- Le pôle Viaposte affiche une décroissance organique de -4 millions d'euros, en lien avec la baisse de l'activité de Neolog et de VTM.

4.2.4 Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation est de 40 millions d'euros, en augmentation organique de +82 millions d'euros par rapport au 30 juin 2024

- Un résultat d'exploitation de l'activité Courrier en augmentation de +13 millions d'euros, sous l'effet des mesures d'optimisation des charges d'exploitation permettant d'absorber le repli de l'activité ;
- Un résultat d'exploitation de l'activité Colissimo en augmentation de +12 millions d'euros, portée principalement par la bonne maîtrise des charges d'exploitation, et ce malgré la baisse des volumes ;
- Un résultat d'exploitation des filiales en croissance organique de +57 millions d'euros, principalement due à l'impact du plan de transformation des activités d'imprimés publicitaires de Mediaposte France, comptabilisé au 30 juin 2024 pour un montant de -24 millions d'euros. Cette évolution est également attribuable à une nette progression de la marge opérationnelle, consécutive à la mise en œuvre de ce plan.

²⁴ Périmètre BSCL, c'est-à-dire hors colis grand public

4.3 Geopost

L'activité de la branche Geopost regroupe :

- GEOPOST, qui opère les activités de colis rapide et express en France et à l'étranger ;
- Asendia, qui propose des solutions de courriers transfrontières.

	2025.06	2024.06	Variation	Evolution à périmètre et change constants	
				vs N-1	vs N-1
(en millions d'euros)				(en M€)	(en %)
Chiffre d'affaires	7 629	7 741	-112	-1,4	-101
dont CA GEOPOST	6 550	6 501	+49	+0,7	+35
dont CA Asendia	1 079	1 239	-161	-13,0	-136
Charges opérationnelles	-7 376	-7 407	+31	-0,4	+17
Résultat d'exploitation avant quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	253	334	-81	-24,3	-83
Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	0	-1	+0	-78,9	+0
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTROLE CONJOINT	253	333	-80	-24,2	-83
					-24,7

4.3.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de la branche Geopost s'élève à 7 629 millions d'euros, en diminution de -112 millions d'euros, soit -1,4 % par rapport au 30 juin 2024. Les effets change sont de -11 millions d'euros, dont +19 millions d'euros sur la livre sterling, +10 millions d'euros sur le zloty polonais, -23 millions sur le peso mexicain et -14 millions d'euros sur le réal brésilien. A périmètre et change constants, la décroissance est de -101 millions d'euros, soit -1,3 %.

Le chiffre d'affaires de GEOPOST s'établit à 6 550 millions d'euros en progression organique de +35 millions d'euros, soit +0,5 %, dans un contexte macroéconomique peu porteur, caractérisé par une croissance limitée du PIB en Europe et des niveaux d'inflation en ralentissement mais qui demeurent élevés.

Le volume des colis distribués par GEOPOST s'établit à 1 059 millions de colis, en croissance organique de +2 % par rapport au 30 juin 2024. Au sein de cette croissance globale, le segment « Hors Domicile » affiche la plus forte progression (+26 %), principalement porté par les flux en provenance de Chine sur les marchés de la Pologne, de l'Italie et de l'Allemagne.

Les dynamiques des principaux pays dans lesquels GEOPOST est présent sont les suivantes :

- Le chiffre d'affaires au Royaume-Uni s'établit à 1 138 millions d'euros, en décroissance organique de -40 millions d'euros. Cette diminution est principalement due à des conditions de marché très concurrentielles, qui ont affecté négativement les volumes ;
- Le chiffre d'affaires en France s'élève à 1 186 millions d'euros, en croissance organique de +40 millions d'euros, portée principalement par la croissance des volumes ;
- Le chiffre d'affaires en Allemagne s'établit à 1 079 millions d'euros, en croissance organique de +12 millions d'euros, tirée par la croissance des volumes +1,1 % ;
- Le chiffre d'affaires en Italie s'élève à 927 millions d'euros, en décroissance organique de -9 millions d'euros qui s'explique principalement par une baisse des volumes de -2,1 % ;

- Le chiffre d'affaires en Pologne s'établit à 527 millions d'euros, en hausse organique de +40 millions d'euros grâce à la croissance de +19 % des trafics ;
- Le chiffre d'affaires d'Asendia s'établit à 1 079 millions d'euros, en baisse organique de -136 millions d'euros dont -81 millions d'euros sur l'activité Logistique et -55 millions d'euros sur l'activité Digitale.

4.3.2 Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation après quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint de la branche Geopost s'établit à +253 millions d'euros, en baisse de -80 millions d'euros par rapport au 30 juin 2024. Après retraitement des effets périmètre et change de +3 millions d'euros, la décroissance organique est de -83 millions d'euros. Cette évolution est principalement due au repli de l'Italie (-35 millions d'euros) en raison de la remise en conformité de ses opérations et à la décroissance du Royaume-Uni (-22 millions d'euros) lié à la baisse des volumes.

La contribution de la branche Geopost au résultat net part du groupe s'élève à -57 millions d'euros, en recul de -154 millions d'euros à périmètre et change constants. Cette évolution s'explique par la baisse du résultat d'exploitation et par une évolution défavorable de la quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence de -116 millions d'euros en lien avec la dépréciation des titres de Ninja Van (-109 millions d'euros), partiellement atténuée par une baisse de l'impôt sur les sociétés de +17 millions d'euros.

4.4 La Banque Postale

Ce secteur d'activité regroupe La Banque Postale, ses filiales et les coûts des personnels de La Poste travaillant exclusivement pour La Banque Postale refacturés par La Poste à La Banque Postale régis par une convention de répartition de frais.

4.4.1 Activités commerciales

(encours en milliards d'euros)	2025.06	2024.06	Variation	
		Proforma	(en Md€)	(en %)
EPARGNE BILAN	196,2	201,4	-5,2	-2,6
Dépôts à vue	74,5	78,2	-3,7	-4,7
Epargne ordinaire	100,2	98,1	+2,1	+2,2
Livre A	68,5	68,1	+0,4	+0,6
LEP	9,2	9,0	+0,2	+2,5
LDD	12,4	11,7	+0,8	+6,5
Autres livrets	10,1	9,4	+0,7	+7,8
Epargne logement	20,2	23,1	-3,0	-12,8
Autres	1,2	1,9	-0,7	-36,0
EPARGNE HORS BILAN	373,5	366,6	+6,9	+1,9
OPCVM ^(a)	6,1	5,8	+0,3	+5,1
Assurance-Vie ^(b)	367,4	360,7	+6,6	+1,8
CREDITS CLIENTELE	124,6	124,1	+0,4	+0,3
Crédits immobiliers	73,4	74,7	-1,3	-1,8
Crédits à la consommation	6,6	6,2	+0,3	+5,5
Autres crédits	0,7	0,8	-0,1	-15,4
Financements ^(c)	43,9	42,4	+1,5	+3,6

(a) Périmètre Bancassurance France y compris Louvre Banque Privée et Banque des Entreprises et du Développement Local - OPCVM monétaires et non monétaires

(b) Périmètre CNP Assurances (France et International) et autres assureurs LBP – tous distributeurs et réseau

(c) Financements Banque des Entreprises et du Développement Local y compris affacturage - encours fin de période

L'activité commerciale est en retrait sur l'année 2025 avec des encours d'épargne bilan en baisse de -2,6 % et des encours de crédits à la clientèle en hausse de seulement +0,3 % par rapport au premier semestre 2024.

Les encours de dépôt à vue s'établissent à 74,5 milliards d'euros, en repli de 3,7 milliards d'euros sur un an (-4,7 %). En parallèle, l'épargne ordinaire progresse de +2,2 % sur douze mois pour atteindre 100,2 milliards d'euros, portée notamment par une hausse des encours de livre A de +0,6 % à 68,5 milliards d'euros, malgré la baisse du taux à 2,4 % au 1^{er} février 2025. Les encours du LEP enregistrent également une progression de +2,5 % (+0,2 milliard d'euros), en dépit d'un abaissement du taux de 4 % à 3,4 % à la même date.

La collecte brute d'assurance vie s'établit à 17,9 milliards d'euros (+15 %), avec un taux d'unités de compte (UC) qui demeure à un niveau élevé (47,3 %), soutenu par le dynamisme du segment haut de gamme (+2,1 milliards d'euros) de CNP Patrimoine et CNP Luxembourg.

En Prévoyance / Protection, les primes acquises s'élèvent à 3,5 milliards d'euros à fin juin 2025 (+8,7 %).

En IARD, les primes acquises s'établissent à 0,56 milliard d'euros (-1,3 %). Le taux d'équipement en assurances non-vie atteint 31,7 % (+0,7 point sur un an).

Dans un environnement concurrentiel soutenu en France, la production totale de crédits immobiliers recule de 31,8 % sur un an, pour s'établir à 2,5 milliards d'euros au premier semestre 2025.

Les encours de crédits immobiliers reflètent le recul de la production, enregistrant une baisse de -1,8 % sur un an, à 73,4 milliards d'euros.

En revanche, le crédit à la consommation progresse de 8,2 %, avec une production dynamique atteignant 1,4 milliard d'euros sur la même période. Les encours de crédit à la consommation atteignent 6,6 milliards d'euros, en progression de +0,3 milliard d'euros sur un an, soit (+5,5 %).

La production de financements de la Banque des Entreprises et du Développement Local (BEDL) enregistre une forte croissance de 10,4 % sur un an, atteignant 8,5 milliards d'euros. Les encours²⁵ de financement de la BEDL s'établissent à 43,9 milliards d'euros, en hausse de +3,6 % sur un an. La production d'affacturage (CA acheté) s'élève à 12,3 milliards d'euros, en légère baisse de -2,3 %.

4.4.2 Performance opérationnelle

Le Produit Net Bancaire (PNB) de La Banque Postale s'élève à 3 928 millions d'euros sur le premier semestre 2025, en hausse de 279 millions d'euros, malgré un environnement économique incertain.

La marge nette d'intérêts (MNI) est en hausse de +26 % (+176 millions d'euros) pour atteindre 843 millions d'euros, sous l'effet de la diminution du coût de l'épargne réglementée consécutive à la baisse du taux du livret A et à l'effet favorable de la remontée des taux enclenchée depuis 2023 sur le rendement des actifs à taux fixe.

Les commissions sont stables, la hausse tarifaire et le développement des activités permettant d'atténuer les impacts réglementaires et des effets de base négatifs.

Les revenus de l'assurance sont en hausse de +121 millions d'euros portés par la croissance de la marge d'assurance, par la bonne dynamique commerciale et l'intégration de CNP Assurances Protection Sociale.

Les frais de gestion de la branche sont en baisse de -1,6 % par rapport à fin juin 2024, à 2 400 millions d'euros, grâce à une hausse maîtrisée des charges sur les activités bancaires et une réduction des charges de convention, malgré une hausse des charges sur les activités d'assurance pour soutenir le développement des activités.

Le résultat brut d'exploitation de la branche, à 1 528 millions d'euros, est en hausse de 26,4 %. Le coefficient d'exploitation s'établit à 62,5 % en baisse de 5,4 points.

Le coût du risque, à -126 millions d'euros, est en hausse (+26 millions d'euros par rapport à fin juin 2024) en lien avec la dégradation sur l'activité crédit consommation et des impacts modèle favorables sur le crédit immobilier en 2024. Rapporté aux encours de crédit, il se situe à un niveau bas à 13 points de base reflétant la qualité des actifs et une gestion prudente des risques.

²⁵ Encours fin de période

La contribution de la branche La Banque Postale au résultat net part du groupe s'élève à 870 millions d'euros, en hausse de +57,1% (+60,1 % à périmètre et change constants).

(en millions d'euros)	2025.06	2024.06	Variation	Variation à PCC		
			(en M€)	(en %)	(en M€)	
Produit net bancaire	3 928	3 649	279	+7,7	273	+7,6
Frais de gestion ^(a)	-2 400	-2 440	40	-1,6	37	-1,5
Résultat brut d'exploitation	1 528	1 209	319	+26,4	310	+26,9
Coût du risque	-126	-100	-26	+26,4	-26	+26,4
Gains et pertes sur autres actifs	100	-12	112	n.s.	113	-
Résultat d'exploitation avant QP du résultat net des sociétés sous ctrl conjoint	1 502	1 097	405	+36,9	397	+38,1
Coefficient d'exploitation LBP ^(b)	62,5%	67,9%		-5,4 pts		-6,1 pts
QP du résultat net des sociétés sous ctrl conjoint	9	14	-6	-39,6	-4	-33,5
Résultat d'exploitation après QP du résultat net des sociétés sous ctrl conjoint	1 510	1 111	399	+36,0	392	+37,2
Résultat financier	-3	0	-3	-	0	-
Impôts sur les sociétés	-494	-428	-66	+15,5	-68	+16,7
QP du résultat net des sociétés mises en équivalence	0	0	0	-	0	-
Intérêts minoritaires	-143	-129	-14	+10,6	-8	+6,7
Résultat net part du groupe	870	554	+316	+57,1	+316	+60,1
dont Bancassurance France	598	281	+317	n.s.	+297	n.s.
dont Bancassurance international	136	128	+8	+6,0	+36	+36,2
dont Banque Patrimoniale & Gestion d'Actifs	51	50	+1	+2,5	+1	+2,5
dont Banque des Entreprises et du Développement Local	81	91	-10	-10,9	-10	-10,9
dont Hors Pôles	3	3	+0	+3,7	-9	n.s.

(a) Le montant des Frais de gestion intègre un effet positif de la refacturation La Poste Services Financiers pour 29,9 millions d'euros au 30.06.2025 et un effet positif pour 38,9 millions d'euros au 30.06.2024.

(b) Ratio rapportant les frais de gestion au PNB sans retraitement des intérêts douteux - Publié juin 2024 : ratio retraité des intérêts douteux

4.4.2.1 Bancassurance France

Le produit net bancaire, à 2 991 millions d'euros, est en hausse de +9,1%. Les revenus de l'assurance progressent (+8,2 %) portés par la croissance de la marge d'assurance du fait de bonis de sinistres sur la Prévoyance / Protection sur le 1^{er} semestre 2025, atténuée par la baisse des revenus du compte propre liée notamment à la baisse des taux courts. Les revenus de la banque progressent (+9,6 %), soutenus par le rebond de la MNI sous l'effet de la baisse du coût des ressources à la clientèle et à la relation des actifs à taux fixes. Les commissions sont stables, l'effet de la hausse tarifaire et du développement des activités étant compensé par des impacts réglementaires négatifs.

Les frais de gestion sont en baisse de -2,2 % grâce à une rationalisation des coûts.

Le résultat net part du groupe, à 598 millions d'euros, est en hausse de 317 millions d'euros, soit +57,1%, intégrant la plus-value de cession des titres détenus dans CNP UniCredit Vita.

4.4.2.2 Bancassurance Internationale

Le produit net bancaire, à 597 millions d'euros, est en hausse de +5,6 % (+21,6 % à périmètre et change constants). Cette croissance est portée par la dynamique observée en Europe (+9 %), principalement liée à l'amélioration de la marge d'assurance. Cette dernière bénéficie notamment d'une meilleure situation en Italie, avec le retour à une collecte nette positive et par la montée en puissance de

l'activité partenariats sur CVA²⁶. En Amérique latine, les revenus progressent de 5 %, soutenus par un effet de base favorable (lié à des sinistres tardifs sur l'assurance emprunteur), malgré un effet change défavorable.

Les frais de gestion sont en hausse de 11 millions d'euros (+30 millions d'euros à périmètre et change constants) en lien avec la hausse des impôts et taxes en Italie (contribution exceptionnelle au fonds de garantie).

Le résultat net part du groupe, à 136 millions d'euros, est en hausse de 8 millions d'euros (+36 millions d'euros à périmètre et change constants).

4.4.2.3 Banque Patrimoniale et Gestion d'Actifs

Le produit net bancaire, à 241 millions d'euros, est en progression de +4,1 % portée par la Banque Patrimoniale grâce à la bonne performance sur les commissions épargne (assurance-vie, EMTN). La Gestion d'actifs est pénalisée par un effet marché négatif suite aux fluctuations des marchés post annonce des Etats Unis relativ à la fiscalité des droits de douane.

Les frais de gestion sont en hausse de +4,7 %

Le résultat net part du groupe est de 51,0 millions d'euros, en hausse de +2,5 % (1 million d'euros).

4.4.2.4 Banque des Entreprises et du Développement Local

Le produit net bancaire, à 475 millions d'euros, est stable -0,3 %, pénalisé par la baisse des intérêts sur prêts.

Les frais de gestion sont en hausse de +4,3 % (+13 millions d'euros).

Le résultat net part du groupe s'élève à 81 millions d'euros (-10 millions d'euros par rapport à fin juin 2024).

4.4.2.5 Hors Pôles

Le résultat net part du groupe du Hors pôles s'élève à 3 millions d'euros, stable par rapport à fin juin 2024 à 3 millions d'euros. Les résultats se caractérisent par les éléments suivants :

- un effet positif de l'opération CNP Assurances Protection Sociale générant un badwill de 8,6 millions d'euros liés au retraitement des passifs IFRS17 en engagements sociaux aux bornes du périmètre La Poste ;
- une baisse de la refacturation La Poste Services Financiers qui passe d'un effet positif pour 38,9 millions d'euros au 1^{er} semestre 2024 à un produit de 29,9 millions d'euros au 1^{er} semestre 2025.

²⁶ CNP Vita Assicura est détenue à 100 % par CNP Assurances depuis fin 2022

4.4.3 Structure financière

	2025.06	2024.12	Variation
Bilan (Mds€)	727	741	-1,9%
Solvabilité			
Fonds propres CET1 (Mds€)	17,5	16,7	4,8%
Ratio Common Equity Tier 1 ^(a)	18,2%	17,8%	0,4 pt
Ratio de solvabilité ^(a)	22,0%	21,8%	0,3 pt
Ratio de levier ^(a)	7,1%	6,7%	0,4 pt
Ratio MREL subordonné (LRE)	9,9%	9,7%	0,2 pt
Ratio MREL subordonné (RWA)	27,6%	28,1%	-0,5 pt
Taux de couverture du SCR	242%	237%	5 pts
Liquidité			
Ratio LCR	178%	165%	14 pts
Ratio NSFR ^(b)	126%	132%	-6 pts
Ratio crédits / dépôts	91,4%	91,9%	-0,5 pt

(a) Les éléments de solvabilité de l'arrêté de juin 2025 sont provisoires.

Ces éléments validés en interne seront soumis au régulateur.

(b) Estimé

La Banque Postale présente une structure bilancielle solide avec des ratios de capital supérieurs aux exigences réglementaires.

Les ratios de solvabilité tiennent compte de l'entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2025 du règlement CRR3²⁷ sur les nouvelles exigences prudentielles.

Le ratio Common Equity Tier 1 s'établit à 18,2 % au 30 juin 2025 (0,4 point par rapport à fin décembre 2024), soit une marge de +8,9 points au-dessus de l'exigence réglementaire de 9,4 %²⁸.

Le ratio global de solvabilité s'établit à 22,0% au 30 juin 2025 (0,3 point par rapport à fin décembre 2024), soit une marge de +8,3 points au-dessus de l'exigence réglementaire de 13,7 %⁴.

Le taux de couverture du SCR de CNP Assurances s'élève à 242% au 30 juin 2025 (5,0 points par rapport au 31 décembre 2024).

À fin juin 2025, le ratio de levier s'établit à 7,1%²⁹, supérieur au minimum réglementaire de 3 %.

La structure de liquidité est solide, marquée par un ratio crédits sur dépôts à 91,4 %, traduisant une bonne capacité de financement de sa croissance. Les ratios de liquidité demeurent à un niveau élevé avec un ratio LCR à 178% et un ratio NSFR à 126%, des niveaux au-dessus des exigences réglementaires.

4.5 Grand Public et Numérique

La branche Grand Public et Numérique commercialise les produits et services postaux, financiers, téléphoniques et numériques auprès des particuliers, des professionnels et des entreprises en s'appuyant notamment sur le Réseau La Poste et sur les solutions et services numériques du groupe,

²⁷ Capital Requirements Regulation 3

²⁸ Exigences applicables au 30 juin 2025 hors « Pillar 2 Guidance » (P2G), complétées des exigences globales de coussins applicables au 30 juin 2025 (dont le coussin contra-cyclique).

²⁹ Ratio de levier excluant 100 % de l'épargne centralisée à la Caisse des Dépôts.

dans le cadre d'une relation client omnicanale. Elle porte également la transformation numérique du groupe.

Les activités de la branche Grand Public et Numérique sont organisées en deux pôles :

- Un premier qui regroupe les activités commerciales de la branche, avec principalement les activités Courrier et Colis ainsi que les filiales numériques Docaposte, LP11 et La Poste Services A la Personne (LPSAP),
- Un second qui rassemble les activités et services pour compte de tiers avec les refacturations du réseau et les projets transverses de la direction numérique.

(en millions d'euros)	2025.06	2024.06	Variation	Evolution à périmètre et change constants		
				vs N-1		vs N-1
				(en M€)	(en %)	(en M€)
Chiffre d'affaires	3 060	3 209	-150	-4,7	-150	-4,7
<i>dont activités commerciales</i>	1 562	1 629	-67	-4,1	-67	-4,1
<i>dont activités et services pour compte de tiers</i>	1 498	1 580	-82	-5,2	-82	-5,2
Charges opérationnelles	-2 993	-3 158	+165	-5,2	+165	-5,2
Résultat d'exploitation avant quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	66	51	+15	+29,3	+15	+29,3
Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	0	10	-10	-100,0	+0	n.s.
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT	66	61	+5	+8,3	+15	+29,3

4.5.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires s'établit à 3 060 millions d'euros, en diminution de -150 millions d'euros, soit -4,7 % par rapport à fin juin 2024.

4.5.1.1 Activités commerciales

Le chiffre d'affaires des activités commerciales s'établit à 1 562 millions d'euros, en décroissance organique de -67 millions d'euros qui se décompose de la manière suivante :

- Les activités Grand Public enregistrent une baisse organique de -59 millions d'euros pour un chiffre d'affaires qui s'élève à 1 079 millions d'euros. Cette baisse est principalement due au recul des activités Courrier de -53 millions d'euros sous l'effet d'une baisse des volumes de -14 % partiellement compensée par un effet prix de +9 %. Les activités Colis ont également diminué de -3 millions d'euros impactées par le recul des ventes en bureau de poste, partiellement compensée par la hausse des envois des petits professionnels ;
- Les filiales numériques (Docaposte, LP11 et LPSAP) enregistrent un chiffre d'affaires de 443 millions d'euros en baisse organique de -10 millions d'euros. Docaposte a connu une diminution organique de -8 millions d'euros, principalement due au repli de l'activité Entreprises de Services Numériques en raison d'un marché du conseil en ralentissement. Le chiffre d'affaires de LP11 a également enregistré une décroissance organique de -3 millions d'euros principalement due à ses filiales Marketshot et Boxtal ;

4.5.1.2 Activités et services pour compte de tiers

Les facturations pour compte de tiers s'établissent à 1 498 millions d'euros en diminution de -82 millions d'euros qui s'explique principalement par une baisse de la refacturation vers la Banque Postale de -60 millions d'euros et vers la Poste Immobilier de -3 millions d'euros.

4.5.2 Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation après quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint s'établit à 66 millions d'euros, en progression de +5 millions d'euros par rapport à fin juin 2024.

Retraité des effets périmètre et change de -10 millions d'euros, principalement liés à la cession de La Poste Mobile, la croissance organique atteint +15 millions d'euros.

Cette performance résulte principalement des activités Grand Public, en hausse de +14 millions d'euros, portées notamment par l'augmentation tarifaire intervenue au 1^{er} janvier 2025 ainsi que par la maîtrise des charges de fonctionnement, cette amélioration étant toutefois partiellement compensée par la poursuite de la baisse structurelle des volumes Courrier. Le résultat d'exploitation des filiales Numériques est en légère augmentation de +1 million d'euros à périmètre et change constants.

4.6 Autres Secteurs

4.6.1 La Poste Immobilier

La Poste Immobilier regroupe la filiale Poste Immo et la Direction de l'Immobilier de La Poste « maison mère ».

(en millions d'euros)	2025.06	2024.06	Variation	Evolution à périmètre et change constants	
				vs N-1	vs N-1
Chiffre d'affaires	467	470	-2	-0,45	-2
Charges opérationnelles courantes	-416	-448	+32	-7,20	+32
Résultat de cession	-8	-1	-6	n.s.	-6
Résultat d'exploitation avant quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	44	20	+24	n.s.	+24
Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	0	-3	+4	n.s.	+4
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT	44	16	+27	n.s.	+27
					n.s.

Le chiffre d'affaires du pôle Immobilier s'établit à 467 millions d'euros, en baisse de -2 millions d'euros par rapport à fin juin 2024, soit -0,4 %, qui s'explique essentiellement par une baisse de l'activité de promotion immobilières de -6 millions d'euros compensée partiellement par la progression des loyers sous l'effet de l'application des coefficients d'indexation (+4,2 % soit 5 millions d'euros).

Le résultat d'exploitation après quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint, s'élève à 44 millions d'euros, en augmentation de +27 millions d'euros par rapport à fin juin 2024. Cette hausse s'explique principalement par l'impact d'une indemnité perçue de +10 millions d'euros et par un impact favorable en lien avec des reprises de provisions pour un montant de +15 millions d'euros.

4.6.2 Supports et Structures

Le secteur Supports et Structures correspond aux coûts du siège, des directions et des services mutualisés ainsi que de la filiale de gestion de flotte de véhicules Véhiposte. Ces coûts font principalement l'objet de refacturations aux Branches.

	2025.06	2024.06	Variation	
	vs N-1			
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)
Chiffre d'affaires	654	690	-36	-5,2
Charges opérationnelles	-819	-849	+30	-3,55
Résultat d'exploitation avant quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	-165	-159	-6	+3,8
Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	0	0	+0	+0,0
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT	-165	-159	-6	+3,8

Le chiffre d'affaires s'établit à +654 millions d'euros, en baisse de -36 millions d'euros par rapport à fin juin 2024. Ce chiffre d'affaires est essentiellement composé d'une part, des produits intragroupe résultant de la facturation des prestations fournies aux autres branches d'activité pour +598 millions d'euros et d'autre part, des frais de siège groupe refacturés au titre des management fees pour +50 millions d'euros.

Le résultat d'exploitation, après quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint, s'établit à -165 millions d'euros, soit -6 millions d'euros par rapport à fin juin 2024. Cette évolution s'explique principalement par une baisse du chiffre d'affaires, partiellement compensée par une réduction des charges opérationnelles de +30 millions d'euros.

4.6.3 Charges non affectées

	2025.06	2024.06	Variation	
	vs N-1			
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)
Coût net de la présence territoriale	-309	-310	+2	-0,5
Autres produits et charges opérationnels	69	156	-86	-55,4
RESULTAT D'EXPLOITATION	-239	-155	-84	+54,6

Les charges non affectées comprennent les coûts de la mission d'accessibilité du service universel postal, les coûts de la mission d'aménagement du territoire, l'abattement sur la fiscalité locale correspondant et la part de charges liées aux dispositifs de fin de carrière considérés comme transverses au groupe et donc non affectés aux branches, ainsi que la part non affectée de la compensation du service universel postal.

L'évolution de -84 millions d'euros du résultat d'exploitation par rapport à fin juin 2024 provient d'une régularisation du Taux d'Equité Concurrentiel opérée en 2024 au titre des années antérieures et non reconduite en 2025 en raison de la fin du dispositif.

5. Autres agrégats-clés du compte de résultat

5.1 Résultat financier

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin		
	2025.06	2024.06	Variation
			vs n-1
Charge nette d'intérêt	-111	-121	+10
Variation de 'juste valeur' y compris spread de crédit de la dette	-4	3	-7
Coût de l'endettement financier net	-115	-118	+3
Autres éléments du résultat financier	-18	-20	+2
RESULTAT FINANCIER	-132	-137	+5
			-3,7

Le résultat financier s'améliore de 5 millions d'euros par rapport à fin juin 2024, s'établissant à une charge totale de 132 millions d'euros. Le coût de l'endettement financier net baisse de 3 millions d'euros (à 115 millions d'euros). Les autres éléments du résultat financier affichent une charge de 18 millions d'euros, soit une amélioration de 2 millions d'euros.

La charge nette d'intérêts qui est de 111 millions d'euros diminue de 10 millions d'euros par rapport à fin juin 2024. La charge d'intérêts sur emprunts et dérivés associés a diminué de 17 millions d'euros sous les effets conjugués de la baisse du coût moyen de la dette obligataire après couverture (1,53% au premier semestre 2025 pour 1,64% au premier semestre 2024) et d'une baisse de l'encours moyen de cette dette (10 169 millions d'euros au premier semestre 2025 pour 11 279 millions d'euros au premier semestre 2024). La charge d'intérêts sur passifs de location est demeurée stable à 69 millions d'euros tandis que les produits de trésorerie ont diminué de 7 millions d'euros en raison d'une baisse du rendement moyen du portefeuille de placements qui est passé de 4% au premier semestre 2024 à 2,89% au premier semestre 2025.

La variation de juste valeur de la dette et des dérivés associés est en écart défavorable de 7 millions d'euros sous l'effet d'une hausse de la composante taux d'un dérivé de change GBP destiné à compenser l'incidence du change sur un prêt intragroupe.

Les autres éléments du résultat financier (charge de 18 millions d'euros au premier semestre 2025), s'améliorent de 2 millions d'euros par rapport à fin juin 2024. Cette évolution provient notamment de la charge de désactualisation de la provision pour dispositifs de fin de carrière et pour les avantages postérieurs à l'emploi en lien avec une diminution des engagements de La Poste.

5.2 Résultat net part du groupe

Semestre clos le 30 juin

(en millions d'euros)	2025.06	2024.06	Variation vs n-1 (en M€)	Evolution à périmètre et change constants		
				(en %)	(en M€)	(en %)
Produits opérationnels	16 932	16 985	-52	-0,3	-53	-0,3
Charges opérationnelles	-15 432	-15 878	+446	-2,8	+436	-2,7
Résultat d'exploitation	1 500	1 107	+394	+35,6	+383	+36,3
Quote part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint	9	20	-12	-57,1	-0	-3,9
REX après quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	1 509	1 127	+382	+33,9	+383	+36,0
Résultat financier	-132	-137	+5	-3,7	+9	-6,6
Résultat courant avant impôt	1 377	990	+387	+39,1	+392	+42,3
Impôt sur le résultat	-395	-369	-26	+7,0	-28	+7,9
Quote-part de résultat des autres sociétés mises en équivalence	-116	2	-119	n.s.	-115	n.s.
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	866	623	+243	+39,0	+249	+43,4
Résultat net part du Groupe	719	495	+225	+45,4	+236	+51,9
Intérêts minoritaires	147	128	+18	+14,1	+12	+10,5

Le résultat net part du groupe s'établit à 719 millions d'euros à fin juin 2025, en progression de 225 millions d'euros par rapport à fin juin 2024.

Les effets périmètre de 1 million d'euros sont principalement liés à l'intégration de CNP Assurances Protection Sociale (+28 millions d'euros), à la sortie de Chypre par CNP Assurances (-18 millions d'euros) et à la cession de La Poste Telecom (-10 millions d'euros). Les effets change de -12 millions d'euros proviennent essentiellement du réal brésilien (-10 millions d'euros) et de la livre turque (-3 millions d'euros).

Après retraitement des effets périmètre et change (-11 millions d'euros), le résultat net part du groupe augmente de 236 millions d'euros par rapport à fin juin 2024, malgré une charge de 31 millions d'euros induits par des événements non récurrents significatifs détaillées plus bas.

La principale composante de cette évolution est portée par le résultat d'exploitation après quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint, qui est en croissance organique de 383 millions d'euros pour une bonne part sous l'effet d'événements non récurrents significatifs survenus au premier semestre 2024 et au premier semestre 2025 qui induisent une augmentation de +118 millions d'euros, dont la décomposition est la suivante :

- Cession des titres CNP Unicredit Vita par CNP Assurances pour un impact de +116 millions d'euros au premier semestre 2025 ;
- Abandon de dette vis-à-vis d'actionnaires minoritaires d'une filiale italienne de Geopost pour un impact de 40 millions d'euros au premier semestre 2025 ;
- Compensation d'assurances perçue par Scalefast (Geopost) pour un montant de +16 millions d'euros au premier semestre 2025 ;

- Reprise de 32 millions d'euros au premier semestre 2024 de provisions sur réductions tarifaires sur les centres de vacances par suite de l'accord signé par La Poste dans le cadre de la création du CSE ;
- Reprise de dépréciation d'actifs de la filiale DPD Russie au premier semestre 2024 pour un montant de +22 millions d'euros, la cession envisagée en 2022 n'ayant pu être réalisée dans le cadre des conditions de conformité fixées par le groupe.

Retraité de ces éléments non récurrents et hors effets périmètre et change, le résultat d'exploitation après quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint, est en croissance de +265 millions d'euros marquée par le redressement des activités bancaires dont le PNB est en croissance organique de 273 millions d'euros.

La charge d'impôt sur le résultat est en augmentation organique de 28 millions d'euros, dont 39 millions d'euros supportés au titre de la contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises et 1 million d'euros correspondant à la charge d'impôts induite par les autres éléments non récurrents significatifs. Retraité de ces évènements non récurrents significatifs, la charge d'impôt du groupe diminue de 12 millions d'euros.

Le résultat financier qui représente une charge de 132 millions d'euros, s'améliore de 5 millions d'euros par rapport à fin juin 2024, sous l'effet d'une baisse de la charge nette d'intérêts de 10 millions d'euros. Hors effets périmètre et change, il s'améliore de 9 millions d'euros.

La quote-part de résultat des autres sociétés mises en équivalence s'établit à -116 millions d'euros avec au premier semestre 2025 une dépréciation complémentaire de 109 millions d'euros des titres de la société Ninja Van. Après retraitement de cet évènement significatif, et à périmètre et change constants, la quote-part de résultat des autres sociétés mises en équivalence diminue de -6 millions d'euros.

Enfin, la part de résultat net revenant aux intérêts minoritaires, augmente de 18 millions d'euros. A périmètre et change constants, elle augmente de 12 millions d'euros, et de 12 millions d'euros hors évènements non récurrents.

6. Endettement et solidité financière

Les tableaux présentés ci-dessous sont aménagés pour prendre en compte la coexistence d'activités bancaires et d'activités industrielles et commerciales au sein d'un même groupe et donner une appréciation plus économique de leur contribution respective à la génération de trésorerie du groupe. La Poste, en tant que maison mère du groupe, assure en effet le financement des activités industrielles et commerciales et les besoins en fonds propres de La Banque Postale. Dans ce cadre, La Banque Postale, bien que consolidée par intégration globale, est appréhendée ci-dessous au travers des dividendes qu'elle distribue à sa maison mère, considérés comme les flux de trésorerie qui restent disponibles pour le groupe, une fois satisfaites les obligations réglementaires en termes de fonds propres.

Ainsi, la dette nette du groupe ne prend pas directement en compte La Banque Postale pour laquelle ce concept n'est pas pertinent. La dette nette du groupe varie donc essentiellement en fonction des éléments suivants :

- La capacité des activités industrielles et commerciales à dégager des flux de trésorerie disponibles excédentaires (Excédent brut d'exploitation, variation du besoin en fonds de roulement, investissements et croissance externe éventuelle) ;

- Les dividendes versés par La Banque Postale à La Poste (dont les coupons des titres hybrides ATI) ou provenant des entités mises en équivalence et inversement les augmentations de capital éventuelles dans ces entités ;
- La charge d'impôt sur les sociétés résultant notamment du groupe d'intégration fiscale constitué entre La Poste et ses filiales ;
- Le coût des capitaux employés par La Poste, mesuré au travers des intérêts versés sur la dette nette et des dividendes versés à ses actionnaires.

6.1 Free Cash-Flow

Au 30 juin 2025, le groupe a généré un free cash-flow de 35 millions d'euros, ce qui représente une augmentation de 295 millions d'euros par rapport à la même période en 2024.

Cette évolution est liée à une hausse de 168 millions d'euros des dividendes reçus de La Banque Postale et d'autres sociétés mises en équivalence du périmètre hors banque, à une diminution des achats d'actifs corporels et incorporels (184 millions d'euros) ainsi qu'à une variation favorable du besoin en fonds de roulement par rapport au premier semestre 2024 de 221 millions d'euros.

Ces éléments sont partiellement compensés par une baisse de 15 millions d'euros de l'excédent brut d'exploitation, et une réduction de 222 millions d'euros des flux de trésorerie associés aux remboursements d'impôt sur les bénéfices en 2024, consécutive à l'intégration de CNP Assurances dans le dispositif fiscal du groupe.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin		
	2025.06	2024.06	Variation
			vs n-1
Excédent Brut d'Exploitation	718	733	-15 -2,1
Dividendes reçus des SME	535	367	+168 +45,6
Provisions RH hors dispositifs de fin de carrière	-6	33	-39 n.s.
EBITDA Ajusté	1 247	1 134	+113 +9,9
Variation BFR	-486	-707	+221 -31,2
Achats d'actifs corporels et incorporels	-450	-634	+184 -29,0
Cessions d'actifs corporels et incorporels	38	24	+14 +58,3
Intérêts financiers nets versés (Hors IFRS 16)	-76	-74	-2 +3,2
Impôts sur les bénéfices	263	484	-222 -45,7
CICE Imputé / Généré	-0	-0	+0 -33,8
Remboursement des passifs de location	-432	-421	-11 +2,6
Charge d'intérêts sur passifs de location	-69	-68	-1 +2,1
FREE CASH-FLOW	35	-261	+295 n.s.

6.1.1 EBITDA ajusté

L'EBITDA ajusté atteint 1247 millions d'euros au 30 juin 2025, soit une hausse de 113 millions d'euros par rapport à la même période en 2024.

L'excédent brut d'exploitation s'établit à 718 millions d'euros, soit une diminution de 15 millions d'euros. Cette évolution résulte principalement d'une diminution du chiffre d'affaires hors banque de 412 millions d'euros et d'une réduction des charges de 396 millions d'euros. L'excédent brut d'exploitation de la branche Services-Courrier-Colis augmente de +66 millions d'euros, soutenu par la performance des filiales courrier (+65 millions d'euros) liée à la maîtrise des charges, tandis que celui de Geopost diminue de 50 millions d'euros.

Les dividendes perçus des sociétés mises en équivalence (535 millions d'euros), progressent de 168 millions d'euros. Cette évolution s'explique principalement par l'augmentation du dividende reçu de La Banque Postale, qui s'élève à 186 millions d'euros. Ce montant inclut 100 millions d'euros liés à la régularisation, au premier semestre 2024, d'un acompte sur dividendes versé par La Banque Postale en 2023, ainsi que 86 millions d'euros provenant de l'amélioration du résultat de La Banque Postale entre 2023 et 2024, le taux de distribution étant resté inchangé.

Les provisions RH hors dispositifs de fin de carrière sont en écart défavorable de 39 millions d'euros.

6.1.2 Achats d'actifs corporels et incorporels

Les décaissements de trésorerie sur achats d'actifs corporels et incorporels baissent de 184 millions d'euros par rapport à fin juin 2024 pour s'établir à 450 millions d'euros. Cette évolution est composée d'une diminution de 97 millions d'euros des investissements réalisés et d'une variation des dettes de fournisseurs d'immobilisations en écart défavorable de 86 millions d'euros.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin			
	2025.06	2024.06	Variation	
			vs n-1 (en M€)	(en %)
Services - Courrier - Colis	-96	-118	+21	-18,1
Geopost	-160	-152	-7	+4,9
Grand Public Numérique	-52	-79	+27	-34,5
Immobilier	-102	-118	+16	-13,8
Supports & Autres	-40	-167	+126	-75,7
Achat d'actifs incorporels et corporels	-450	-634	+184	-29,0
Variation des fournisseurs d'immobilisations	77	163	-86	-52,9
INVESTISSEMENTS REALISES HORS BANQUE	-373	-471	+97	-20,7

Les achats d'actifs incorporels et corporels concernent :

- Branche Services-Courrier-Colis : 96 millions d'euros, en diminution de 21 millions d'euros. Les investissements réalisés, ont profité d'une optimisation des moyens alloués à la maintenance de l'outil industriel et aux investissements informatiques ;
- Branche Geopost : 160 millions d'euros, en hausse de 7 millions d'euros. Cette évolution s'explique principalement par le déploiement de plusieurs projets de dépôts au Royaume-Uni. Les projets pour 2025 se concentrent sur les investissements de dépôts, d'informatique, de consignes ainsi que de centres de tri. Les principaux projets incluent le déploiement des investissements dans des centres de tri en Espagne, en France et en Pologne, ainsi que des projets répartis sur l'ensemble des dépôts constituant le réseau allemand ;
- Branche Grand Public Numérique : 52 millions d'euros, en diminution de 27 millions d'euros liée à la mise en production de programmes de transformation. Ces investissements sont en

- lien avec les projets de transformation du Réseau, le lancement de nouveaux services à destination de la clientèle professionnelle et les investissements informatiques ;
- Pôle Immobilier : 102 millions d'euros, stables par rapport au 1^{er} semestre 2024 (en diminution de 16 millions d'euros). Cette évolution s'explique par une réduction des investissements du groupe, notamment en ce qui concerne la nature des travaux de rénovation des bureaux de poste, et le développement de la logistique ;
 - Supports et autres : 40 millions d'euros en diminution substantielle de 126 millions d'euros, dont 125 millions d'euros pour Véhiposte en raison d'un retard de livraison de véhicules au cours du premier semestre.

6.1.3 Cessions d'actifs corporels et incorporels

Les cessions d'actifs corporels et incorporels sont stables (diminuent de 14 millions d'euros) par rapport à fin juin 2024 et s'élèvent à 38 millions d'euros, évolution marquée par une hausse des volumes de cession du pôle immobilier de 21 millions d'euros et une baisse des cessions réalisées par Geopost de 8 millions d'euros.

6.1.4 Autres éléments du Free Cash-Flow

La variation de besoin en fonds de roulement qui génère au premier semestre 2025 un flux de trésorerie négatif de 486 millions d'euros est en écart favorable de 221 millions d'euros par rapport au premier semestre 2024.

Les flux de trésorerie sur intérêts financiers nets versés (76 millions d'euros au premier semestre 2025) augmentent de 2 millions d'euros principalement sous l'effet d'une variation défavorable des intérêts courus non échus (15 millions d'euros), que la baisse du solde net des charges et produits d'intérêts ne compense pas intégralement.

Les flux de trésorerie générés par les impôts qui représentent un flux positif de trésorerie de 263 millions d'euros sont en écart défavorable de 222 millions d'euros par rapport au premier semestre 2024 essentiellement en raison du remboursement en 2024 par la DGFIP de l'excédent de versement d'impôt sur les sociétés par CNP Assurances en 2023, première année de son entrée dans le dispositif d'intégration fiscale du groupe (302 millions d'euros).

Les remboursements de passifs de location et la charge d'intérêt sur passifs de location augmentent respectivement de 11 millions d'euros et de 1 million d'euros.

6.2 Variation de la dette nette

La dette nette du groupe s'établit à 10 118 millions d'euros à fin juin 2025, en diminution de 483 millions d'euros au premier semestre 2025 avec pour principaux éléments de variation, un Free-cash-flow positif de 35 millions d'euros, une diminution de la dette de location financement de 125 millions d'euros auquel s'ajoute l'incidence favorable en termes de dette nette et de trésorerie d'une émission de titres super subordonnés à durée indéterminée pour un montant de 745 millions d'euros assorti du remboursement partiel de 404 millions d'un emprunt de même nature émis en 2018 pour 750 millions d'euros. Le versement des dividendes dus en 2025 par le groupe, au titre du résultat 2024, ayant été réalisé sous forme de titres, aucune incidence n'est constatée sur la dette nette.

Semestre clos le 30 juin

(en millions d'euros)	2025.06	2024.06	Variation	
			(en M€)	(en %)
Free cash-flow	35	-261	+295	n.s.
Dividendes versés	-25	-25	+0	-1,1
Croissance externe et actifs financiers nets	-37	-58	+21	-36,2
Variation des dettes de location financement	125	-24	+149	n.s.
Variation des ICNE sur instruments financiers	42	27	+15	+55,9
Augm. / Réduc. Capital	8	41	-33	-79,7
Financement perpétuel	341	0	+341	-
Incidence des Var. périmètre et change sur dette	5	-8	+13	n.s.
Neutralisation Prov RH hors DFC	6	-33	+39	n.s.
Autres éléments du flux de trésorerie des opérations	-19	-26	+7	-25,5
Autres éléments de variation de la dette nette	1	+5	-3	-69,5
Var. Dette Nette	483	-362	+845	n.s.
Dette nette à l'ouverture	10 601	11 997	-1 396	-11,6
Dette nette Clôture (Publié)	10 118	12 359	-2 241	-18,1

6.2.1 Incidence des opérations de croissance externe et achats d'actifs financiers sur la dette nette du groupe

Le solde net des flux liés à la croissance externe et aux mouvements sur actifs financiers est de -37 millions d'euros, en diminution de 21 millions d'euros par rapport au premier semestre 2024, avec pour composantes les éléments suivants :

- Acquisitions d'actifs financiers pour un montant de 46 millions d'euros, et cessions pour un montant de 14 millions d'euros (dépôts et cautionnements, achats et cessions de titres non consolidés et mouvements sur comptes courants) ;
- Achats d'intérêts minoritaires pour un montant de 5 millions d'euros, provenant principalement de rachat d'intérêts minoritaires résiduels de la société Happytal, renommée HDC Santé, et de l'acquisition par Docaposte des intérêts minoritaires de la société Welliom ;
- Les flux de trésorerie sur acquisitions et cessions de filiales sous déduction de la trésorerie acquise sont non significatifs au cours du premier semestre 2025.

6.2.2 Dividendes versés par le groupe en 2025

Le groupe a versé au cours du premier semestre 2025 un montant global de 25 millions d'euros au titre des dividendes. Ce montant se décompose de la manière suivante :

- 2 millions d'euros versés aux actionnaires minoritaires du groupe,
- 23 millions d'euros inscrits en dividendes versés et correspondant à la rémunération de titres subordonnés hybrides perpétuels souscrits en 2018 et inscrits aux fonds propres du groupe,

- Les dividendes dus en 2025 aux actionnaires du groupe au titre du résultat 2024, ont été versés en actions via une augmentation de capital social assortie d'une prime d'émission pour un montant total de 494 millions d'euros, 326 millions d'euros pour la Caisse des Dépôts et 168 millions d'euros pour l'Etat.

6.3 Variation de la trésorerie

La trésorerie du groupe à fin juin 2025 a diminué de 1158 millions d'euros. Elle atteint ainsi 3 014 millions d'euros, pour une position à l'ouverture de l'exercice de 4 172 millions d'euros.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin			
	2025.06	2024.06	Variation	
			vs n-1 (en M€)	(en %)
Free cash-flow	35	-261	+295	n.s.
Dividendes versés	-25	-25	+0	-1,1
Croissance externe et actifs financiers nets	-37	-58	+21	-36,2
Encaissements provenant des nouveaux emprunts	355	503	-148	-29,5
Remboursement des emprunts (Hors passifs de location)	-1 122	-499	-623	n.s.
Augm. / Réduc. Capital	8	41	-33	-79,7
Financement perpétuel	341	0	+341	-
Var actifs financiers de gestion de trésorerie	-615	48	-663	n.s.
Autres flux liés aux opérations de financement	-1	13	-14	n.s.
Effet change et changement de méthode	-13	14	-28	n.s.
Flux de trésorerie intragroupe	-70	63	-133	n.s.
Neutralisation Prov RH hors DFC	6	-33	+39	n.s.
Autres éléments du flux de trésorerie des opérations	-19	-26	+7	-25,5
Variation de la Trésorerie	-1 158	-220	-939	n.s.
Trésorerie à l'ouverture	4 172	3 649	+523	+14,3
Trésorerie à la clôture	3 014	3 430	-416	-12,1

Cette variation de trésorerie provient principalement des éléments suivants :

- Une génération de trésorerie de 12 millions d'euros issue du solde net du Free cash-flow généré (35 millions d'euros) net des provisions RH hors dispositifs de fin de carrière (+6 millions d'euros), des dividendes versés (-25 millions d'euros correspondant essentiellement à la rémunération de titres hybrides souscrits par le groupe), des flux de trésorerie liés aux variations de capital (+8 millions d'euros) et des flux de trésorerie liés aux opérations de croissance externe et achats d'actifs financiers (-37 millions d'euros) ;
- Une variation nette de trésorerie provenant des encaissements liés aux nouveaux emprunts et aux remboursements des emprunts hors IFRS16 de -767 millions d'euros avec pour principaux mouvements des tombées de billets de trésorerie de 350 millions d'euros

compensés par des émissions d'un montant identique (encours des billets de trésorerie stable à 200 millions d'euros à fin juin 2025) et le remboursement d'un emprunt obligataire de 750 millions d'euros arrivé à échéance au cours du premier trimestre 2025 ;

- Un financement perpétuel de 341 millions d'euros correspondant à une émission de titres super subordonnés à durée indéterminée pour un montant de 745 millions d'euros assortie du remboursement partiel de 404 millions d'un emprunt de même nature émis en 2018 pour 750 millions d'euros ;
- Un flux de trésorerie intragroupe de -70 millions d'euros correspondant principalement à l'évolution de la situation financière nette envers La Banque Postale et principalement due à l'évolution du solde des comptes courants de La Poste SA à La Banque Postale à 98 millions d'euros à fin juin 2025 pour une position à -9 millions d'euros fin décembre 2024 ;
- Une diminution de trésorerie provenant des mouvements sur actifs financiers de gestion de trésorerie de 615 millions d'euros, liée aux variations de l'encours des placements à plus de trois mois (590 millions d'euros) ;
- Une variation des autres flux liés aux opérations de financement de 1 million d'euros.

6.4 Dette brute

L'endettement brut du groupe a baissé de 966 millions d'euros au premier semestre 2025 avec l'arrivée à échéance d'une souche obligataire de 750 millions d'euros, non renouvelée, et une baisse des passifs de locations de 125 millions d'euros (Geopost 97 millions d'euros). Il est désormais de 14 074 millions d'euros à fin juin 2025.

Le détail de l'endettement brut est présenté ci-dessous :

	Semestre clos le 30 juin		
	2025.06	2024.12	Variation
(en millions d'euros)		(en M€)	(en %)
Obligations	9 520	10 277	-757
Obligations Court terme	0	749	-749
Obligations Moyen et long terme	9 520	9 527	-7
Bons La Poste	50	50	-0
Bons La Poste Court terme	50	50	-0
Bons La Poste Moyen et Long terme	0	0	+0
Billets de trésorerie	200	200	+0
Billets de trésorerie Court terme	200	200	+0
Billets de trésorerie Moyen et Long terme	0	0	+0
Dépôts et cautionnements reçus	56	50	+6
Dépôts et cautionnements reçus Court terme	12	5	+7
Dépôts et cautionnements reçus Moyen Long terme	44	46	-1
Intérêts courus	68	108	-40
Intérêts courus	68	108	-40
Dette subordonnée	0	0	+0
Passifs de location	3 946	4 071	-125
Passifs de location Court terme	837	851	-14
Passifs de location Moyen Long terme	3 109	3 220	-111
Autres hors passifs de location	234	284	-50
Autres Court terme	128	172	-44
Autres Moyen Long terme	106	112	-6
ENDETTEMENT BRUT	14 074	15 040	-966
Endettement Brut Court terme	1 295	2 135	-841
Endettement Brut Moyen Long terme	12 779	12 905	-126
			-1,0

La dette obligataire du groupe à fin juin 2025 (9 520 millions d'euros, hors emprunts hybrides et y compris green bond) est constituée de 11 lignes obligataires à taux fixe d'origine, « variabilisés » pour certains, puis « refixisés » le cas échéant en fonction des anticipations de remontée des taux.

6.5 Dette nette

	Semestre clos le 30 juin		
	2025.06	2024.12	Variation
(en millions d'euros)		(en M€)	(en %)
Dette brute à la clôture	14 074	15 040	-966
Trésorerie	-3 014	-4 172	+1 159
Autres éléments d'actif	-943	-268	-675
ENDETTEMENT NET FIN DE PERIODE	10 118	10 601	-483
			-4,6

L'endettement net du groupe s'élève à 10 118 millions d'euros à fin juin 2025. Il diminue de 483 millions d'euros au cours du premier semestre 2025 avec une dette brute qui diminue de 966 millions d'euros, une trésorerie en baisse de 1158 millions d'euros (voir chapitre dédié) et les autres éléments d'actifs en hausse de 675 millions d'euros.

Les autres éléments d'actifs qui s'élèvent à -943 millions d'euros sont essentiellement constitués des éléments suivants :

- Dérivés actifs associés à la dette avec une juste valeur de 11 millions d'euros, stables par rapport à fin décembre 2024,
- Placements à échéance supérieurs à trois mois à l'origine pour un montant de 833 millions d'euros, qui sont en hausse de 618 millions d'euros par rapport à fin décembre 2024,
- Situation financière nette envers La Banque Postale en position créditrice de 99 millions d'euros pour une position créditrice de 28 millions d'euros à fin décembre 2024.

6.6 Capitaux propres et structure financière

	Semestre clos le 30 juin		
	2025.06	2024.12	Variation
(en millions d'euros)		(en M€)	(en %)
Capitaux Propres Part du Groupe (ouverture)	23 373	22 424	949 +4,2
Augmentation de capital	494	0	494 n.s.
Résultat net part du Groupe	719	1 410	-691 -49,0
Distribution de dividendes	-494	0	-494 -
Rémunération de titres hybrides subordonnés perpétuels	-87	-159	72 -45,4
Rés. recyclables et non recyclables	280	178	101 +56,9
Ecart de conversion	-99	-502	402 -80,2
Ecarts actuariels	19	-20	38 n.s.
Transactions avec les intérêts minoritaires	-2	-52	51 -96,6
Autres éléments	298	94	204 n.s.
Capitaux Propres Part du Groupe (clôture)	24 500	23 373	1 127 +4,8
Intérêts minoritaires	6 649	7 202	-553 -7,7
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS (CLOTURE)	31 149	30 575	+574 +1,9

Les capitaux propres part du groupe s'élèvent à 24 500 millions d'euros à fin juin 2025. Ils augmentent de 1 127 millions d'euros sous l'effet principalement du résultat net part du groupe (719 millions d'euros), d'une hausse des réserves, recyclables et non recyclables, de 280 millions d'euros, (avec une baisse de -537 millions d'euros pour les réserves recyclables et une hausse de 817 millions d'euros pour les réserves non recyclables) et d'une hausse de l'encours des titres subordonnés hybrides perpétuels de 342 millions d'euros (autres éléments).

Le versement des dividendes aux actionnaires du groupe qui a été effectué sous forme de titre pour un montant de 494 millions d'euros est sans effet sur le solde des capitaux propres part du groupe.

Les intérêts minoritaires s'élèvent à 6 649 millions d'euros, en diminution de 553 millions d'euros, en lien notamment avec une opération de cession de CNP CUV pour un montant de 456 millions d'euros.

6.7 Notation financière

Les notations financières de La Poste restent inchangées à l'issue du premier semestre 2025.

Agences	Notation long terme	Notation court terme	Perspective	Dernière publication
S&P Global Ratings	A	A-1	Stable	31 octobre 2024
Fitch Ratings	A+	F1+	Stable	26 novembre 2024

7. Facteurs de risque

Les facteurs de risque demeurent de même nature que ceux présentés au chapitre 4.1 du document d'enregistrement universel 2024, et ne présentent pas d'évolution significative au cours du premier semestre 2025.

8. Perspectives et évènements post clôture

8.1 Perspectives

Dans un contexte international qui demeure incertain du fait de crises géopolitiques majeures, d'un regain des tensions commerciales et d'une dette climatique qui s'amplifie, la Banque mondiale anticipe une croissance 2025 inférieure aux prévisions de début d'année (à 2,3% au lieu de 2,7%). En France, la prudence est aussi de mise, au regard du faible taux de consommation des ménages et des enjeux liés au redressement des finances publiques avec une prévision de croissance 2025 portée à 0,6% selon l'INSEE.

Dans cet environnement, le groupe poursuit en 2025 l'adaptation de son modèle avec comme principaux axes :

- réaffirmer le sens de ses missions de service public, vecteurs de proximité et de lien social dans les territoires, tout en assurant leur équilibre ;
- tenir sa position de leader français et européen de la livraison de colis dans un marché fortement concurrentiel tout en s'adaptant aux nouveaux usages de la livraison hors domicile ;
- poursuivre la dynamique de conquête de la banque de détail et le développement de CNP Assurances au travers de nouvelles offres et partenariats ;
- développer ses solutions de confiance numérique en alliant souveraineté et protection des données sensibles ;
- maintenir le cap de la décarbonation et engager son adaptation au changement climatique.

8.2 Evènements post-clôture

Néant



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS

SOMMAIRE

COMPTES CONSOLIDÉS		NOTES SUR LE BILAN	
Compte de résultat	55	Note 11	Écarts d'acquisition (goodwill) 74
État du résultat global	56	Note 12	Immobilisations incorporelles et corporelles 75
Bilan	57	Note 13	Contrats de location (preneur) 76
Variation des capitaux propres	59	Note 14	Sociétés mises en équivalence 78
Tableau des flux de trésorerie	62	Note 15	Autres actifs des activités industrielles et commerciales 79
GENERALITÉS		Note 16	Actifs spécifiques des activités bancaires et d'assurance 80
Note 1 Événements significatifs du semestre	63	Note 17	Provisions pour risques et charges 81
Note 2 Base de préparation et méthodes comptables	65	Note 18	Emprunts obligataires et autres dettes financières 82
Note 3 Information sectorielle	66	Note 19	Dette nette du groupe 83
		Note 20	Avantages du personnel 84
		Note 21	Dettes fournisseurs et autres dettes 84
NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT		Note 22	Passifs spécifiques des activités bancaires et d'assurance 85
Note 4 Chiffre d'affaires	68	Note 23	Actifs et passifs destinés à être cédés 86
Note 5 Produit net bancaire	69		
Note 6 Achats et autres charges	70		
Note 7 Charges de personnel et effectifs	70		
Note 8 Autres charges et produits opérationnels	71		
Note 9 Résultat financier	72		
Note 10 Impôts sur le résultat	73		
		INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES	
		Note 24	Informations complémentaires sur les instruments financiers 87
		Note 25	Transactions avec les parties liées 89
		Note 26	Engagements hors bilan et passifs éventuels 89
		Note 27	Événements postérieurs à la clôture 89
		Note 28	Exposition au risque de crédit 90
		Note 29	Contrats d'assurance et de réassurance 96

Les valeurs figurant dans les tableaux sont généralement exprimées en millions d'euros. Le jeu des arrondis peut dans certains cas conduire à de légers écarts dans les totaux ou les variations.

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en millions d'euros)	Note	S1 2025	S1 2024	2024
Chiffres d'affaires des activités commerciales	4	13 025	13 360	27 055
Produit net bancaire	5	3 907	3 625	7 514
Produits opérationnels		16 932	16 985	34 569
Achats et autres charges	6	(7 416)	(7 563)	(15 814)
Charges de personnel	7	(6 973)	(7 078)	(14 006)
Impôts et taxes	8	(218)	(214)	(302)
Amortissements, provisions et pertes de valeur	8	(1 243)	(1 253)	(2 723)
Autres charges et produits opérationnels	8	322	241	664
Résultat des cessions d'actifs		96	(11)	523
Charges opérationnelles nettes		(15 432)	(15 878)	(31 658)
Quote-part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint	14	9	20	39
Résultat d'exploitation		1 509	1 127	2 950
Coût de l'endettement financier net	9.1	(114)	(117)	(235)
Autres éléments du résultat financier	9.2	(18)	(20)	(29)
Résultat financier	9	(132)	(137)	(264)
Quote-part de résultat des autres sociétés mises en équivalence	14	(116)	2	(164)
Résultat avant impôt		1 261	992	2 522
Impôt sur le résultat	10	(395)	(369)	(800)
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		866	623	1 722
Part des minoritaires		147	128	312
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE		719	495	1 410

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

<i>Montants nets d'impôt (en millions d'euros)</i>	S1 2025	S1 2024	2024
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	866	623	1 722
ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL COMPTABILISÉS EN CAPITAUX PROPRES			
Éléments recyclables	(634)	(749)	(1 053)
Variation des résultats latents sur instruments financiers	237	(3 119)	463
<i>Reclassement en résultat net de l'exercice</i>	142	565	799
Écart de conversion	(54)	(591)	(1 099)
<i>Reclassement en résultat net de l'exercice</i>	6		
Quote part des autres éléments recyclables du résultat global des sociétés mises en équivalence	(57)	22	41
Réévaluation des contrats d'assurance et réassurance	(760)	2 939	(457)
Éléments non recyclables	837	214	103
Écarts actuariels sur avantages du personnel	11	18	(12)
Variation du risque de crédit associé aux passifs financiers désignés à la juste valeur	(14)	2	8
Réévaluation des instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres (hors titres cédés durant l'exercice)	833	197	115
Quote part des autres éléments non recyclables du résultat global des sociétés mises en équivalence	7	(3)	(8)
Total éléments du résultat global comptabilisés en capitaux propres (nets d'impôts)	203	(535)	(950)
RESULTAT GLOBAL	1 069	88	772
Résultat global part des minoritaires	151	(206)	(294)
RÉSULTAT GLOBAL PART DU GROUPE	918	294	1 066

BILAN CONSOLIDÉ

ACTIF

(en millions d'euros)	Note	30/06/2025	31/12/2024
Écarts d'acquisition	11	5 901	5 954
Immobilisations incorporelles	12	4 908	4 949
Immobilisations corporelles	12	6 641	6 813
Droits d'utilisation	13	3 482	3 605
Participations dans les sociétés mises en équivalence	14	1 522	1 678
Autres actifs financiers non courants	15	569	564
Impôts différés actifs		1 578	1 662
Actifs non courants		24 601	25 225
Stocks et encours	15	258	209
Créances clients et autres créances	15	5 210	5 190
Autres actifs financiers courants	15	904	300
Créance d'impôt sur les bénéfices		326	379
Autres comptes de régularisation - Actif		227	192
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15	3 013	4 172
Actifs destinés à être cédés	23	20	17 302
Actifs courants		9 958	27 744
Caisse, banques centrales	16	20 196	27 812
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	16	212 149	203 882
Instruments dérivés de couverture	16	392	486
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	16	220 001	217 945
Titres au coût amorti	16	38 143	36 256
Prêts et créances sur les établissements de crédit au coût amorti	16	72 114	75 673
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	16	130 727	128 958
Ecarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	16	340	490
Contrats d'assurance émis - Actif	16	879	917
Contrats de réassurance détenus - Actif	16	6 463	6 523
Autres actifs financiers et comptes de régularisation	16	10 284	8 961
Immeubles de placement	16	6 423	6 590
Actifs spécifiques des activités bancaires et d'assurance		718 111	714 493
TOTAL ACTIF		752 670	767 462

PASSIF

(en millions d'euros)	Note	30/06/2025	31/12/2024
Capital social et prime d'émission		7 598	7 104
Réserves		20 380	18 761
Réserves recyclables sur instruments financiers et contrats d'assurance / réassurance		(4 390)	(3 853)
Réserve de conversion		(893)	(793)
Titres subordonnés hybrides perpétuels		1 086	744
Résultat de l'exercice part du Groupe		719	1 410
Capitaux propres part du Groupe		24 500	23 373
Intérêts minoritaires		6 649	7 202
CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		31 149	30 575
Emprunts obligataires et dettes financières ^(a)	18.1	10 128	10 969
Passifs de location ^(a)	18.1	3 946	4 071
Provisions pour risques et charges ^(a)	17	865	837
Avantages du personnel ^(a)	20	1 969	2 144
Impôts différés passifs (non courant)		1 223	1 245
Dettes fournisseurs et autres dettes ^(a)	21	9 041	9 115
État - Impôt sur les bénéfices (courant)		127	116
Autres comptes de régularisation - Passif (courant)		318	245
Passifs destinés à être cédés (courant)	23		16 283
Passifs non-courants		15 590	15 864
Passifs courants		12 027	29 161
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	22	19 851	17 559
Instruments dérivés de couverture	22	1 667	1 958
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	22	32 124	31 038
Dettes envers la clientèle	22	219 946	225 576
Dettes représentées par un titre	22	31 278	32 835
Ecarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	22	(117)	(161)
Contrats d'assurance émis et de réassurance détenus	22	374 466	366 784
Autres passifs financiers et comptes de régularisation	22	5 302	6 231
Dettes subordonnées	22	9 387	10 042
Passifs spécifiques des activités bancaires et d'assurance		693 904	691 862
TOTAL PASSIF		752 670	767 462
(a) Dont part courante :			
Emprunts obligataires et dettes financières		458	1 285
Passifs de location		837	851
Provisions pour risques et charges		755	708
Avantages du personnel		494	563
Dettes fournisseurs et autres dettes		9 038	9 110

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS 2025

1er semestre 2025

Montants nets d'impôt (en millions d'euros)	Capital social et prime d'émission	Résultat net non affecté	Réserves de conversion	Réserves recyclables sur instruments financiers	Réserves recyclables sur contrats d'assurance et réassurance	Titres subordonnés hybrides perpétuels	Autres réserves	TOTAL PART DU GROUPE	Intérêts minoritaires	TOTAL
Capitaux propres consolidés au 31 décembre 2024	7 104	1 410	(793)	(18 977)	15 124	744	18 761	23 373	7 202	30 575
Distribution de dividendes	494						(494)		(251)	(251)
Rémunération des titres subordonnés hybrides perpétuels ^(a)							(87)	(87)		(87)
Options de rachat d'intérêts minoritaires							1	1	2	3
Transactions avec intérêts minoritaires							(4)	(4)	(1)	(5)
Affectation du résultat 2024		(1 410)					1 410			
Emission et remboursements de titres subordonnés hybrides						342	(4)	338		338
Résultat global de la période	719	(99)	256	(793)			835	918	151	1 069
Dont :										
- Résultat net	719							719	147	866
- Réserves recyclables		(99)	256	(793)				(636)	2	(634)
- Réserves non recyclables sur instruments financiers						817		817	2	819
- Ecarts actuariels						18		18		18
Autres ^(b)						(39)		(39)	(454)	(493)
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2025	7 598	719	(893)	(18 721)	14 331	1 086	20 380	24 500	6 649	31 149

(a) Rémunération des titres subordonnés hybrides de La Poste (23 millions d'euros), La Banque Postale (26 millions d'euros) et CNP Assurances (38 millions d'euros).

(b) La variation des intérêts minoritaires inclut essentiellement les effets de la cession de CNP UniCredit Vita.

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS 2024

1er semestre 2024

Montants nets d'impôt (en millions d'euros)	Capital social et prime d'émission	Résultat net non affecté	Réserves de conversion	Réserves recyclables sur instruments financiers	Réserves recyclables sur contrats d'assurance et réassurance	Titres subordonnés hybrides perpétuels	Autres réserves	TOTAL PART DU GROUPE	Intérêts minoritaires	TOTAL
Capitaux propres consolidés au 31 décembre 2023	7 104	514	(292)	(19 463)	15 553	744	18 264	22 424	8 345	30 769
Distribution de dividendes									(287)	(287)
Rémunération des titres subordonnés hybrides perpétuels ^(a)							(87)	(87)		(87)
Options de rachat d'intérêts minoritaires							9	9	20	29
Transactions avec intérêts minoritaires							(12)	(12)	(8)	(20)
Affectation du résultat 2023		(514)					514			
Résultat global de la période		495	(255)	(3 062)	2 902		214	294	(206)	88
Dont :										
- Résultat net		495						495	128	623
- Réserves recyclables			(255)	(3 062)	2 902			(415)	(334)	(749)
- Réserves non recyclables sur instruments financiers							199	199		199
- Ecarts actuariels							15	15		15
Autres				(2)			54	52	41	93
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2024	7 104	495	(546)	(22 527)	18 455	744	18 955	22 680	7 905	30 585

(a) Rémunération des titres subordonnés hybrides de La Poste (23 millions d'euros), La Banque Postale (26 millions d'euros) et CNP Assurances (38 millions d'euros).

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS 2024

Exercice 2024

Montants nets d'impôt (en millions d'euros)	Capital social et prime d'émission	Résultat net non affecté	Réserves de conversion	Réserves recyclables sur instruments financiers	Réserves recyclables sur contrats d'assurance et réassurance	Titres subordonnés hybrides perpétuels	Autres réserves	TOTAL PART DU GROUPE	Intérêts minoritaires	TOTAL
Capitaux propres consolidés au 31 décembre 2023	7 104	514	(292)	(19 463)	15 553	744	18 264	22 424	8 345	30 769
Distribution de dividendes								(417)		(417)
Rémunération des titres subordonnés hybrides perpétuels ^(a)							(159)	(159)		(159)
Options de rachat d'intérêts minoritaires				1			(18)	(17)	(103)	(120)
Transactions avec intérêts minoritaires							(35)	(35)	(10)	(45)
Affectation du résultat 2023		(514)					514			
Emission et remboursements de titres subordonnés hybrides										
Résultat global de la période	1 410	(502)	484	(429)			103	1 066	(294)	772
Dont :										
- Résultat net	1 410							1 410	312	1 722
- Réserves recyclables			(502)	484	(429)			(447)	(606)	(1 053)
- Réserves non recyclables sur instruments financiers						123		123		123
- Ecarts actuariels						(20)		(20)		(20)
Autres ^(b)			1				93	94	(319)	(225)
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 31 DECEMBRE 2024	7 104	1 410	(793)	(18 977)	15 124	744	18 761	23 373	7 202	30 575

(a) Rémunération des titres subordonnés hybrides de La Poste (23 millions d'euros), La Banque Postale (52 millions d'euros) et de CNP Assurances (84 millions d'euros).

(b) La variation des intérêts minoritaires inclut une diminution de 556 millions d'euros relatif au remboursement anticipé de titres subordonnés perpétuels par CNP Assurances.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(en millions d'euros)	S1 2025			S1 2024			2024		
	Groupe	Activités industrielles et commer.	Activités bancaires et assurances	Groupe	Activités industrielles et commer.	Activités bancaires et assurances	Groupe	Activités industrielles et commer.	Activités bancaires et assurances
Excédent brut d'exploitation	2 551	718	1 833	2 181	733	1 448	4 661	1 415	3 246
Variation des provisions sur actifs circulants et créances irrécouvrables	(15)	(15)		(34)	(34)		(73)	(73)	
Produits et charges financières divers	(4)	(4)		8	8		3	3	
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	2 532	699	1 833	2 155	707	1 448	4 591	1 345	3 246
Variation du besoin en fonds de roulement	(12)	(487)	475	(786)	(709)	(77)	(494)	(179)	(315)
Variation du solde des emplois et ressources bancaires et d'assurance	(9 257)		(9 257)	(9 678)		(9 678)	(12 516)		(12 516)
Impôts payés	(392)	263	(655)	(46)	485	(531)	(270)	779	(1 049)
Dividendes versés par La Banque Postale à La Poste		534	(534)		348	(348)		1 348	(1 348)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	5	1	4	23	20	3	111	25	86
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	(7 124)	1 010	(8 134)	(8 332)	851	(9 183)	(8 578)	3 318	(11 896)
Achat d'actifs corporels et incorporels	(644)	(449)	(195)	(805)	(632)	(173)	(1 658)	(1 252)	(406)
Achat d'actifs financiers	(60)	(46)	(14)	(36)	(29)	(7)	(84)	(62)	(22)
Encaissements générés par les cessions d'actifs corporels et incorporels	47	38	9	33	24	9	85	84	1
Encaissements générés par les cessions d'actifs financiers	51	14	37	12	12		27	27	
Incidences des variations de périmètre	776		776	(21)	(21)		657	471	186
Variations des actifs financiers de placement de la trésorerie	(615)	(615)		48	48		(2)	(2)	
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	(445)	(1 058)	613	(769)	(598)	(171)	(975)	(734)	(241)
Augmentation de capital	8	8		41	41		50	43	7
Emission de titres subordonnés hybrides perpétuels	745	745							
Dividendes versés et rémunération des titres subordonnés hybrides	(339)	(25)	(314)	(369)	(25)	(344)	(575)	(29)	(546)
Rachat d'intérêts minoritaires	(5)	(5)		(21)	(21)		(95)	(95)	
Intérêts financiers versés	(145)	(145)		(141)	(141)		(226)	(226)	
Encaissements provenant des nouveaux emprunts	356	356		503	503		1 152	652	500
Remboursements des emprunts	(1 623)	(1 123)	(500)	(499)	(499)		(1 655)	(1 655)	
Remboursements de titres subordonnés hybrides perpétuels	(403)	(403)					(494)		(494)
Remboursements des passifs de location	(436)	(432)	(4)	(437)	(421)	(16)	(907)	(874)	(33)
Autres flux liés aux opérations de financement	(2)	(2)		13	13		(13)	(13)	
Flux intragroupe		(70)	70		63	(63)		124	(124)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	(1 844)	(1 096)	(748)	(910)	(487)	(423)	(2 763)	(2 073)	(690)
Dim. (aug.) de trésorerie des activités bancaires au bilan hors incidence des var. de périmètre	8 269		8 269	9 777		9 777	12 828		12 828
Incidence des filiales destinées à être cédées				14	14		14	14	
Incidence des variations des cours des devises	(15)	(15)		1	1		(3)	(3)	
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie	(1 159)	(1 159)		(219)	(219)		523	523	
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	4 172	4 172		3 649	3 649		3 650	3 650	
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	3 013	3 013		3 430	3 430		4 172	4 172	

GÉNÉRALITÉS

NOTE 1 ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS DU SEMESTRE

- 1.1 Emissions obligataires
- 1.2 Cession de CNP UniCredit Vita
- 1.3 Cession de CNP Cyprus Insurance Holdings
- 1.4 Dépréciation des titres Ninja Logistics
- 1.5 Compte de résultat à périmètre et change constants

1.1 Emissions obligataires

Emission par La Poste d'obligations super subordonnées à durée indéterminée

En janvier 2025, La Poste a réalisé une émission d'obligations super subordonnées à durée indéterminée pour 750 millions d'euros. Ces obligations, à taux fixe réinitialisable ont une maturité perpétuelle et sont remboursables au gré de la Société à partir du second semestre de la 6^{ème} année. Ces titres hybrides perpétuels sont comptabilisés dans les capitaux propres part du groupe conformément aux critères de classification de la norme IAS 32 (voir tableau de variation des capitaux propres).

Rachat par La Poste d'obligations super subordonnées à durée indéterminée

Concomitamment à l'émission évoquée précédemment, La Poste a procédé à un rachat partiel, à hauteur de 404 millions d'euros, d'obligations super subordonnées à durée indéterminée émises en 2018 pour 750 millions d'euros et comptabilisées en capitaux propres part du groupe (voir tableau de variation des capitaux propres).

Emission d'une obligation « verte »

Le 12 juin 2025, La Banque Postale Home Loan SFH, filiale de La Banque Postale, a émis une obligation sécurisée « verte ». Cette émission obligataire à taux fixe a été réalisée sous le format *covered bond* à hauteur de 1 milliard d'euros à 7 ans avec un *spread final* de MS+52 bps et un coupon de 2,750%. Cette émission répond aux critères de classification en instruments de dettes.

1.2 Cession de CNP UniCredit Vita

Le 20 juin 2025, CNP Assurances SA a annoncé la finalisation de la cession, pour 594 millions d'euros (619 millions d'euros dont 25 millions reçus sous forme de dividendes), de CNP UniCredit Vita, filiale italienne en partenariat exclusif avec UniCredit et détenue à 51%. Cette cession a généré une plus-value de +116 millions d'euros, dont (2) millions d'euros de recyclage en

résultat des éléments du résultat global comptabilisés en capitaux propres dans les comptes du premier semestre 2025.

Cette cession fait suite à l'exercice par UniCredit de son option d'achat sur la totalité des titres détenus par CNP Assurances, conformément aux accords de partenariat.

CNP Assurances maintient son engagement sur le marché italien via sa filiale CNP Vita Assicura, détenue à 100%.

1.3 Cession de CNP Cyprus Insurance Holdings

Le 16 avril 2025, la cession à 100% de CNP Cyprus Insurance Holdings, portant des activités d'assurance vie et non-vie à Chypre et en Grèce, a été finalisée pour un prix de cession de 182 millions d'euros. Cette opération a généré une moins-value de 39 millions d'euros, dont 26 millions d'euros avaient été comptabilisés dès l'exercice 2024 sous forme d'une dépréciation des actifs destinés à être cédés.

1.4 Dépréciation des titres Ninja Logistics

La société Ninja Logistics, détenue à 42 % par le Groupe et consolidée par mise en équivalence, continue d'enregistrer des résultats significativement déficitaires. Une dépréciation avait été comptabilisée dans les comptes 2024 à hauteur de 70 millions d'euros. La nouvelle dégradation des résultats au cours du premier semestre 2025 (quote-part de perte du groupe de 24 millions d'euros) et les incertitudes importantes sur la pérennité de l'entreprise conduisent le Groupe à déprécier intégralement cette participation dans les comptes arrêtés à fin juin 2025. La dépréciation enregistrée dans les comptes du semestre est de 109 millions d'euros. Compte tenu des pertes d'exploitation de la période, la perte de valeur enregistrée sur le semestre est de 132 millions d'euros (cf. note 14).

1.5
Compte de résultat à périmètre et change constants

Le résultat retraité neutralise l'effet de toutes les acquisitions de l'exercice en cours et des acquisitions de l'exercice précédent intervenues en cours de période. Il présente également les transactions en devises de la période comparative au taux moyen de la période en cours.

	Résultat publié		Résultat retraité hors effets périmètre et change	
(en millions d'euros)	S1 2025	S1 2024	S1 2025	S1 2024
Chiffre d'affaires et PNB	16 932	16 985	16 847	16 900
Achats et autres charges	(7 416)	(7 563)	(7 396)	(7 529)
Charges de personnel	(6 973)	(7 078)	(6 979)	(7 090)
Impôts et taxes	(218)	(214)	(212)	(214)
Amortissements, provisions et pertes de valeur	(1 243)	(1 253)	(1 241)	(1 244)
Autres charges et produits opérationnels	322	241	322	241
Résultat des cessions d'actifs	96	(11)	96	(11)
Charges opérationnelles nettes	(15 432)	(15 878)	(15 410)	(15 846)
Résultat d'exploitation avant quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	1 500	1 107	1 437	1 054
Quote-part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint	9	20	9	9
Résultat d'exploitation courant (après quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint)	1 509	1 127	1 446	1 063

NOTE 2 BASE DE PRÉPARATION ET MÉTHODES COMPTABLES

2.1 Référentiel comptable

2.2 Bases d'évaluation et recours à des estimations

La Poste, société mère de **La Poste Groupe** («Le groupe La Poste» ou « le groupe »), est, depuis le 1^{er} mars 2010, une **Société Anonyme**, dont le siège social est situé **9 rue du colonel Pierre Avia, 75015 Paris, France**.

Elle était avant cette date un exploitant autonome de droit public, déjà soumise en matière de gestion financière et comptable aux règles applicables aux entreprises commerciales. Le groupe La Poste est un **grand groupe multimétier de services**.

Les comptes consolidés semestriels résumés du groupe au 30 juin 2025 sont arrêtés par le Conseil d'administration (séance du 31 juillet 2025).

2.1 Référentiel comptable

En application du règlement européen n°1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés résumés du groupe La Poste au titre du semestre clos le 30 juin 2025 sont établis conformément aux normes comptables internationales (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union européenne, disponibles¹ sur le [site de la législation européenne](#).

Les comptes consolidés résumés au 30 juin 2025 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 – *Information financière intermédiaire*. S'agissant de comptes résumés, ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du groupe au 31 décembre 2024. À l'exception des éléments décrits au paragraphe 2.1.1 ci-dessous, les principes comptables appliqués au 30 juin 2025 sont identiques à ceux retenus au 31 décembre 2024 et exposés en note 3 des états financiers du groupe au 31 décembre 2024.

2.1.1 Norme et amendements appliqués par le groupe à compter du 1^{er} janvier 2025

L'amendement applicable à compter du 1^{er} janvier 2025, présenté ci-après, n'a pas eu d'impacts significatifs sur les comptes du groupe La Poste arrêtés au 30 juin 2025.

Amendement IAS 21 – Absence de convertibilité

Cet amendement concerne les rares cas où une entité n'a pas la capacité de convertir une monnaie sans tenir compte de l'intention ou pas de procéder effectivement à cette conversion. Dans ce cas, il est requis d'estimer le cours de change au comptant retenu en date d'arrêté en ayant recours à un cours de change observable éventuellement ajusté. La norme exige de plus de fournir des informations sur les restrictions à l'origine du défaut de convertibilité, les types de transactions concernées, le processus d'estimation du cours de change retenu et les risques auxquels l'entité est exposée.

2.1.2 Principales normes et interprétations d'application obligatoire postérieure au 30 juin 2025

Le groupe La Poste n'a appliqué par anticipation aucune des normes ou interprétations pour lesquelles la date d'application obligatoire est postérieure au 30 juin 2025.

2.2 Bases d'évaluation et recours à des estimations

La préparation des états financiers amène le groupe à retenir des hypothèses et à procéder à des estimations qui sont les meilleures possibles compte tenu des informations disponibles à la date de clôture et des jugements effectués. Néanmoins, elles peuvent présenter des incertitudes plus ou moins significatives quant à leur réalisation dans le futur en fonction de nombreux facteurs comme par exemple la fluctuation des taux d'intérêt et/ou cours de change.

De ce fait, les montants effectivement réalisés pourront se révéler différents des estimations et hypothèses retenues.

Les principaux éléments concernés sont :

- le calcul des engagements envers le personnel ;
- l'estimation des provisions pour risques et charges,
- le calcul des droits d'utilisation et des passifs de location ;
- l'évaluation des écarts acquisition et des différents actifs ou passifs lors des regroupements d'entreprises ;
- les hypothèses retenues notamment pour les tests de dépréciation des écarts d'acquisition et des immobilisations incorporelles et corporelles ;
- la valorisation des contrats d'assurance en application de la norme IFRS 17 ;
- l'évaluation des instruments financiers non cotés sur des marchés organisés ;
- les évaluations opérées au titre du risque de crédit ;
- les actifs d'impôt différé ;
- les hypothèses et estimations retenues pour la mesure de l'efficacité des couvertures mises en place ;
- l'estimation des provisions pour risques et charges.

¹ Règlement applicable au 31 décembre 2024 portant sur l'ensemble des normes IFRS : <https://eur-lex.europa.eu/eli/reg/2023/1803/2024-01-09>

Modifications 2025 au Règlement précédent : [Regulation - EU - 2025/1331 - EN - EUR-Lex](https://eur-lex.europa.eu/eli/reg/2023/1803/2025-01-09)

NOTE 3 INFORMATION SECTORIELLE

Les principes d'évaluation de l'information sectorielle et les secteurs présentés n'ont pas connu de changement depuis le 31 décembre 2024.

1er semestre 2025 (en millions d'euros)	Services-Courrier-Colis	Geopost	La Banque Postale	Grand Public et Numérique	Immobilier	Supports et structures	Non affecté ^(a)	Éliminations	TOTAL GROUPE
Chiffre d'affaires & PNB Externe	3 814	7 570	3 907	1 524	44	0	72		16 932
Chiffre d'affaires & PNB Intersecteurs	936	59	21	1 535	423	654		(3 628)	
Produits opérationnels	4 750	7 629	3 928	3 060	467	654	72	(3 628)	16 932
Résultat d'exploitation courant (avant quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint)	40	253	1 502	66	44	(165)	(239)	(0)	1 500
Quote-part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint		(0)	9		0				9
Résultat d'exploitation courant (après quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint)	40	253	1 510	66	44	(165)	(239)	(0)	1 509
Résultat financier								(132)	(132)
Impôt sur le résultat								(395)	(395)
Quote part de résultat des autres sociétés mises en équivalence		(114)		(2)	1		(1)		(116)
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ									866
Amortissements, provisions et pertes de valeur nets	(84)	(436)	(356)	(58)	(219)	(90)			(1 243)
Actifs sectoriels	3 000	12 373	727 200	2 375	4 083	13 006	(9 366)		752 670

(a) Dont essentiellement la contribution à l'aménagement du territoire (y compris les coûts relatifs à la contrainte d'accessibilité), le résultat financier et l'impôt sur le résultat.

1er semestre 2024 (en millions d'euros)		Services-Courrier-Colis	Geopost	La Banque Postale	Grand Public et Numérique	Immobilier	Supports et structures	Non affecté ^(a)	Éliminations	TOTAL GROUPE
Chiffre d'affaires & PNB Externe	3 956	7 678	3 625	1 589	59	2	75			16 985
Chiffre d'affaires & PNB Intersecteurs	1 027	63	23	1 620	411	688		(3 833)		
Produits opérationnels	4 983	7 741	3 649	3 209	470	690	75	(3 833)	16 985	
Résultat d'exploitation courant (avant quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint)	(42)	334	1 097	51	20	(159)	(155)	(39)	1 107	
Quote-part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint		(1)	14	10	(3)					20
Résultat d'exploitation courant (après quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint)	(42)	333	1 111	61	16	(159)	(155)	(39)	1 127	
Résultat financier								(137)		(137)
Impôt sur le résultat								(369)		(369)
Quote part de résultat des autres sociétés mises en équivalence		4		(2)	1	(1)				2
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ										623
Amortissements, provisions et pertes de valeur nets	(123)	(402)	(348)	(51)	(233)	(96)				(1 253)
Actifs sectoriels	3 275	13 097	726 982	2 379	4 134	13 098	(8 885)			754 079

(a) Dont essentiellement la contribution à l'aménagement du territoire (y compris les coûts relatifs à la contrainte d'accessibilité), le résultat financier et l'impôt sur le résultat.

2024 (en millions d'euros)		Services-Courrier-Colis	Geopost	La Banque Postale	Grand Public et Numérique	Immobilier	Supports et structures	Non affecté ^(a)	Éliminations	TOTAL GROUPE
Chiffre d'affaires & PNB Externe	7 974	15 664	7 514	3 158	116	0	144			34 569
Chiffre d'affaires & PNB Intersecteurs	2 091	132	41	3 240	837	1 310		(7 652)		
Produits opérationnels	10 064	15 796	7 554	6 398	954	1 311	144	(7 652)	34 569	
Résultat d'exploitation courant (avant quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint)	(138)	624	2 621	83	104	(374)	(25)	16	2 911	
Quote-part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint		0	33	14	(9)					39
Résultat d'exploitation courant (après quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint)	(138)	624	2 654	98	95	(374)	(25)	16	2 950	
Résultat financier								(264)		(264)
Impôt sur le résultat								(800)		(800)
Quote part de résultat des autres sociétés mises en équivalence		(158)		(3)	2	(4)				(164)
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ										1 722
Amortissements, provisions et pertes de valeur nets	(356)	(849)	(742)	(124)	(473)	(179)				(2 723)
Actifs sectoriels	2 992	12 997	740 614	2 291	4 170	13 372	(8 974)			767 462

(a) Dont essentiellement la contribution à l'aménagement du territoire (y compris les coûts relatifs à la contrainte d'accessibilité), la plus-value de cession des titres La Poste Telecom, le résultat financier et l'impôt sur le résultat.

NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

NOTE 4 CHIFFRE D'AFFAIRES

(en millions d'euros)	S1 2025	S1 2024	2024
Services-Courrier-Colis	3 814	3 956	7 974
Geopost	7 570	7 678	15 664
Grand Public et Numérique	1 524	1 589	3 158
Immobilier & Supports	117	137	261
TOTAL	13 025	13 360	27 055

Le chiffre d'affaires total comprend notamment sur le premier semestre 2025 :

- la compensation obtenue de l'Etat au titre du service universel postal pour 250 millions d'euros, répartie entre les branches en fonction de leur contribution au coût du service universel postal (150 millions d'euros pour la branche Services-Courrier-Colis, 88 millions d'euros pour la branche Grand Public Numérique et 12 millions d'euros pour la partie Supports) ;
- la compensation obtenue de l'Etat au titre de l'aménagement du territoire est inscrite sur la ligne « Immobilier et Supports » pour 60 millions d'euros ;
- la contribution presse pour 19 millions d'euros (branche Services-Courrier-Colis).

NOTE 5 PRODUIT NET BANCAIRE

Le Produit net bancaire du groupe se détaille de la manière suivante :

(en millions d'euros)	S1 2025	S1 2024	2024
Intérêts et produits assimilés	5 662	6 424	12 254
Intérêts et charges assimilées	(3 235)	(3 859)	(7 120)
Produits de commissions	1 349	1 289	2 699
Charges de commissions	(186)	(167)	(343)
Gains ou pertes nets	5 915	6 097	10 055
- Instruments financiers à la juste valeur par résultat	5 529	6 417	10 740
- Instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres ^(a)	386	(320)	(685)
- Décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	0	0	(0)
Produits des contrats d'assurance émis ^(b)	6 444	6 054	11 819
Charges afférentes aux contrats d'assurance émis ^(b)	(4 967)	(4 751)	(8 798)
dont frais généraux rattachables à l'activité d'assurance ^(c)	(971)	(870)	(1 699)
Produits et charges afférents aux contrats de réassurance détenus	(45)	(20)	(100)
Produits financiers ou charges financières des contrats d'assurance émis	(6 914)	(7 486)	(13 001)
Produits financiers ou charges financières des contrats de réassurance détenus	(49)	64	98
Coût du risque de crédit sur les placements financiers des activités d'assurance ^(d)	25	(7)	(5)
Produits des autres activités ^(e)	586	486	1 118
Charges des autres activités	(679)	(497)	(1 162)
TOTAL	3 907	3 625	7 514

(a) Dont 466 millions d'euros pour les dividendes d'actions, (110) millions d'euros pour les plus ou moins-values de cession sur instruments de dette, 30 millions d'euros pour les plus ou moins-values de cession sur instruments de couverture de juste valeur des instruments de dette.

(b) Cf. note 29.

(c) Dont notamment, lorsqu'ils sont rattachables aux activités d'assurances, les achats et autres charges, les charges de personnel, les impôts et taxes ainsi que les dotations nettes aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles.

(d) Le coût du risque des activités d'assurance est dû aux actifs à la juste valeur par capitaux propres en bucket 1 à hauteur de 26 millions d'euros.

(e) Dont une compensation de 135 millions d'euros reçue au titre de la mission d'accèsibilité bancaire.

Le coût du risque des activités bancaires est présenté au sein de la note 8 Autres charges et produits opérationnels.

Les gains et pertes nets sur les instruments financiers à la juste valeur par résultat se décomposent comme suit :

(en millions d'euros)	S1 2025	S1 2024	2024
Dividendes reçus	981	692	1 262
Variations de juste valeur sur actifs et passifs financiers évalués par résultat	4 540	5 726	9 462
Actifs et passifs détenus à des fins de transaction	20	(416)	(1 031)
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	1 436	1 739	3 231
Actifs et passifs à la juste valeur par résultat sur option	(50)	(32)	(106)
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	3 135	4 435	7 368
Résultat de la comptabilité de couverture	8	(0)	17
Gains et pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	5 529	6 417	10 740

NOTE 6 ACHATS ET AUTRES CHARGES

Les achats et autres charges se décomposent comme suit :

(en millions d'euros)	S1 2025	S1 2024	2024
Services extérieurs et sous-traitance générale	2 093	2 148	4 599
Achats	521	579	1 210
Sous-traitance transport	4 028	4 017	8 274
Prestations du courrier international	225	237	467
Locations ^(a)	282	260	546
Entretiens et réparations	371	375	748
Frais de télécommunications	91	86	173
Déplacements, missions	82	78	162
Autres charges	247	264	621
TOTAL AVANT AFFECTATION AUX CONTRATS D'ASSURANCE	7 940	8 046	16 798
Achats et autres charges afférents aux contrats d'assurance reclassés en PNB	(524)	(482)	(983)
TOTAL	7 416	7 563	15 814

(a) Cette ligne ne comprend que les loyers relatifs à des contrats de location non retraités dans le cadre d'IFRS 16 (contrats de courte durée ou portant sur des actifs de faible valeur principalement), ainsi que les charges locatives (cf. note 13.3).

NOTE 7 CHARGES DE PERSONNEL ET EFFECTIFS

Les charges de personnel sont détaillées, ci-dessous, par nature de coût :

(en millions d'euros)	S1 2025	S1 2024	2024
Salaires, traitements, primes et indemnités (y compris personnel intérimaire)	5 574	5 651	11 169
Cotisations retraites	234	233	509
Autres charges sociales	1 082	1 117	2 169
Prestations d'actions sociales	177	137	261
Variation des provisions postérieures à l'emploi ^(a)	(19)	(10)	(11)
Variation des provisions sur risques sociaux et litiges personnel	(3)	9	8
Variation des autres provisions sur le personnel	(169)	(198)	(355)
Impôts et taxes assis sur les rémunérations	411	402	758
TOTAL AVANT AFFECTATION AUX CONTRATS D'ASSURANCE	7 288	7 341	14 508
Charges afférentes aux contrats d'assurance reclassées en PNB	(315)	(263)	(502)
TOTAL	6 973	7 078	14 006
Effectif moyen (en équivalent agent / année) ^(b)	231 474	226 587	226 831

(a) A l'exception des écarts actuariels comptabilisés directement dans les éléments non recyclables du résultat global consolidé (voir également le tableau de variation des capitaux propres).

(b) Hors personnel intérimaire

La ligne « **Cotisations retraites** » correspond aux cotisations versées dans le cadre des régimes d'avantages au personnel postérieurs à l'emploi à cotisations définies. Depuis 2006, date de mise en place

du dispositif actuel de financement des retraites des fonctionnaires de l'Etat rattachés à La Poste, cette ligne comprend notamment la contribution libératoire prévue par la loi.

NOTE 8 AUTRES CHARGES ET PRODUITS OPERATIONNELS

Les autres produits et charges opérationnels se composent des éléments suivants :

(en millions d'euros)	S1 2025	S1 2024	2024
Impôts locaux	(85)	(84)	(137)
Autres impôts et taxes ^(a)	(224)	(214)	(298)
IMPÔTS ET TAXES AVANT AFFECTATION AUX CONTRATS D'ASSURANCE	(309)	(298)	(436)
Impôts et taxes afférents aux contrats d'assurance reclassés en PNB	90	84	133
TOTAL IMPÔTS ET TAXES	(218)	(214)	(302)
Pertes de valeur et mouvements nets de provisions sur actifs	82	48	17
- écarts d'acquisition ^(b)		(5)	(48)
- droits d'utilisation ^(c)	15	10	19
- immobilisations corporelles et incorporelles ^(c)	82	77	120
- actif circulant	(16)	(35)	(74)
Amortissements nets ^(c)	(1 283)	(1 265)	(2 621)
Provisions pour risques et charges ^(d)	43	24	32
Coût du risque des activités bancaires ^(e)	(126)	(100)	(231)
AMORTISSEMENTS, PROVISIONS ET PERTES DE VALEUR AVANT AFFECTATION AUX CONTRATS D'ASSURANCE	(1 284)	(1 294)	(2 804)
Amortissements, provisions et pertes de valeurs afférents aux contrats d'assurance reclassés en PNB	42	40	81
TOTAL AMORTISSEMENTS, PROVISIONS ET PERTES DE VALEUR	(1 243)	(1 253)	(2 723)
Production immobilisée ^(f)	185	181	408
Redevances	(49)	(45)	(103)
Autres produits et charges opérationnels courants	186	105	359
TOTAL AUTRES CHARGES ET PRODUITS OPÉRATIONNELS	322	241	664

(a) Dont au premier semestre 2025, 40 millions d'euros au titre de la TVA non déductible sur les contrats de location, dont au premier semestre 2024, 44 millions d'euros et dont en 2024, 94 millions d'euros (cf. note 13.3).

(b) Les pertes de valeur des écarts d'acquisition sont détaillées en note 11.

(c) Une ventilation des variations d'amortissement et de perte de valeur des immobilisations est présentée dans les notes 12 et 13. Les mouvements de dépréciation et de reprise de dépréciation sur les droits d'utilisation concernent essentiellement l'UGT Courrier (cf. note 13.1).

(d) Les mouvements de provisions pour risques et charges sont détaillés dans la note 17.

(e) Dont au premier semestre 2025, (89) millions d'euros sur les encours en bucket 3, dont au premier semestre 2024, (84) millions et dont en 2024, (158) millions d'euros.

(f) La production immobilisée concerne principalement des coûts de développement informatique comptabilisés en immobilisations incorporelles.

NOTE 9 RESULTAT FINANCIER

- 9.1** Coût de l'endettement financier net
9.2 Autres éléments du résultat financier

9.1 Coût de l'endettement financier net

(en millions d'euros)	S1 2025	S1 2024	2024
Charges d'intérêts sur opérations de financement ^(a)	(93)	(111)	(219)
Charges d'intérêts sur passifs de location	(69)	(68)	(137)
Variation de la juste valeur des emprunts ^(b) et des swaps liés à la dette	(4)	3	11
Produits de trésorerie ^(c)	52	59	109
TOTAL	(114)	(117)	(235)

(a) Y compris intérêts et résultats de résiliation des instruments dérivés associés à la dette.

(b) Hors effet de la variation du risque de crédit propre sur les emprunts, comptabilisé en « Autres éléments du résultat global ».

(c) Y compris variation de juste valeur d'actifs de trésorerie ou d'actifs financiers.

9.2 Autres éléments du résultat financier

(en millions d'euros)	S1 2025	S1 2024	2024
Charge d'actualisation des provisions pour avantages du personnel et rendement des actifs de régime	(16)	(19)	(35)
Gains ou pertes nets de change	(4)	(1)	(4)
Autres produits et charges financiers	2	0	11
TOTAL	(18)	(20)	(29)

NOTE 10 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

La charge d'impôt se compose de la charge d'impôt courant et de la charge d'impôt différé, calculées en fonction des règles en vigueur dans les différents pays et des conventions spécifiques.

Au 30 juin 2025, la charge d'impôt courant comprend la contribution exceptionnelle sur les bénéfices instaurée par la loi de finance de février 2025. Le calcul de cette contribution repose sur la moyenne des impôts sur les sociétés dus au titre des exercices 2024 et 2025 du groupe d'intégration fiscale de La Poste. Son impact, présenté ci-dessous, comprend la totalité de la contribution relative à l'exercice 2024 et la part relative au 1^{er} semestre 2025.

La rationalisation de la charge d'impôt s'établit comme suit :

(en millions d'euros)	S1 2025	S1 2024	2024
Résultat net part du groupe	719	495	1 410
Quote-part des sociétés mises en équivalence	108	(23)	125
Impôt sur le résultat	395	369	800
Part revenant aux minoritaires	147	128	312
Résultat consolidé avant impôt et mises en équivalence	1 368	970	2 646
Taux d'IS	25,83%	25,83%	25,83%
Charge d'impôt théorique ^(a)	(353)	(250)	(684)
Surtaxe d'impôt sur les sociétés	(39)		
Déficits créés non utilisés ou déficits anciens utilisés (hors intégration fiscale)	(38)	(34)	(26)
Création (limitation) des impôts différés	(6)	(32)	(200)
Dividendes et résultats de sociétés non consolidées	84	37	88
Différentiel de taux des filiales étrangères	(60)	(51)	(111)
Cession de La Poste Telecom			119
Autres éléments	17	(39)	14
Retraitements de l'impôt	(42)	(119)	(116)
IMPOT SUR LE RESULTAT	(395)	(369)	(800)

(a) Y compris la contribution sociale de solidarité de 3,3%.

NOTES SUR LE BILAN

NOTE 11 ÉCARTS D'ACQUISITION (GOODWILL)

Détail de la valeur nette des écarts d'acquisition

UGT (en millions d'euros)	Secteur	30/06/2025	31/12/2024
DPD Europe (a)	Geopost	3 403	3 408
Numérique	Grand Public et Numérique	860	860
Gestion d'Actifs	La Banque Postale	612	612
Asendia	Geopost	454	494
Pôle Santé & Autonomie	Services-Courrier-Colis	226	226
Mediaposte	Services-Courrier-Colis	104	104
EDE	Services-Courrier-Colis	67	67
CNP Assurances Prévoyance	La Banque Postale	59	59
Lenton Group	Geopost	46	52
MWPI	Immobilier et Supports	25	25
JadLog	Geopost	22	22
Autres UGT Geopost	Geopost	15	16
Autres UGT Services-Courrier-Colis	Services-Courrier-Colis	8	8
TOTAL		5 901	5 954
Services-Courrier-Colis		404	404
Geopost		3 940	3 993
La Banque Postale		671	671
Grand Public et Numérique		860	860
Immobilier et Supports		25	25

(a) Dont en 2025, acquisition de 3 entités espagnoles pour 6 millions d'euros.

Évolution de la valeur nette des écarts d'acquisition

(en millions d'euros)	30/06/2025	31/12/2024
Solde en début de période	5 954	5 942
dont : Valeur brute	6 456	6 277
Dépréciation	(502)	(335)
Acquisitions (a)	6	18
Ecarts de conversion	(60)	42
Pertes de valeur (b)		(48)
Sorties		
SOLDE EN FIN DE PÉRIODE	5 901	5 954
dont : Valeur brute	6 430	6 456
Dépréciation	(529)	(502)

(a) Dont au cours du premier semestre 2025 :

- dans le secteur Geopost, acquisition de 3 entités espagnoles du Pôle DPD Europe pour 6 millions d'euros.

Dont en 2024 :

- dans le secteur Services-Courrier-Colis, l'acquisition de LineUp7 pour 14 millions d'euros.

(b) Dont en 2024 :

- dans le secteur Services-Courrier-Colis, dépréciation de l'écart d'acquisition du Pôle Santé pour 43 millions d'euros et Geoptis pour 4 millions d'euros.

NOTE 12 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

(en millions d'euros)	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	TOTAL
VALEURS BRUTES			
Solde au 31/12/2024	10 236	16 231	26 466
Acquisitions	292	276	568
Cessions	(233)	(213)	(446)
Variations de périmètre		1	0
Ecarts de conversion	(10)	(14)	(24)
Transferts et autres mouvements	14	(20)	(6)
SOLDE AU 30/06/2025	10 298	16 261	26 559
AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR			
Solde au 31/12/2024	(5 286)	(9 417)	(14 704)
Amortissement de la période	(387)	(426)	(813)
Pertes de valeur	(20)	(20)	(40)
Reprises de perte de valeur	79	44	122
Reprises sur cessions	223	191	414
Variations de périmètre	1	(1)	0
Ecarts de conversion	4	7	11
Transferts et autres mouvements	(2)	2	(0)
SOLDE AU 30/06/2025	(5 390)	(9 620)	(15 011)
VALEURS NETTES			
au 31/12/2024	4 949	6 813	11 762
AU 30/06/2025	4 908	6 641	11 549

Les lignes « Transferts » correspondent aux mises en service d'immobilisations et à des reclassements vers d'autres postes d'actifs.

Les actifs « Droits d'utilisation », résultant de l'application de la norme IFRS 16, sont détaillés en note 13.

NOTE 13 CONTRATS DE LOCATION (preneur)

- 13.1** Droits d'utilisation
- 13.2** Passifs de location
- 13.3** Effet des contrats de location sur le compte de résultat
- 13.4** Effet des contrats de location sur le tableau des flux de trésorerie

13.1 Droits d'utilisation

Les droits d'utilisation se détaillent comme suit par nature d'actifs loués :

(en millions d'euros)	Terrains et constructions	Matériels et installations	Matériel de transport	Autres	Valeur Nette
Solde au 31/12/2024	2 947	225	423	11	3 605
Augmentation	332	10	39	1	382
Diminution	(30)	(1)	(2)	(0)	(34)
Amortissement	(348)	(35)	(84)	(2)	(469)
Provision pour dépréciation	15		0		15
Variations de périmètre		0	(0)	0	0
Ecarts de conversion et autres	(7)	(3)	(7)	(1)	(18)
SOLDE AU 30/06/2025	2 909	196	370	8	3 482

13.2 Passifs de location

Les éléments relatifs aux passifs de location sont présentés en note 18 pour les activités industrielles et commerciales. Les passifs de location des activités bancaires s'élèvent à 161 millions d'euros (165 millions d'euros en 2024) et sont intégrés dans le poste « Autres passifs financiers et compte de régularisation » des « Passifs spécifiques des activités bancaires et d'assurance » (cf. note 22).

13.3 Effet des contrats de location sur le compte de résultat

(en millions d'euros)	S1 2025	S1 2024
Charges opérationnelles nettes	772	748
Loyers des locations de courte durée	81	83
Loyers des locations d'actifs de faible valeur	52	42
Charges locatives	98	104
TVA non déductible sur loyers	40	44
Amortissement des droits d'utilisation	469	456
Dépréciation (reprise de dépréciation) des droits d'utilisation	(15)	(10)
Autres (a)	48	30
Coût de l'endettement financier net	69	68
Charges d'intérêts sur passifs de location	69	68
TOTAL	841	817

(a) Montants principalement issus de CNP Assurances et LBP.

13.4
Effet des contrats de location sur le tableau des flux de trésorerie

(en millions d'euros)	S1 2025	S1 2024
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	319	303
Loyers des locations de courte durée	81	83
Loyers des locations d'actifs de faible valeur	52	42
Charges locatives	98	104
TVA non déductible sur loyers	40	44
Autres	48	30
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	505	505
Intérêts financiers versés sur passifs de location	69	68
Remboursements des passifs de location (y compris provenant de la branche La Banque Postale)	436	437
TOTAL DECAISSEMENT	824	808

NOTE 14 SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE

(en millions d'euros)	Holding d'Infrastructures Gazières ^(a)	Arial CNP Assurances	XSS Administradora de consórcio	Autres filiales Assurances	Aramex PJSC	Ninja Logistics ^(b)	Yurtici Kargo Servisi A.S.	Pôle immobilier	Autres	Total titres mis en équivalence (actif)
Secteur d'activité	La Banque Postale	La Banque Postale	La Banque Postale	La Banque Postale	Geopost	Geopost	Geopost	Immobilier		
Nature du contrôle	contrôles conjoints	contrôles conjoints	contrôles conjoints	contrôles conjoints	Entreprise associée	Entreprise associée	Entreprise associée	Entreprises associées ou contrôles conjoints		
Solde au 31/12/2024	817	180	49	51	322	131	43	26	60	1 678
Résultats de l'exercice	34	3	5		5	(132)	12	1	(2)	(74)
Distributions de dividendes			(4)						(1)	(0)
Var. JV sur instr. financiers		(1)			(0)				0	(1)
Var. de périm. et % de contrôle				(34)		1		0	1	(32)
Augmentation de capital									3	3
Autres variations	9	(0)	(0)		0	2	(1)	(0)	0	9
Ecarts de conversion			0	(4)	(40)	(1)	(7)		(3)	(56)
SOLDE AU 30/06/2025	859	182	51	14	288	0	45	26	58	1 522

(a) Cette participation constitue un placement des activités d'assurance et son résultat est présenté en PNB.

(b) Dépréciation des titres Ninja Logistics au premier semestre 2025 pour 109 millions d'euros (cf. note 1.4).

NOTE 15 AUTRES ACTIFS DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

(en millions d'euros)	30/06/2025		31/12/2024	
	Courant	Non courant	Courant	Non courant
Titres de participations non consolidés nets	0	384	0	379
Instruments financiers dérivés	0	11	0	8
Actifs financiers de placement de la trésorerie (a)	833	0	215	0
Autres actifs financiers nets	70	174	84	177
TOTAL AUTRES ACTIFS FINANCIERS	904	569	300	564
Stocks de matières premières, fournitures, marchandises et autres approvisionnements	190		162	
Stocks de produits finis et intermédiaires et encours	68		47	
TOTAL STOCKS ET EN COURS	258		209	
Créances clients et comptes rattachés nets	3 386		3 667	
Créances sur opérations du courrier international (b)	363		378	
Créances sur l'Etat sur les compensations obtenues au titre des missions de service public (c)	810		500	
Autres créances	652		646	
TOTAL CRÉANCES CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES	5 210		5 190	
Équivalents de trésorerie	1 834		2 810	
Caisse et disponibilités	1 179		1 362	
TOTAL TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	3 013		4 172	

- (a) Au 30 juin 2025, les actifs financiers de placement de trésorerie sont composés principalement de placements à terme à hauteur de 590 millions d'euros et d'OPCVM. Les encours de ces dernières sont restés relativement stables sur le 1^{er} semestre 2025.
- (b) Les créances du courrier international (363 millions d'euros) sont détenues essentiellement envers les offices postaux étrangers au titre de la distribution en France du courrier confié par ces offices postaux.
- (c) Les créances sur l'Etat sur les compensations obtenues au titre des missions de service public correspondent à la compensation au titre du service universel postal pour le premier semestre 2025 et l'année 2024 ainsi qu'à la compensation obtenue au titre de l'aménagement du territoire.

NOTE 16 ACTIFS SPECIFIQUES DES ACTIVITES BANCAIRES ET D'ASSURANCE

(en millions d'euros)	30/06/2025	31/12/2024
Caisse (y compris encaisse des bureaux de poste)	1 011	1 182
Banques centrales	19 185	26 630
Caisse, banques centrales	20 196	27 812
Instruments de dettes	167 120	161 310
Instruments de capitaux propres	22 705	21 815
Prêts et avances	5 394	6 967
Instruments dérivés	6 018	6 007
Titres et valeurs reçus en pension livrée	10 912	7 784
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	212 149	203 882
Instruments de taux d'intérêts	291	327
Instruments de devises	101	159
Instruments dérivés de couverture	392	486
Actions, autres titres à revenu variable et autres titres détenus à long terme	15 284	14 997
Effets publics et valeurs assimilés ^(a)	93 358	91 934
Obligations et autres titres de dettes ^(a)	111 360	111 014
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	220 001	217 945
Effets publics et valeurs assimilés	33 359	31 894
Obligations et autres titres à revenu fixe	4 654	4 262
Titres subordonnés	130	100
Titres au coût amorti ^(b)	38 143	36 256
Comptes et prêts sur établissements de crédit à vue	2 409	1 950
Comptes et prêts sur établissements de crédit à terme	69 627	73 645
Prêts subordonnés	79	79
Prêts et créances sur les établissements de crédit au coût amorti ^(b)	72 114	75 673
Prêts et créances sur la clientèle à vue	4 965	4 986
Prêts et créances sur la clientèle à terme	122 200	120 240
<i>dont crédits à l'habitat et crédits immobilisés (hors dépréciation)</i>	92 409	93 620
Prêts subordonnés à la clientèle	13	16
Opérations de location financement	3 549	3 715
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti ^(b)	130 727	128 958
Ecart de réévaluation sur portefeuilles couverts (couverture de juste valeur)	340	490
Contrats d'assurance émis - Actif - BBA / VFA	764	816
Contrats d'assurance émis - Actif - PAA	111	97
Frais d'acquisition non encore affectés aux contrats - Actif	4	4
Contrats d'assurance émis - Actif (cf. note 29.4 a)	879	917
Contrats de réassurance détenus - Actif - BBA / VFA	6 156	6 213
Contrats de réassurance détenus - Actif - PAA	293	295
Actifs relatifs à des contrats financiers cédés (sans part discrétionnaire) - Réassurance	13	15
Contrats de réassurance détenus - Actif (cf. note 29.4 a)	6 463	6 523
Autres actifs financiers	8 061	6 729
Comptes de régularisation	2 223	2 232
Autres actifs financiers et comptes de régularisation	10 284	8 961
Immeubles de placement au coût amorti	757	752
Immeubles de placement à la juste valeur	5 665	5 838
Immeubles de placement	6 423	6 590
ACTIFS SPECIFIQUES DES ACTIVITES BANCAIRES ET D'ASSURANCE	718 111	714 493

(a) Cf. note 28.1 b) pour plus de détails sur le risque de crédit.

(b) Cf. note 28.1 a) pour plus de détails sur le risque de crédit.

NOTE 17 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Au 30 juin 2025, les **provisions pour risques et charges** se décomposent de la façon suivante :

(en millions d'euros)	Litiges sociaux	Autres litiges	Autres	TOTAL
Provisions non courantes	5	4	120	129
Provisions courantes	72	249	387	708
Solde au 31/12/2024	77	253	507	837
Dotations de la période	16	20	159	195
Reprises pour utilisation	(17)	(21)	(121)	(159)
Reprises de provisions devenues sans objet	(1)	(4)	(4)	(9)
Autres mouvements	0	2	(1)	1
Provisions non courantes	7	3	100	110
Provisions courantes	68	247	440	755
SOLDE AU 30/06/2025	75	250	540	865

Les provisions pour litiges sociaux concernent tous les litiges salariaux (prud'hommes, etc.) ainsi que les redressements ou litiges en cours avec des organismes sociaux.

Les provisions pour autres litiges sont relatives à des litiges portés devant les juridictions administratives, civiles ou commerciales.

Les autres provisions comprennent notamment au 30 juin 2025 divers risques liés à l'activité opérationnelle du groupe.

NOTE 18 EMPRUNTS OBLIGATAIRES ET AUTRES DETTES FINANCIERES

- 18.1** Détail des dettes financières
- 18.2** Emprunts obligataires

18.1 Détail des dettes financières

	30/06/2025		31/12/2024	
	Court terme	Moyen et long terme	Court terme	Moyen et long terme
<i>(en millions d'euros)</i>				
Dettes financières au coût amorti	388	9 670	1 153	9 682
Emprunts obligataires	0	9 520	749	9 527
Bons La Poste	50		50	
Billets de trésorerie	200		200	
Concours bancaires courants	47		72	
Dépôts et cautionnements reçus	12	44	5	46
Autres dettes au coût amorti	79	105	77	109
Instruments dérivés passifs	2	0	23	3
Intérêts courus non échus sur emprunts	68		108	
Totaux	458	9 670	1 285	9 685
EMPRUNTS OBLIGATAIRES ET DETTES FINANCIERES				
Passifs de location (a)	837	3 109	851	3 220
PASSIFS DE LOCATION				
	3 946		4 071	

(a) La répartition des passifs de location par devises au 30 juin 2025 est la suivante : euros 2 673 millions d'euros, livres sterling 887 millions d'euros, autres devises 386 millions d'euros.

La répartition des passifs de location par devises au 31 décembre 2024 est la suivante : euros 2 744 millions d'euros, livres sterling 956 millions d'euros, autres devises 371 millions d'euros.

18.2 Emprunts obligataires

Les emprunts obligataires hors intérêts non échus, ont évolué de la manière suivante :

	Emprunts au coût amorti	
	(en millions d'euros)	Solde au 31/12/2024
Solde au 31/12/2024		10 277
Remboursements intervenus sur la période		(750)
Autres variations		(7)
SOLDE AU 30/06/2025		9 520

NOTE 19 DETTE NETTE DU GROUPE

19.1 Situation de la dette nette du groupe

19.2 Evolution de la dette nette du groupe

19.1 Situation de la dette nette du groupe

(en millions d'euros)	Note	30/06/2025	31/12/2024
Trésorerie et équivalents de trésorerie (poste du bilan)	15	3 013	4 172
Dérivés actifs associés à la dette	15	11	8
Dépôts de garantie versés liés aux instruments dérivés, inscrits à l'actif		0	17
Placements de trésorerie à échéance supérieure à 3 mois à l'origine et OPCVM	15	833	215
Créance (dette) financière nette envers La Banque Postale		99	28
Trésorerie et autres éléments d'actifs (1)		3 956	4 440
Emprunts obligataires et dettes financières à moyen et long terme	18.1	9 670	9 685
Emprunts obligataires et dettes financières à court terme	18.1	458	1 285
Passifs de location	18.1	3 946	4 071
Dette brute (2)		14 074	15 040
DETTE NETTE (2)-(1)		10 118	10 601
<i>Augmentation (Diminution) de la dette nette au 30 juin 2025</i>		(483)	

19.2 Évolution de la dette nette du groupe

(en millions d'euros)	Renvois	30/06/2025	31/12/2024
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	TFT ^(a)	1 010	3 318
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	TFT	(1 058)	(734)
Neutralisation var. actifs financiers de gestion de trésorerie	TFT	615	2
Flux de trésorerie des activités d'investissement hors acquisitions et cessions d'actifs financiers de gestion de la trésorerie ^(b)		(444)	(731)
Augmentation de capital minoritaire	TFT	8	43
Emission de titres subordonnés hybrides perpétuels	TFT	745	
Remboursement des titres subordonnés hybrides perpétuels	TFT	(403)	
Dividendes versés aux actionnaires et rémunération des titres subordonnés hybrides	TFT	(25)	(29)
Rachat d'intérêts minoritaires	TFT	(5)	(95)
Charge nette d'intérêts financiers		(103)	(227)
Variation de juste valeur des dettes et dérivés		(1)	18
Incidence des variations de périmètre et change sur dette brute (yc passifs de location)		54	(72)
Variation non cash des dettes de location (IFRS 16)		(338)	(820)
Dette nette de filiales destinées à être cédées			9
Autres éléments		(17)	(18)
Flux de trésorerie et variation de dette provenant des activités de financement		(83)	(1 191)
Diminution (augmentation) de la dette nette depuis le 1^{er} janvier		483	1 396
Dette nette à l'ouverture		(10 601)	(11 997)
Dette nette à la clôture		(10 118)	(10 601)

(a) Les notes « TFT » renvoient à la colonne « Activités industrielles et commerciales » du tableau des flux de trésorerie des états financiers consolidés.

(b) Les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement se distinguent du tableau des flux de trésorerie par l'exclusion de la « Variation des actifs financiers liés à la gestion de la trésorerie », actifs venant en diminution du calcul de la dette nette.

NOTE 20 AVANTAGES DU PERSONNEL

(en millions d'euros)	31/12/2024		Variation de périmètre	Augmentation	Diminution pour utilisation	Provision devenue sans objet	Coût financier net	Autres variations	30/06/2025		
	Courant	Non courant							Courant	Non courant	
Indemnités de départ à la retraite	28	643	(0)	25	(10)	(0)	6	(12)	28	651	
Autres avantages postérieurs à l'emploi	0	15		1	(1)			(0)	0	16	
Avantages postérieurs à l'emploi	28	659	(0)	26	(10)	(0)	6	(13)	28	667	
Dispositifs d'aménagement de fin de carrière	275	338		5	(170)		7		205	250	
Indemnités de rupture	69	33	0	13	(1)				78	36	
Congés longue maladie / longue durée	31	19		0	(6)			(0)	26	18	
Compte Epargne temps	160	160		3	(12)			0	155	157	
Protection sociale et prévoyance	61	230		98	(128)		3		55	209	
Autres avantages à long terme	0	81	0	5	(0)			(0)	0	86	
Autres avantages du personnel	322	523	0	119	(147)		3	(0)	314	505	
TOTAL	624	1 520		0	149	(327)	(0)	16	(13)	548	1 422
				2 144						1 969	

NOTE 21 DETTES FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES

(en millions d'euros)	30/06/2025	31/12/2024
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 224	5 077
Dettes fiscales et sociales	2 385	2 525
Dettes fournisseurs d'immobilisations	320	444
Dettes sur opérations du courrier international	404	413
Avances et acomptes clients	185	197
Autres dettes d'exploitation	523	460
TOTAL	9 041	9 115

NOTE 22 PASSIFS SPECIFIQUES DES ACTIVITÉS BANCAIRES ET D'ASSURANCE

(en millions d'euros)	30/06/2025	31/12/2024
Dettes représentées par un titre	5 483	5 071
Instruments dérivés	4 940	5 312
Titres et valeurs donnés en pension livrée	9 428	7 176
Passifs financiers à la juste valeur par le résultat	19 851	17 559
Instruments dérivés de couverture	1 667	1 958
Dettes envers les établissements de crédit à vue	1 908	797
Dettes envers les établissements de crédit à terme	30 216	30 240
<i>dont titres et valeurs donnés en pension livrée</i>	27 025	27 251
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	32 124	31 038
Comptes d'épargne à régime spécial	121 954	123 202
<i>dont Livret A</i>	69 507	69 793
<i>dont PEL et CEL</i>	20 420	22 048
Dettes envers la clientèle à vue	77 467	80 103
<i>dont comptes ordinaires créditeurs à vue</i>	73 483	75 814
Dettes envers la clientèle à terme	20 524	22 271
<i>dont titres et valeurs donnés en pension livrée à terme</i>	18 494	20 036
Dettes envers la clientèle	219 946	225 576
Dettes représentées par un titre	31 278	32 835
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	(117)	(161)
Contrats d'assurance émis - Passif - BBA / VFA	371 062	363 206
Contrats d'assurance émis - Passif - PAA	1 463	1 546
Passifs relatifs à des contrats financiers cédés (sans part discrétionnaire) - Assurance	1 925	2 019
Contrats d'assurance émis - Passif (cf. note 29.4 a)	374 450	366 771
Contrats de réassurance détenus - Passif - BBA	13	10
Contrats de réassurance détenus - Passif - PAA	3	3
Contrats de réassurance détenus - Passif (cf. note 29.4 a)	16	13
Contrats d'assurance émis et de réassurance détenus	374 466	366 784
Comptes de régularisation	1 730	1 668
<i>dont produits constatés d'avance</i>	508	513
<i>dont autres comptes de régularisation</i>	1 222	1 155
Dettes de titres	330	176
Dépôts de garantie reçus	1 001	800
Crediteurs divers	2 121	3 480
Comptes de règlements relatifs aux opérations sur titres	2	8
Provision Epargne Logement	117	100
Autres passifs financiers et comptes de régularisation	5 302	6 231
Dettes subordonnées	9 387	10 042
PASSIFS SPECIFIQUES DES ACTIVITÉS BANCAIRES ET D'ASSURANCE	693 904	691 862

NOTE 23 ACTIFS ET PASSIFS DESTINES A ETRE CEDES

Au 30 juin 2025, les actifs et passifs destinés à être cédés se composent exclusivement d'immeubles sous compromis de vente.

Au 31 décembre 2024, ces actifs et passifs étaient principalement constitués :

- des actifs et passifs de la société chypriote CNP Cyprus Insurance Holdings et ses filiales pour respectivement 837 millions d'euros et 654 millions d'euros.
- des actifs et passifs de la société Italienne CNP UniCredit Vita (CUV) pour respectivement 16 449 millions d'euros et 15 629 millions d'euros.

Ces filiales ont été cédées sur le premier semestre 2025 (cf. note 1).

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

NOTE 24 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS

- 24.1** Impact des instruments financiers sur le résultat et les capitaux propres
24.2 Juste valeur et hiérarchie des instruments financiers

24.1 Impact des instruments financiers sur le résultat et les capitaux propres

SI 2025 (en millions d'euros)	Produits/ (charges) d'intérêts	Variations de juste valeur		Décompta- bilisation et dividendes	Gain/ (perte) net
		Juste valeur en résultat	Juste valeur en capitaux propres		
Actifs et passifs évalués au coût amorti	547				547
Actifs évalués à la juste valeur par OCI	1 997		1 034	386	3 417
Instruments financiers à la juste valeur par résultat		4 540	(19)	981	5 502
Opérations de couverture	(118)	8	14		(96)
TOTAL	2 426	4 548	1 029	1 367	9 370
SI 2024 (en millions d'euros)					
Actifs et passifs évalués au coût amorti	569				569
Actifs évalués à la juste valeur par OCI	2 169		(4 699)		(2 530)
Instruments financiers à la juste valeur par résultat		5 726		692	6 417
Opérations de couverture	(172)		(9)		(181)
TOTAL	2 566	5 726	(4 708)	692	4 275

24.2 Juste valeur et hiérarchie des instruments financiers

30/06/2025 (en millions d'euros)	Valeur au bilan	Juste valeur ^(a)	Hiérarchie de juste valeur ^(b)		
			Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
ACTIFS					
Actifs bancaires					
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	212 149	212 149	151 395	39 993	20 761
Instruments dérivés de couverture	392	392		392	
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	220 001	220 001	199 032	19 064	1 905
Titres au coût amorti	38 143	35 166	33 990	679	497
Prêts et créances sur les établissements de crédit	72 114	72 119		71 053	1 066
Prêts et créances sur la clientèle	130 727	125 878		111 471	14 407
Immeubles de placement au coût amorti	758	954		954	
Immeubles de placement à la juste valeur	5 665	5 665	110	5 555	
Actifs non bancaires					
Autres actifs financiers non courants	569	569		186	383
Créances clients et autres créances	5 210	5 210			
Autres actifs financiers courants	904	904	243	661	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 013	3 013	237	2 776	
PASSIFS					
Passifs bancaires					
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	19 851	19 851	219	19 632	
Instruments dérivés de couverture	1 667	1 667		1 667	
Dettes envers les banques et les établissements de crédit	32 124	32 196		31 114	1 082
Dettes envers la clientèle	219 946	219 003		217 878	1126
Dettes représentées par un titre	31 278	31 995	19 193	12 802	
Dettes subordonnées	9 387	9 322	2 602	6 720	
Passifs non bancaires					
Emprunts obligataires, dettes financières	10 128	9 463		9 463	
Dettes fournisseurs et autres dettes	9 041	9 041			

(a) Y compris juste valeur des éléments comptabilisés au coût amorti.

(b) Pour les éléments comptabilisés en juste valeur.

31/12/2024		Hiérarchie de juste valeur ^(b)			
(en millions d'euros)	Valeur au bilan	Juste valeur ^(a)	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
ACTIFS					
Actifs bancaires					
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	203 882	203 882	144 788	37 852	21 242
Instruments dérivés de couverture	486	486		486	
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	217 945	217 945	196 708	19 609	1 628
Titres au coût amorti	36 256	33 037	32 117	726	194
Prêts et créances sur les établissements de crédit	75 673	75 805		73 584	2 221
Prêts et créances sur la clientèle	128 958	122 501		108 132	14 369
Immeubles de placement au coût amorti	752	946		946	
Immeubles de placement à la juste valeur	5 838	5 838		5 838	
Actifs non bancaires					
Autres actifs financiers non courants	564	564		186	377
Créances clients et autres créances	5 190	5 190			
Autres actifs financiers courants	300	300	215	85	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 172	4 172	615	3 557	
PASSIFS					
Passifs bancaires					
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	17 559	17 559	272	17 287	
Instruments dérivés de couverture	1 958	1 958		1 958	
Dettes envers les banques et les établissements de crédit	31 038	31 137		29 302	1 835
Dettes envers la clientèle	225 576	224 948		223 775	1 173
Dettes représentées par un titre	32 835	33 535	17 384	16 151	
Dettes subordonnées	10 042	9 859	2 582	7 277	
Passifs non bancaires					
Emprunts obligataires et dettes financières	10 969	10 021		10 021	
Dettes fournisseurs et autres dettes	9 115	9 115			

(a) Y compris juste valeur des éléments comptabilisés au coût amorti.

(b) Pour les éléments comptabilisés en juste valeur.

Justes valeurs de niveau 3 : Rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture (vision contributive bancaire)

(en millions d'euros)	Actifs à la juste valeur par résultat	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	TOTAL
Ouverture	21 242	1 869	23 111
Gains et pertes enregistrés en résultat	(61)		(61)
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres		(62)	(62)
Achats	633	103	736
Ventes	(176)	(11)	(187)
Remboursements	(688)		(688)
Transferts vers ou hors niveau 3	(188)	258	70
Autres mouvements		(3)	(3)
CLÔTURE	20 761	2 154	22 915

NOTE 25 TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Aucune évolution significative dans la nature des transactions avec les parties liées n'est intervenue depuis la clôture de l'exercice 2024 (cf. note 43 des états financiers consolidés au 31 décembre 2024).

NOTE 26 ENGAGEMENTS HORS BILAN ET PASSIFS EVENTUELS

Aucune évolution significative des engagements hors bilan et des passifs éventuels n'est intervenue depuis la clôture de l'exercice 2024 (cf. note 39 des états financiers consolidés au 31 décembre 2024).

NOTE 27 ÉVÉNEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Après plusieurs années de contentieux, un accord engageant a été signé le 3 juillet 2025 avec les actionnaires minoritaires de BRT. Cet accord vise notamment à mettre fin aux poursuites de Geopost et BRT contre les minoritaires. L'accord ayant été conclu début juillet, ses impacts seront pris en compte au second semestre 2025.

NOTE 28 EXPOSITION AU RISQUE DE CRÉDIT

28.1 Classification par type d'actifs

- a) Actifs financiers évalués au coût amorti**
- b) Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables**
- c) Hors bilan (engagements de financement et de garantie)**

28.2 Pertes de crédit attendues – *Forward looking*

Au 30 juin 2025, le coût du risque de crédit s'établit à 126 millions d'euros.

Le taux d'expositions non performantes (des expositions clientèle et des titres) est stable à 1,3 % par rapport au niveau de décembre 2024. Le taux de couverture des expositions non performantes est en baisse à 38,2% par rapport au 31 décembre 2024 (39,4%) du fait de la sortie du défaut et du passage en perte d'un dossier significatif et provisionné à 100%.

Par ailleurs, le taux d'exposition en bucket 2 est en légère hausse pour s'établir à 7,6 % par rapport au 31 décembre 2024 (7%). Cette hausse est marquée sur le portefeuille personnes morales du fait du renforcement des provisions collectives sur le secteur de l'immobilier et sur le portefeuille PGE.

28.1 Classification par type d'actifs

a) Actifs financiers évalués au coût amorti

(en millions d'euros)	30/06/2025				31/12/2024			
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Réévaluation ^(a)	Valeur nette (b)	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Réévaluation ^(a)	Valeur nette (b)
Titres	38 228	(52)	(34)	38 143	36 324	(49)	(19)	36 256
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	72 119	(5)		72 114	75 679	(5)		75 673
Prêts et créances sur la clientèle	132 480	(1 744)	(10)	130 727	130 680	(1 717)	(5)	128 958
TOTAL	242 827	(1 800)	(44)	240 984	242 684	(1 772)	(24)	240 888

(a) Impact des opérations de couverture.

(b) Cf. note 16.

(en millions d'euros)	Actifs soumis à une ECL 12 mois (bucket 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (bucket 2)		Actifs dépréciés (bucket 3)		TOTAL		
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur Nette comptable
Au 31 décembre 2024	227 548	(176)	12 614	(611)	2 523	(985)	242 684	(1 772)	240 888
Transferts d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre	(1 162)	10	840	(71)	322	(72)	0	(133)	(133)
Transferts vers ECL Maturité (bucket 2)	(3 354)	14	3 491	(146)	(137)	28	0	(104)	(104)
Transferts vers ECL 12 mois (bucket 1)	2 404	(6)	(2 310)	55	(94)	20	(0)	69	69
Transferts vers actifs dépréciés (bucket 3) ^(a)	(212)	3	(340)	19	552	(120)	0	(98)	(98)
Total après transferts	226 385	(166)	13 453	(682)	2 845	(1 056)	242 684	(1 905)	240 779
Variations des Valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	(249)	1	574	30	(181)	73	144	105	249
Nouvelle production : achat, octroi, origination... ^(b)	26 570	(38)	2 185	(131)	302	(120)	29 057	(288)	28 769
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	(26 617)	38	(1 612)	161	(375)	90	(28 604)	289	(28 314)
Passage à perte					(108)	104	(108)	104	(4)
Modifications des flux ne donnant pas lieu à une décomptabilisation									
Evolution des paramètres de risque de crédit sur la période									
Changements dans le modèle / méthodologie									
Variations de périmètre		(217)					(217)		(217)
Autres	15	0	(0)	0	(0)	(0)	15	0	15
Total	226 137	(165)	14 027	(652)	2 663	(983)	242 827	(1 800)	241 028
Réévaluations ^(c)									(44)
Au 30 juin 2025	226 137	(165)	14 027	(652)	2 663	(983)	242 827	(1 800)	240 984

- (a) Les transferts vers le bucket 3 correspondent à des encours classés initialement en bucket 1 ayant été déclassés soit directement en bucket 3, soit d'abord en bucket 2 puis en bucket 3.
- (b) Les montants présentés sur la ligne Nouvelle production en bucket 2 et bucket 3 peuvent inclure des encours originés en bucket 1 puis reclassés en bucket 2 ou bucket 3 au cours du même exercice.
- (c) Impact des opérations de couverture.

b) Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables

(en millions d'euros)	30/06/2025				31/12/2024			
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Réévaluation	Juste valeur ^(a)	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Réévaluation	Juste valeur ^(a)
Instruments de dettes à la juste valeur par capitaux propres recyclables	230 686	(266)	(25 703)	204 717	229 376	(292)	(26 138)	202 948
TOTAL	230 686	(266)	(25 703)	204 717	229 376	(292)	(26 138)	202 948

(a) Cf. note 16.

(en millions d'euros)	Actifs soumis à une ECL 12 mois (bucket 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (bucket 2)		Actifs dépréciés (bucket 3)		TOTAL	
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes
Au 31 décembre 2024	229 285			90			229 376	
Transferts d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre								
Total après transferts	229 285			90			229 376	
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	1 311	27	(1)	(1)			1 311	26
Nouvelle production : achat, octroi, origination,...	28 780		9				28 789	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	(27 450)		(10)				(27 460)	
Variations de périmètre	(16)	2					(16)	2
Autres	(3)	25	0	(1)			(3)	24
Au 30 juin 2025	230 597	(264)	90	(2)			230 686	(266)

c) Hors bilan (Engagements de financement et de garantie)

Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements d'hors-bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

(en millions d'euros)	30/06/2025			31/12/2024		
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur nette	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur nette
Engagements de financement et de garantie ^(a)	27 182			27 774		
Provisions pour engagement de financement et de garantie ^(b)		(120)			(129)	
TOTAL	27 182	(120)	27 062	27 774	(129)	27 645

- (a) Dont 25 168 millions d'euros en bucket 1 et 1 883 millions d'euros en bucket 2 en 2025 (versus 25 839 millions d'euros en bucket 1 et 1 776 millions d'euros en bucket 2 en 2024). A noter que sur le bucket 1 en 2025, la nouvelle production s'est élevée à 6 528 millions d'euros et les décomptabilisations se sont élevées à (8 589) millions d'euros (versus 13 397 millions d'euros en nouvelle production et (9 632) millions d'euros en décomptabilisations en 2024).
- (b) Dont (21) millions d'euros en bucket 1 et (70) millions d'euros en bucket 2 en 2025 (versus (22) millions d'euros en bucket 1 et (64) millions d'euros en bucket 2 en 2024).

28.2 Pertes de crédit attendues – *Forward looking*

Le groupe calcule les pertes de crédit attendues (*expected credit losses* ou ECL) en utilisant 3 principales composantes : la probabilité par défaut, la perte en cas de défaut et l'exposition au défaut. Les ECL doivent également prendre en compte les effets de la conjoncture économique future ou *Forward Looking*. Pour intégrer cette composante *Forward-Looking*, le Groupe retient 3 scénarios : un scénario central, un scénario alternatif favorable et un scénario alternatif dégradé. Ces scénarios comportent des projections pour l'ensemble des variables macroéconomiques nécessaires au fonctionnement des modèles développés afin d'obtenir des probabilités de défaut à maturité et pertes en cas de défaut à maturité.

Les principales caractéristiques de ces scénarios sont les suivantes :

- l'horizon des prévisions de la conjoncture économique futures est de 3 ans ;
- ils sont définis par le département des Etudes Economiques de la Direction Stratégique du groupe, à partir de scénarios déterminés par la Caisse des Dépôts et Consignations. ;
- les scénarios retenus sont des scénarios économiques globaux et cohérents s'appliquant uniformément avec des impacts potentiellement opposés sur certains segments de produits ou de clientèle. Ils reflètent ainsi la diversification du portefeuille (à titre d'illustration, il n'est pas possible, dans un scénario donné, de disposer d'une projection de taux d'intérêt différent pour mesurer les probabilités de défaut à maturité de la clientèle de détail et celles de la clientèle souveraine) ;
- les scénarios proposés ne sont pas nécessairement des scénarios adverses sur le strict volet du risque de crédit : à travers les scénarios IFRS 9, le groupe ne cherche pas à quantifier des risques de pertes dans un environnement très dégradé dont la probabilité d'occurrence serait très faible, mais plutôt à définir des scénarios plausibles d'une manière générale dont la probabilité d'occurrence s'écarte d'un écart type de la probabilité d'occurrence du scénario central ;
- les scénarios ne sont pas nécessairement construits pour avoir un impact fort sur la composante spécifiquement crédit : des scénarios dégradés dont la probabilité d'occurrence est élevée peuvent être retenus alors même que leur impact principal est sur la composante « taux » ;
- les scénarios retenus sont les scénarios utilisés dans d'autres processus régaliens de l'établissement (plan stratégique, budget, exercices de stress tests de l'ICAAP, reportings réglementaires).

Dans le contexte des incertitudes économiques et géopolitiques, le groupe revoit régulièrement ses prévisions macroéconomiques prospectives (*forward looking*) pour la détermination du risque de crédit.

Au titre du premier semestre 2025, les scénarios intégrés par La Banque Postale dans ses traitements de calcul des provisions en norme IFRS 9 sont les suivants :

Scénario central

L'incertitude sur la situation politique nationale et ses implications en termes économiques et sociales ont conduit à un net retournement de la confiance des agents (ménages et entreprises). En conséquence, le scénario intègre le resserrement budgétaire attendu en 2025 et un certain attentisme qui pourrait pénaliser la consommation, l'investissement et l'emploi. Au total, la croissance pour 2025 est attendue en baisse, et la moindre dynamique conjoncturelle en 2025 impacterait marginalement la croissance 2026. S'agissant de l'inflation, la prévision de celle-ci est révisée à la baisse en 2025 et 2026, pour le reste de la chronique, un aléa haussier sur l'inflation est intégré au-delà du cycle conjoncturel, compte tenu des diverses évolutions structurelles qui se profilent : réorganisation des chaînes de valeur mondiales, recherche de souveraineté énergétique, choc d'offre négatif (au moins dans un premier temps) de la transition énergétique et écologique. L'OAT à 10 ans atteindrait un plateau fin 2025, puis diminuerait très graduellement à partir de 2027 vers un niveau d'équilibre légèrement relevé pour l'atterrissement en 2030. Plusieurs facteurs appellent à un rehaussement de la chronique sur la période de projection : (i) sur le plan fondamental, l'absence de PLF 2025 (à la cut-off date) et les anticipations de résorption trop graduelle du déficit budgétaire sur l'horizon de projection augurent d'un nouvel abaissement de la notation souveraine française et donc d'un renchérissement de la prime de risque ; (ii) sur le plan exogène et par effet d'entraînement, le taux de l'OAT devrait pâtir de l'élection de Donald Trump aux États-Unis.

Ce scénario est proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations et les projections de certaines de ses variables sont détaillées ci-dessous :

Variables	Scénario en vigueur au 30/06/2025					
	T0	N+1	N+2	N+3	N+4	N+5
PIB France (taux de croissance annuel)	0,7	0,9	1,0	1,0	1,0	1,0
Taux de chômage zone euro (taux moyen annuel)	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5
OAT 10 ans (moyenne annuelle)	3,4	3,40	3,34	3,24	3,14	3,10
Inflation France (variation)	1,4	1,7	1,9	2,0	2,0	2,0

Variables	Scénario en vigueur au 31/12/2024					
	T0	N+1	N+2	N+3	N+4	N+5
PIB France (taux de croissance annuel)	1,1	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Taux de chômage zone euro (taux moyen annuel)	6,5	6,7	6,7	6,7	6,7	6,7
OAT 10 ans (moyenne annuelle)	2,99	3,04	2,94	2,90	2,90	2,90
Inflation France (variation)	2,1	1,8	2,0	2,0	2,0	2,0

Scénario adverse

Ce scénario intègre l'année du choc de nouvelles tensions sur le marché des matières premières dans un contexte de tensions géopolitiques, entraînant un choc récessif sur le PIB mondial. Une boucle prix-salaires persistante s'installerait de manière durable en zone euro, entraînant une hausse de l'inflation sous-jacente, l'inflation totale persistant au-dessus de la cible de la banque centrale. En réaction, celle-ci positionnerait ses taux directeurs au-dessus des taux neutres, sans parvenir à stabiliser la dynamique des prix, et impliquant des taux obligataires très élevés. Dans ce scénario la transition énergétique et écologique se ferait, par rapport au scénario central, de manière désordonnée, contribuant à des tensions sur les prix et les taux, et à une perte de croissance potentielle à moyen terme (perte de productivité). Les conséquences économiques et financières des scénarios climatiques adverses du NGFS (dans leur dernière actualisation avec une forte hausse de l'impact du risque physique dans l'ensemble des scénarios) sont couvertes et statistiquement englobées par ce scénario « adverse » tout comme le risque de « guerre commerciale ».

Ce scénario est proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations et les projections de certaines de ses variables sont détaillées ci-dessous :

Variables	Scénario en vigueur au 30/06/2025					
	T0	N+1	N+2	N+3	N+4	N+5
PIB France (taux de croissance annuel)	0,7	-1,5	0,0	0,5	0,5	0,5
Taux de chômage zone euro (taux moyen annuel)	6,5	8,0	8,8	9,1	9,2	9,2
OAT 10 ans (moyenne annuelle)	3,4	5,46	5,69	5,50	5,50	5,50
Inflation France (variation)	1,4	5,5	4,0	3,5	3,5	3,5

Variables	Scénario en vigueur au 31/12/2024					
	T0	N+1	N+2	N+3	N+4	N+5
PIB France (taux de croissance annuel)	1,1	-1,5	0,0	0,5	0,6	0,6
Taux de chômage zone euro (taux moyen annuel)	6,5	8,3	9,1	9,4	9,5	9,5
OAT 10 ans (moyenne annuelle)	2,99	5,00	5,50	5,50	5,50	5,50
Inflation France (variation)	2,1	5,5	4,0	3,5	3,5	3,5

Scénario favorable

Dans ce scénario, il est retenu une moindre incertitude en France et un environnement international plus porteur. En France, la confiance des agents serait moins entravée qu'escompté, soutenant davantage la reprise de l'activité les premières années que dans le scénario central. Au niveau international, le relèvement des droits de douane américains serait contenu. L'inflation américaine poursuivrait sa décélération, ce qui permettrait à la Fed de baisser son taux directeur, entraînant une réduction des taux longs américains. Celle-ci se diffuserait dans les grandes économies et les taux longs européens (dont l'OAT) marqueraient également une baisse. Ce dernier élément jouerait aussi à long terme. La production pétrolière américaine plus soutenue pèserait sur le cours du pétrole, ce qui contrebalancerait les pressions haussières sur l'inflation française, liées à une activité plus soutenue. En Chine la politique de soutien des autorités produirait un peu d'effets positifs. L'ensemble de ces phénomènes (moindre incertitude, davantage de demande étrangère, inflation contenue et baisse des taux) constitueraient des facteurs de soutien additionnels à la croissance française par rapport au scénario central. L'emploi serait ainsi plus dynamique et le chômage plus faible.

Ce scénario est proposé par le département des Etudes Economiques. Les projections de certaines de ses variables sont détaillées ci-dessous :

Variables	Scénario en vigueur au 30/06/2025					
	T0	N+1	N+2	N+3	N+4	N+5
PIB France (taux de croissance annuel)	0,7	1,2	1,5	1,4	1,1	1,0
Taux de chômage zone euro (taux moyen annuel)	6,5	6,5	6,3	6,2	6,1	6,1
OAT 10 ans (moyenne annuelle)	3,4	3,30	3,10	3,00	2,90	2,90
Inflation France (variation)	1,4	1,5	1,6	1,8	1,9	2,0

Variables	Scénario en vigueur au 31/12/2024					
	T0	N+1	N+2	N+3	N+4	N+5
PIB France (taux de croissance annuel)	1,1	1,5	1,5	1,3	1,1	1,0
Taux de chômage zone euro (taux moyen annuel)	6,5	6,5	6,4	6,3	6,2	6,2
OAT 10 ans (moyenne annuelle)	2,99	2,98	2,90	2,90	2,90	2,90
Inflation France (variation)	2,1	1,62	1,91	2,00	2,02	2,02

Pondération de chacun des trois scénarios

Au 30 juin 2025, il a été estimé que l'évolution de la situation macro-économique et les incertitudes pesant sur la croissance mondiale n'ont pas significativement évolué depuis le 31 décembre 2024. De ce fait, les pondérations des scénarios ont été confirmées.

Scénarios	Scénarios en vigueur en 2025	Scénarios 2024
Central	60%	60%
Adverse	30%	30%
Favorable	10%	10%

Analyse de sensibilité des scénarios macroéconomiques sur les pertes attendues

Les analyses de sensibilités ont été conduites sur les périmètres relatifs au risque de crédit aux personnes morales et personnes physiques, sur les paramètres des ECL statistiques (soit hors provisions à dire d'expert s'agissant de la clientèle Personnes Morales).

La sensibilité des ECL sur la clientèle de détail est relativement modérée sur ce segment, avec une amplitude de [- 1 % ; + 2 %] d'ECL autour du scénario central selon les scénarios, avant pondération.

La sensibilité des ECL sur la clientèle de personnes morales est plus marquée sur ce segment, avec une amplitude de [- 9 % ; + 21 %] d'ECL autour du scénario central selon les scénarios, avant pondération, la volatilité étant plus élevée sur les expositions du segment des grandes entreprises.

NOTE 29 CONTRATS D'ASSURANCE ET DE REASSURANCE

29.1 Contrats d'assurance émis

29.2 Activités d'assurance

a) Marge financière

b) Compte de résultat assurance

29.3 Placements des activités d'assurance

29.4 Informations sur les passifs d'assurance

a) Contrats d'assurance et de réassurance par modèles d'évaluation

b) Contrats d'assurance et de réassurance par composantes comptables

29.1 Contrats d'assurance émis

▪ Produits des contrats d'assurance émis

(en millions d'euros)	30/06/2025	30/06/2024
Contrats comptabilisés selon les modèles BBA et VFA	5 629	5 240
Montants relatifs aux variations du passif au titre de la couverture restante liés à :	4 987	4 459
Montant de la marge sur services contractuels comptabilisé en résultat en raison de la fourniture de services au cours de la période	1 082	1 085
Relâchement de l'ajustement au titre du risque non financier	120	133
Charges afférentes aux contrats d'assurance émis attendues au cours de la période nettes de l'amortissement de la composante de perte	3 349	2 974
Ajustements liés à l'expérience sur les primes reçues et les frais d'acquisition	436	266
Frais d'acquisitions alloués à la période	641	781
Contrats comptabilisés selon le modèle PAA	816	814
TOTAL	6 444	6 054

▪ Charges afférentes aux contrats d'assurance émis

(en millions d'euros)	Contrats comptabilisés selon les modèles BBA et VFA	Contrats comptabilisés selon le modèle PAA	30/06/2025
Sinistres survenus et autres charges afférentes aux activités	(5 432)	(653)	(6 085)
Amortissement des flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition	(641)	(5)	(647)
Ajustements des passifs pour sinistres survenus	1 715	21	1 736
Pertes et reprises sur les groupes de contrats déficitaires	29	0	29
TOTAL	(4 330)	(637)	(4 967)

(en millions d'euros)	Contrats comptabilisés selon les modèles BBA et VFA	Contrats comptabilisés selon le modèle PAA	30/06/2024
Sinistres survenus et autres charges afférentes aux activités	(4 265)	(623)	(4 888)
Amortissement des flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition	(781)	(10)	(792)
Ajustements des passifs pour sinistres survenus	932	20	951
Pertes et reprises sur les groupes de contrats déficitaires	(22)	(0)	(22)
TOTAL	(4 137)	(614)	(4 751)

Le montant des charges afférentes aux contrats d'assurance émis contient la marge perçue par le groupe au titre de la gestion et de la distribution des contrats d'assurance des filiales. Elle est calculée comme la différence entre les commissions perçues et les frais sous-jacents déterminés à l'aide d'un coefficient d'exploitation analytique spécifique aux activités d'assurance.

29.2 Activités d'assurance

a) Marge financière

	30/06/2025	30/06/2024
(en millions d'euros)		
Actifs financiers à la juste valeur par résultat		
Gains ou pertes nets des actifs financiers à la juste valeur par résultat	5 648	6 446
Total	5 648	6 446
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables		
Gains ou pertes nets des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	(153)	(820)
Intérêts calculés selon la méthode TIE	1 778	2 008
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	298	(4 180)
Dépréciation	25	(6)
Total	1 948	(2 998)
Actifs financiers au coût amorti		
Gains ou pertes nets des actifs financiers au coût amorti	0	(0)
Intérêts calculés selon la méthode TIE	135	127
Dépréciation	(0)	(1)
Total	135	126
Actifs financiers à la juste-valeur par capitaux non recyclables		
Revenus comptabilisés en résultat	456	435
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	1 128	267
Total	1 583	702
Immeubles de placement		
Gains ou pertes nets des immeubles de placement (nets de dépréciation)	37	(33)
Total	37	(33)
Autres éléments des revenus nets de placement	(131)	35
Revenus des placements (impact résultat et capitaux propres)	9 221	4 280
Effets de désactualisation et intérêts accumulés sur les contrats d'assurance	(234)	(225)
Changement de juste valeur des éléments sous-jacents	(6 796)	(7 131)
Changements de taux et d'environnement économique	(1 075)	3 882
Effet de l'atténuation du risque	151	(113)
Ecart de change dans les charges financières d'assurance	(0)	(0)
Produits ou charges financières d'assurance	(7 954)	(3 587)
<i>dont comptabilisés directement en capitaux propres</i>	(1 041)	3 899
<i>dont comptabilisés au compte de résultat</i>	(6 914)	(7 486)
Effets de désactualisation et Intérêts accumulés sur les contrats de réassurance détenus	220	321
Changements de taux et d'environnement économique	(79)	(246)
Autres effets financiers sur les contrats de réassurance détenus	(193)	8
Produits financiers ou charges financières afférents aux contrats de réassurance détenus	(51)	84
<i>dont comptabilisés directement en capitaux propres</i>	(3)	20
<i>dont comptabilisés au compte de résultat</i>	(49)	64
MARGE FINANCIERE	1 216	776
<i>dont comptabilisés directement en capitaux propres</i>	383	6
<i>dont comptabilisés au compte de résultat</i>	833	770

b) Compte de résultat assurance

(en millions d'euros)	30/06/2025	30/06/2024
Produits des contrats d'assurance émis	6 444	6 054
Charges afférentes aux contrats d'assurance émis	(5 056)	(4 848)
Produits et charges afférents aux contrats de réassurance détenus	(45)	(20)
Résultat des activités d'assurance	1 343	1 186
Produits des placements nets de charges	3 447	3 045
Plus ou moins-values de cession des placements	(284)	(785)
Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat	4 521	5 547
Coût du risque de crédit sur les placements financiers des activités d'assurance	29	(21)
Intérêts calculés selon la méthode TIE	(192)	153
Produits financiers ou charges financières des contrats d'assurance émis	(6 914)	(7 486)
Produits financiers ou charges financières afférents aux contrats de réassurance détenus	(49)	64
Produits financiers nets de charges	559	516
Charges et produits des autres activités	55	44
Autres produits et charges opérationnels courants	(369)	(397)
Autres produits et charges courants	(314)	(354)
Résultat opérationnel courant	1 588	1 348
Autres produits et charges opérationnels non courants	(5)	(2)
Résultat opérationnel	1 584	1 346
Charges de financement	(87)	(83)
Variation de valeurs des actifs incorporels	(7)	
Quote-part de résultat dans les sociétés mises en équivalence	9	14
Impôts sur les résultats	(485)	(390)
Résultat après impôt des activités destinées à être cédées ou abandonnées	(13)	(11)
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	1 000	877
Participations ne donnant pas droit au contrôle	134	119
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	866	758

29.3 Placements des activités d'assurance

■ Ventilation par catégories comptables

(en millions d'euros)	30/06/2025	31/12/2024
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	194 025	187 656
Instruments dérivés de couverture	33	86
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	14 991	14 704
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	187 511	189 142
Titres au coût amorti	3 785	3 287
Immeubles de placement	6 423	6 590
Participations dans les entreprises mises en équivalence	1 105	1 097
PLACEMENTS DES ACTIVITÉS D'ASSURANCE	407 872	402 561

Les lignes Actifs financiers à la juste valeur par résultat et les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables et non recyclables sont détaillés ci-après :

■ *Actifs financiers à la juste valeur par résultat*

(en millions d'euros)	30/06/2025	31/12/2024
Instruments de dettes	170 266	165 007
Effets publics et valeurs assimilées	1 990	2 100
Obligations et autres titres à revenu fixe	13 588	13 998
OPCVM	61 396	59 598
Actifs représentatifs de contrats en UC	89 652	85 366
Prêts et avances	3 639	3 945
Instruments de capitaux propres	22 644	21 756
Actions et autres titres à revenu variable	16 462	16 298
Actifs représentatifs de contrats en UC	6 182	5 458
Instruments dérivés	1 115	892
ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT	194 025	187 656

■ *Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres*

(en millions d'euros)	30/06/2025		31/12/2024	
	Juste valeur	Gains / pertes cumulés latents	Juste valeur	Gains / pertes cumulés latents
Effets publics et valeurs assimilées	90 457	(19 750)	89 936	(19 519)
Obligations et autres titres à revenu fixe	97 053	(5 952)	99 207	(6 480)
ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES RECYCLABLES	187 511	(25 702)	189 142	(25 998)
Impôts		7 035		7 090
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables (nets d'impôts)		(18 667)		(18 908)
Actions, autres titres à revenu variable et autres titres détenus à long terme	14 991	4 302	14 704	3 541
Titres de participation non consolidés				
ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES NON RECYCLABLES	14 991	4 302	14 704	3 541
Impôts		(885)		(688)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables (nets d'impôts)		3 417		2 853

29.4 Informations sur les passifs d'assurance

a) Contrats d'assurance et de réassurance par modèles d'évaluation

(en millions d'euros)	30/06/2025		
	Contrats évalués selon les modèles BBA et VFA	Contrats évalués selon le modèle PAA	TOTAL
Au titre de la couverture restante	951	108	1 059
Contrats évalués selon le modèle PAA		108	108
Contrats évalués selon les modèles BBA et VFA	951		951
Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs	1 308		1 308
Ajustement au titre du risque non financier	(68)		(68)
Marge sur services contractuels	(289)		(289)
Au titre des sinistres survenus	(186)	3	(184)
Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs	(182)	3	(179)
Ajustement au titre du risque non financier	(4)		(4)
Au titre des flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition non encore affectés aux contrats d'assurance	0	4	4
Contrats d'assurance émis - actif (1) (cf. note 16)	764	115	879
Au titre de la couverture restante	364 062	660	364 722
Contrats évalués selon le modèle PAA		660	660
Contrats évalués selon les modèles BBA et VFA	364 062		364 062
Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs	344 995		344 995
Ajustement au titre du risque non financier	1 420		1 420
Marge sur services contractuels	17 647		17 647
Au titre des sinistres survenus	7 000	803	7 803
Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs	6 931	757	7 687
Ajustement au titre du risque non financier	69	47	116
Contrats d'assurance émis - passif (2) (hors contrats financiers sans participation discrétionnaire)	371 062	1 463	372 525
Contrats d'assurance (affaires directes et acceptations) (2) - (1)	370 298	1 348	371 646
Au titre des opérations d'assurance relatives à des contrats financiers (sans participation discrétionnaire) (3)			1 925
CONTRATS D'ASSURANCE EMIS - PASSIF (2) + (3) - (cf. note 22)			374 450
Au titre de la couverture restante	5 597	84	5 681
Contrats évalués selon le modèle PAA		84	84
Contrats évalués selon les modèles BBA et VFA	5 597		5 597
Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs	5 232		5 232
Ajustement au titre du risque non financier	93		93
Marge sur services contractuels	272		272
Au titre des sinistres survenus	559	210	768
Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs	553	202	755
Ajustement au titre du risque non financier	6	7	13
Contrats de réassurance détenus - Actif (1) (hors contrats financiers sans participation discrétionnaire)	6 156	293	6 449
Au titre des opérations de réassurance relatives à des contrats financiers (sans participation discrétionnaire)			13
Contrats de réassurance détenus - actif (cf. note 16)			6 463
Au titre de la couverture restante	20	3	23
Contrats évalués selon le modèle PAA		3	3
Contrats évalués selon les modèles BBA et VFA	20		20
Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs	19		19
Ajustement au titre du risque non financier	(7)		(7)
Marge sur services contractuels	8		8
Au titre des sinistres survenus	(7)		(7)
Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs	(7)		(7)
Ajustement au titre du risque non financier	(0)		(0)
Contrats de réassurance détenus - Passif (2) - (cf. note 22) (hors contrats financiers sans participation discrétionnaire)	13	3	16
CONTRATS DE REASSURANCE DETENUS NETS (1) - (2)	6 143	290	6 433

(en millions d'euros)	31/12/2024		
	Contrats évalués selon les modèles BBA et VFA	Contrats évalués selon le modèle PAA	TOTAL
Au titre de la couverture restante	982	95	1 078
Contrats évalués selon le modèle PAA		95	95
Contrats évalués selon les modèles BBA et VFA	982		982
Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs	1 276		1 276
Ajustement au titre du risque non financier	(60)		(60)
Marge sur services contractuels	(234)		(234)
Au titre des sinistres survenus	(166)	2	(164)
Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs	(162)	2	(160)
Ajustement au titre du risque non financier	(4)		(4)
Au titre des flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition non encore affectés aux contrats d'assurance		4	4
Contrats d'assurance émis - actif (1) (cf. note 16)	816	101	917
Au titre de la couverture restante	357 605	755	358 360
Contrats évalués selon le modèle PAA		755	755
Contrats évalués selon les modèles BBA et VFA	357 605		357 605
Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs	339 733		339 733
Ajustement au titre du risque non financier	1 450		1 450
Marge sur services contractuels	16 422		16 422
Au titre des sinistres survenus	5 601	791	6 392
Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs	5 547	744	6 291
Ajustement au titre du risque non financier	55	47	101
Contrats d'assurance émis - passif (2) (hors contrats financiers sans participation discrétionnaire)	363 206	1 546	364 752
Contrats d'assurance (affaires directes et acceptations) (2) - (1)	362 390	1 445	363 835
Au titre des opérations d'assurance relatives à des contrats financiers (sans participation discrétionnaire) (3)			2 019
CONTRATS D'ASSURANCE EMIS - PASSIF (2) + (3) - (cf. note 22)			366 771
Au titre de la couverture restante	5 763	73	5 837
Contrats évalués selon le modèle PAA		73	73
Contrats évalués selon les modèles BBA et VFA	5 763		5 763
Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs	5 403		5 403
Ajustement au titre du risque non financier	110		110
Marge sur services contractuels	250		250
Au titre des sinistres survenus	450	221	671
Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs	445	213	659
Ajustement au titre du risque non financier	5	8	13
Contrats de réassurance détenus - Actif (1) (hors contrats financiers sans participation discrétionnaire)	6 213	295	6 508
Au titre des opérations de réassurance relatives à des contrats financiers (sans participation discrétionnaire)			15
Contrats de réassurance détenus - actif (cf. note 16)			6 523
Au titre de la couverture restante	19	3	21
Contrats évalués selon le modèle PAA		3	3
Contrats évalués selon les modèles BBA et VFA	19		19
Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs	17		17
Ajustement au titre du risque non financier	(8)		(8)
Marge sur services contractuels	9		9
Au titre des sinistres survenus	(9)		(9)
Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs	(9)		(9)
Ajustement au titre du risque non financier			
Contrats de réassurance détenus - Passif (2) - (cf. note 22) (hors contrats financiers sans participation discrétionnaire)	10	3	13
CONTRATS DE REASSURANCE DETENUS NETS (1) - (2)	6 203	292	6 495

b) Contrats d'assurance et de réassurance par composantes comptables
■ Marge intra-groupe

La Banque Postale distribue et gère des contrats d'assurance pour le compte de ses filiales. Cette activité génère des frais de distribution et de gestion dans les comptes aux bornes du groupe.

Les filiales d'assurance versent des commissions à La Banque Postale, au titre de la distribution et de la gestion des contrats d'assurance. Ces commissions incorporent une marge facturée par La Banque Postale.

Sous IFRS 17, la composante représentant l'engagement de l'assurance envers ses assurés, la valeur actuelle des flux futurs ou *Best Estimate*, incorpore notamment l'ensemble des frais rattachables aux activités d'assurance dont les frais de distribution et de gestion des contrats d'assurance.

Au niveau des filiales d'assurance, ce sont donc les commissions, y compris la marge, qui vont être incluses dans le *Best Estimate*.

Au niveau du groupe, la marge perçue représente un profit et non un coût, et ne peut être incorporée dans le *Best Estimate*. Elle doit donc être intégrée dans la marge sur services contractuels (ou CSM, c'est-à-dire les profits futurs).

Par conséquent, la CSM en vision groupe diffère de la CSM aux bornes des filiales d'assurance, i.e. la CSM en vision assurance. La CSM groupe intègre une composante représentative de la marge intragroupe déterminée en appliquant un coefficient d'exploitation estimé aux commissions de distribution et de gestion. Cette marge est intégrée dans la CSM aux bornes du groupe.

(en millions d'euros)	Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs	Ajustement au titre du risque non financier	Marge sur services contractuels	TOTAL
SOLDE NET DE CLOTURE - VISION ASSURANCE ^(a) Au 30 juin 2025	352 463	1 562	16 273	370 298
Commissions de distribution et de gestion des contrats d'assurance - Eliminations intragroupes	(1 663)		1 663	
SOLDE NET DE CLOTURE - VISION GROUPE Au 30 juin 2025	350 800	1 562	17 936	370 298
SOLDE NET D'OUVERTURE - VISION ASSURANCE ^(a) Au 31 décembre 2024	345 941	1 569	14 879	362 390
Commissions de distribution et de gestion des contrats d'assurance - Eliminations intragroupes	(1 776)		1 776	
SOLDE NET D'OUVERTURE - VISION GROUPE Au 31 décembre 2024	344 165	1 569	16 655	362 390
SOLDE NET D'OUVERTURE - VISION ASSURANCE ^(a) Au 31 décembre 2023	353 844	2 032	17 362	373 238
Commissions de distribution et de gestion des contrats d'assurance - Eliminations intragroupes	(1 588)		1 588	
SOLDE NET D'OUVERTURE - VISION GROUPE Au 31 décembre 2023	352 256	2 032	18 950	373 238

(a) Fait l'objet des analyses par composantes comptables et par périodes de couverture.

■ Courbes des taux

Les courbes de taux, utilisées pour actualiser les estimations des flux de trésorerie futurs qui ne varient pas en fonction des rendements des éléments sous-jacents, sont présentées dans les tableaux ci-dessous :

	Devise	30/06/2025				
		1 an	5 ans	10 ans	20 ans	30 ans
Groupe CNP Assurances	EUR	2,60%	2,90%	3,10%	3,20%	3,30%
Filiales du pôle assurance non-vie	EUR	[2,2% ; 2,4%]	[2,4% ; 2,8%]	[2,7% ; 3%]	[2,9% ; 3,1%]	[2,8% ; 3,1%]
Filiales Europe hors France	EUR	2,50%	2,70%	3,10%	3,20%	3,20%
Filiales brésiliennes	BRL	[14,9% ; 15,7%]	[13,9% ; 15,3%]	[14,5% ; 15,7%]	[13% ; 13,9%]	[11,1% ; 11,7%]

	Devise	31/12/2024				
		1 an	5 ans	10 ans	20 ans	30 ans
Groupe CNP Assurances	EUR	3,00%	2,80%	2,90%	2,90%	2,80%
Filiales du pôle assurance non-vie	EUR	[2,4% ; 2,7%]	[2,3% ; 2,5%]	[2,4% ; 2,6%]	[2,4% ; 2,6%]	[2,4% ; 2,5%]
Filiales Europe hors France	EUR	[2,6% ; 3,1%]	[2,3% ; 2,7%]	[2,4% ; 2,7%]	[2,4% ; 2,8%]	[2,4% ; 2,8%]
Filiales brésiliennes	BRL	[13,0% ; 14,1%]	[13,2% ; 14,2%]	[12,6% ; 13,7%]	[10,9% ; 11,9%]	[9,4% ; 10,1%]

■ Analyse par composante comptable des contrats comptabilisés selon les modèles BBA et VFA - Assurance (vision assurance)

(en millions d'euros)	Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs	Ajustement au titre du risque non financier	Marge sur services contractuels	30/06/2025
Solde des actifs à l'ouverture	(1 114)	65	234	(816)
Solde des passifs à l'ouverture	347 056	1 504	14 646	363 206
SOLDE NET D'OUVERTURE	345 941	1 569	14 880	362 390
Variations liées aux services futurs	(2 612)	84	2 523	(6)
Changements dans les estimations qui entraînent un ajustement de la marge sur services contractuels	(1 697)	(15)	1 649	(63)
Changements dans les estimations qui entraînent des pertes et reprises de pertes sur les groupes de contrats déficitaires	(56)	31		(24)
Effet des contrats comptabilisés au cours de la période	(860)	67	874	82
Variations liées aux services rendus au cours de la période	1 663	(70)	(1 038)	554
Montant de la marge sur services contractuels comptabilisé en résultat net			(1 038)	(1 038)
Variation de l'ajustement au titre du risque non financier		(70)		(70)
Ajustements liés à l'expérience	1 663			1 663
Variations liées aux services passés	(1 696)	(17)		(1 714)
Ajustements des sinistres survenus	(1 696)	(17)		(1 714)
Résultat des activités d'assurance	(2 646)	(3)	1 484	(1 165)
Produits financiers (ou charges financières) d'assurance	8 162	7	(159)	8 010
Produits financiers (ou charges financières) d'assurance ^(a)	8 248	9	(146)	8 111
Effets des différences de change	(87)	(2)	(12)	(101)
Total issu des variations du résultat global	5 516	4	1 325	6 845
Flux de trésorerie reçus ou payés sur les contrats d'assurance	926			926
Total des flux de trésorerie	926			926
Autres mouvements de consolidation	80	(11)	68	137
SOLDE NET DE CLOTURE	352 463	1 562	16 273	370 298
Solde des actifs à la clôture	(1 126)	73	289	(764)
Solde des passifs à la clôture	353 588	1 489	15 984	371 062

(a) Hors différence de change.

(en millions d'euros)	Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs	Ajustement au titre du risque non financier	Marge sur services contractuels	31/12/2024
Solde des actifs à l'ouverture	(1 538)	79	282	(1 176)
Solde des passifs à l'ouverture	355 367	1 953	17 080	374 400
SOLDE NET D'OUVERTURE	353 829	2 032	17 362	373 224
Variations liées aux services futurs	(236)	192	87	42
Changements dans les estimations qui entraînent un ajustement de la marge sur services contractuels	1 490	(1)	(1 501)	(12)
Changements dans les estimations qui entraînent des pertes et reprises de pertes sur les groupes de contrats déficitaires	(27)	38		11
Effet des contrats comptabilisés au cours de la période	(1 699)	155	1 588	43
Variations liées aux services rendus au cours de la période	447	(192)	(2 244)	(1 989)
Montant de la marge sur services contractuels comptabilisé en résultat net			(2 244)	(2 244)
Variation de l'ajustement au titre du risque non financier		(192)		(192)
Ajustements liés à l'expérience	447			447
Variations liées aux services passés	(465)	(56)		(521)
Ajustements des sinistres survenus	(465)	(56)		(521)
Résultat des activités d'assurance	(254)	(56)	(2 157)	(2 468)
Produits financiers (ou charges financières) d'assurance	9 045	6	(309)	8 741
Produits financiers (ou charges financières) d'assurance ^(a)	13 500	37	111	13 649
Effets des différences de change	(4 455)	(31)	(421)	(4 907)
Total issu des variations du résultat global	8 791	(50)	(2 467)	6 274
Flux de trésorerie reçus ou payés sur les contrats d'assurance	(2 762)			(2 762)
Total des flux de trésorerie	(2 762)			(2 762)
Autres mouvements de consolidation (b)	(13 917)	(412)	(16)	(14 345)
SOLDE NET DE CLOTURE (b)	345 941	1 569	14 880	362 390
Solde des actifs à la clôture	(1 114)	65	234	(816)
Solde des passifs à la clôture	347 056	1 504	14 646	363 206

(a) Hors différence de change.

(b) Depuis juin 2025, les informations en vision Assurance sont retirées du contrat Groupe La Poste, chez CNP Assurance Protection Sociale, devenu intra-groupe.

■ **Analyse par composante comptable des contrats comptabilisés selon le modèle BBA - Contrats de réassurance détenus**

(en millions d'euros)	Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs	Ajustement au titre du risque non financier	Marge sur services contractuels	30/06/2025
Solde des actifs à l'ouverture	5 849	115	250	6 213
Solde des passifs à l'ouverture	(9)	8	(9)	(10)
SOLDE NET D'OUVERTURE	5 840	123	241	6 203
Variations liées aux services futurs	(29)	(10)	35	(4)
Changements dans les estimations qui entraînent un ajustement de la marge sur services contractuels	(25)	(10)	31	(5)
Effet des contrats comptabilisés au cours de la période	(3)	0	4	1
Variations liées aux services rendus au cours de la période	25	(7)	(11)	7
Montant de la marge sur services contractuels comptabilisé en résultat net			(11)	(11)
Variation de l'ajustement au titre du risque non financier		(7)		(7)
Ajustements liés à l'expérience	25			25
Variations liées aux services passés	(23)	(1)		(24)
Ajustement des sinistres survenus	(23)	(1)		(24)
Produits et charges afférents aux contrats de réassurance détenus	(27)	(18)	24	(21)
Produits financiers (ou charges financières) des contrats de réassurance détenus ^(a)	(54)	1	(1)	(53)
Total des variations du résultat global	(80)	(17)	23	(74)
Flux de trésorerie	14			14
Total des flux de trésorerie	14			14
Autres mouvements de consolidation et variation de périmètre	(1)	1	(0)	0
SOLDE NET DE CLOTURE	5 773	106	264	6 143
Solde des actifs à la clôture	5 785	99	272	6 156
Solde des passifs à la clôture	(12)	7	(8)	(13)

(a) Hors effet de l'évolution du risque de non-exécution.

(en millions d'euros)	Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs	Ajustement au titre du risque non financier	Marge sur services contractuels	31/12/2024
Solde des actifs à l'ouverture	7 990	97	512	8 599
Solde des passifs à l'ouverture	(32)	17	(20)	(35)
SOLDE NET D'OUVERTURE	7 958	114	492	8 564
Variations liées aux services futurs	21	(19)	(2)	
Changements dans les estimations qui entraînent un ajustement de la marge sur services contractuels	29	(22)	(6)	
Effet des contrats comptabilisés au cours de la période	(8)	4	4	
Variations liées aux services rendus au cours de la période	(4)	(8)	(30)	(41)
Montant de la marge sur services contractuels comptabilisé en résultat net			(30)	(30)
Variation de l'ajustement au titre du risque non financier		(8)		(8)
Ajustements liés à l'expérience	(4)			(4)
Variations liées aux services passés	(34)	(3)		(36)
Ajustement des sinistres survenus	(34)	(3)		(36)
Produits et charges afférents aux contrats de réassurance détenus	(17)	(29)	(32)	(78)
Produits financiers (ou charges financières) des contrats de réassurance détenus ^(a)	109	12	3	124
Total des variations du résultat global	93	(18)	(29)	46
Flux de trésorerie	(2 629)			(2 629)
Total des flux de trésorerie	(2 629)			(2 629)
Autres mouvements de consolidation et variation de périmètre	418	26	(223)	222
SOLDE NET DE CLOTURE	5 840	123	241	6 203
Solde des actifs à la clôture	5 849	115	250	6 213
Solde des passifs à la clôture	(9)	8	(9)	(10)

(a) Hors effet de l'évolution du risque de non-exécution.



RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE

La Poste

**Rapport des commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle**

Période du 1er janvier 2025 au 30 juin 2025

[C1 - Interne](#)

La Poste

Société anonyme
RCS : Paris 356 000 000

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1er janvier 2025 au 30 juin 2025

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société La Poste, relatifs à la période du 1er janvier 2025 au 30 juin 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Les Commissaires aux comptes

Forvis Mazars SA

Levallois- Perret, le 1^{er} août 2025

KPMG SA

Paris La Défense, le 1^{er} août 2025

Gonzague Senlis

Associé

Charles de Boirsiou

Associé

Stéphanie Millet

Associée

Xavier de Coninck

Associé

ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE

Attestation de la personne responsable

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en section 1 du présent rapport présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels consolidés et qu'il décrit les principaux risques et principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris, le 1^{er} août 2025

Le Directeur général délégué

Philippe Bajou

DIRECTION DES FINANCES GROUPE
9 rue du Colonel Pierre Avia - 75757 PARIS CEDEX 15
Tél : +33 (0)1 55 44 00 00
www.lapostegroupe.com

